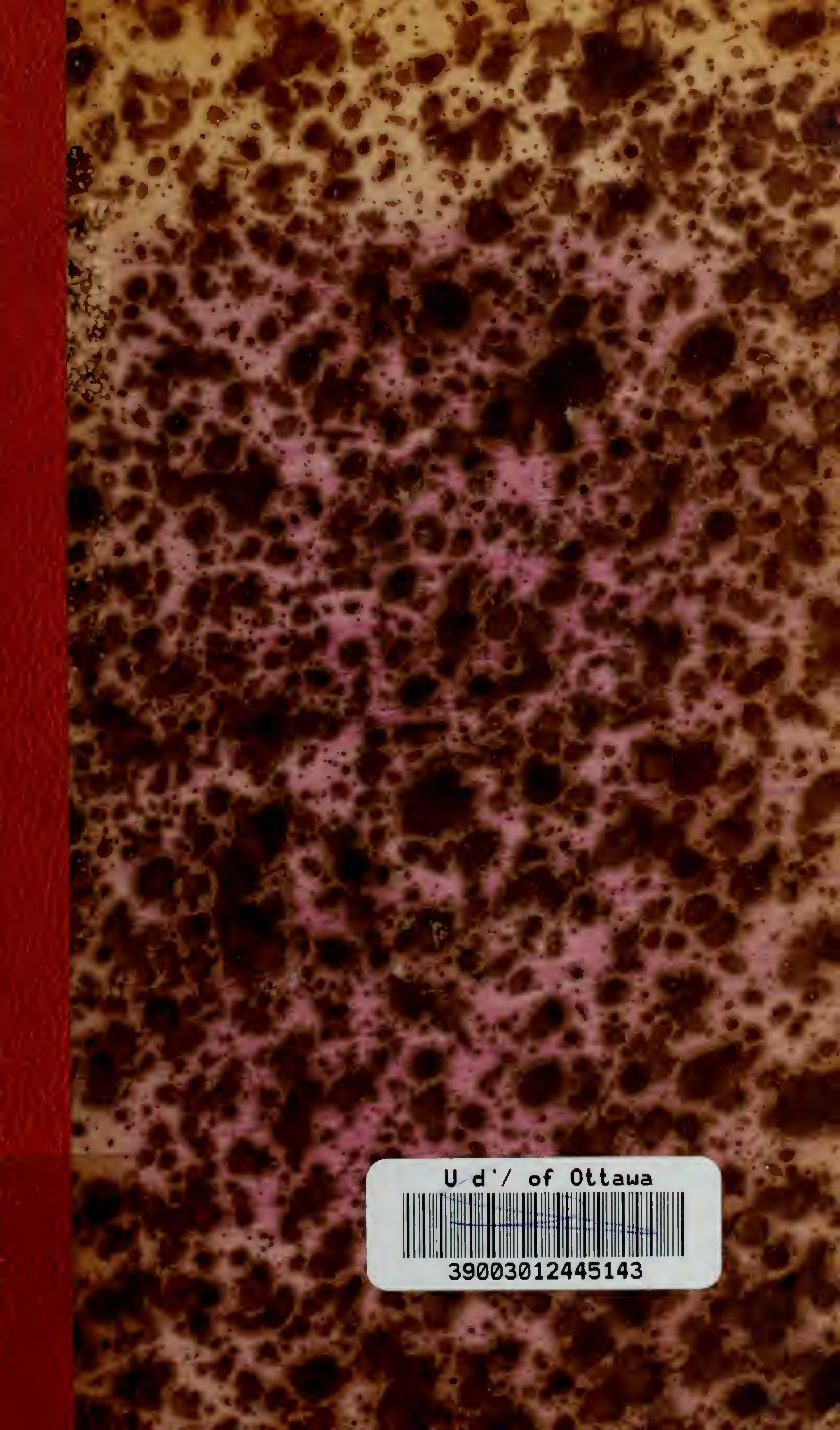

U d'/ of Ottawa
39003012445143

APRÈS LA PAIX

CONSIDÉRATIONS

SUR

LE LIBERALISME ET LA GUERRE D'ORIENT

Paris.—Imprimé chez BONAVENTURE et DUCESSOIS,
55, quai des Augustins.

CE

APRÈS LA PAIX

CONSIDÉRATIONS

SUR LE

LIBÉRALISME

ET LA

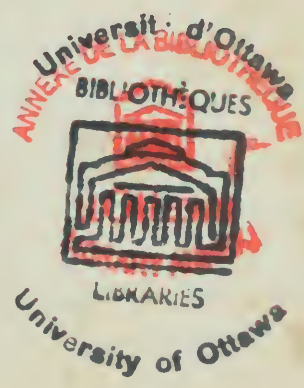
GUERRE D'ORIENT

PAR

LE C^TE AGÉNOR DE GASPARIN







PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

Palais-Royal, galerie d'Orléans, 13.

1856

C'est souvent à l'heure où les questions semblent finir qu'elles commencent en réalité; c'est alors qu'apparaissent les grandes difficultés, et la plus grande de toutes : vouloir après la crise ce qu'on a voulu pendant la crise, aimer son principe après l'avoir servi.

Mais pour l'aimer il faut le connaître, et je doute qu'on en ait parmi nous une intelligence bien distincte. Le moment est donc venu d'entreprendre une étude qui n'est point aisée et qui exigera d'assez longs développements. Quand on fait du libéralisme sans trop le savoir et sans beaucoup s'en soucier, on n'é-

prouve guère le besoin de remonter aux motifs inconscients, aux causes profondes de sa conduite.

Il le faut cependant, sous peine de compromettre bientôt le grand résultat, le fait capital de la lutte qui se termine, dit-on. L'alliance anglaise survivra-t-elle à la guerre? La coalition libérale de l'Occident restera-t-elle entière? Tel est le problème dont nous avons à nous occuper sérieusement, et qu'un avenir prochain va résoudre.

Attaquons-le par son côté le plus essentiel et le moins connu; essayons d'abord de définir le libéralisme.

PREMIÈRE PARTIE.

LE LIBÉRALISME.

LE LIBÉRALISME.

DE LA DÉFINITION DU LIBÉRALISME.

I

L'opinion libérale n'est pas morte en France. Qu'on me pardonne de débuter par ce paradoxe.

J'ai même envie d'en risquer encore un autre : jamais l'occasion n'a été meilleure pour constater au plus juste ce qu'est l'opinion libérale.

La défaite est un filtre admirable, qui retient tous les éléments étrangers et ne laisse passer que la substance principale, c'est-à-dire les amis vrais de la cause vaincue.

Si j'osais poursuivre la comparaison chimique qui vient de se glisser sous ma plume, je dirais que naguère, au temps des prospérités, le parti constitutionnel présentait l'apparence d'une combinaison passablement complexe : des hommes dont le libéralisme

n'était que la haine des Bourbons, d'autres qui ne voyaient rien au-dessus de l'Empire, des mécontents de diverses sortes, des ambitieux, des radicaux et des socialistes attendant l'occasion d'installer une nouvelle forme de despotisme; puis la vaste catégorie des esprits à la suite, champions nés de toute doctrine régnante, clientèle assurée de tout gouvernement; enfin les libéraux sincères, soit conservateurs, soit membres de l'opposition, plus ou moins confondus avec cette masse hétérogène.—Depuis lors deux opérations ont eu lieu. La première, en 1848, a *précipité* certains éléments; la seconde, en 1851, a *précipité* le reste. Le filtre les a successivement enlevés, et aujourd'hui le libéralisme apparaît dans sa pureté et dans son isolement.

Ses adhérents sont peu nombreux! d'accord. Il ne s'agit point ici-bas d'être nombreux, mais d'avoir raison. Le succès vient quand et comme Dieu le veut; les témoins de la vérité sont chargés de maintenir toujours leur témoignage, ils ne sont pas chargés de toujours réussir.

Passons donc la revue du libéralisme. La question d'Orient nous y invite, nous en fait une sorte de devoir. Qu'arrive-t-il en effet? La lutte contre la Russie semble avoir eu pour résultat de nous diviser. Je connais des âmes élevées et généreuses qui se refusent à voir le caractère réel de la guerre actuelle, par cela seul que leur principe ne prévaut pas maintenant en France; j'en connais que la crainte du socialisme in-

cline à saluer presque dans le czar le défenseur de l'ordre européen, l'antagoniste naturel de l'esprit révolutionnaire. De tels malentendus sont déplorables. Montrons, il en est temps, de quel côté sont engagés les intérêts du libéralisme, de quel côté flotte son drapeau. Ceux qui le savent parmi nous, ne le savent pas assez.

C'est pour cela que je vais essayer une étude qui n'a pas encore été entreprise à ce point de vue. Elle est indispensable, que la paix se conclue ou non. Je l'aborde sans embarras, parce que je l'aborde sans arrière-pensée. Il est d'ailleurs des moments où les amis de la liberté en sont réduits, bon gré mal gré, à la théorie pure; et nous sommes dans un de ces moments-là.

Voici les deux questions à résoudre : Qu'est-ce que le libéralisme? Qu'est-ce que la guerre d'Orient?

Les rapports étroits du libéralisme et de la guerre d'Orient éclateront à tous les regards, dès que nous nous serons rendu compte de leur vraie nature.

II

Rien n'est plus superficiel que les idées qui ont cours au sujet du libéralisme. Les hommes même qui ne s'arrêtent pas aux déclamations connues sur l'ordre et la liberté, croient faire beaucoup en nous parlant de l'avénement des classes moyennes, du régime re-

présentatif, des formes constitutionnelles. Tout cela est important sans doute, et je suis loin d'en faire fi; mais tout cela ne touche pas au cœur de la question. Si les formes de gouvernement sont loin d'être indifférentes, ce n'est pas à titre de principe, c'est à titre de conséquence. Où est le fond, la forme ne peut manquer d'apparaître; et où le fond fait défaut, la forme ne saurait longtemps subsister. Ne prenons donc pas pour condition essentielle du libéralisme ce qui n'en est que le nécessaire et bienfaisant symptôme.

Je ne sais s'il y a des gens qui font de la théorie des trois pouvoirs un axiome, une vérité première, une des *idées innées* de la politique, une obligation pour tous les temps et pour tous les lieux. Quant à moi, qui tiens fort à la théorie des trois pouvoirs, je lui assigne sa place dans le domaine du relatif, et non dans celui de l'absolu. Ce domaine du relatif, où se classent beaucoup de choses très-graves en elles-mêmes, ne saurait renfermer le caractère distinctif d'une doctrine absolue; or la doctrine libérale est absolue, grâce à Dieu. J'aime mieux la monarchie que la république; mais je ne prétends pas qu'on ne puisse jamais être libre sous un gouvernement républicain. Je crois très-fort à la docilité et très-peu au discernement du suffrage universel; mais je ne m'aviserai pas de dire qu'en aucune circonstance on ne doive y recourir. L'expérience m'apprend qu'un élément aristocratique est utile aux libertés publiques; mais je n'affirme pas qu'on ne parvienne nulle part à

les concilier avec la démocratie. Sur tous ces points, en un mot, j'ai des préférences énergiques, je n'ai pas d'exclusion sans appel ; je me sens capable de tenir compte des circonstances, des mœurs publiques, des tendances dominantes, du degré de civilisation.

Mettons-nous, au contraire, les pieds dans le domaine de l'absolu, il en va tout autrement. Ici ma conscience me défend de rien céder, car en cédant elle se renierait elle-même. Qu'il y ait des monarchies libérales et des monarchies despotiques, des républiques libérales et des républiques despotiques, des aristocraties libérales et des aristocraties despotiques, des démocraties libérales et des démocraties despotiques, je l'admettrai volontiers ; ce que je ne reconnaîtrai jamais, c'est qu'aucun gouvernement, à quelque époque que ce soit, ait le droit d'être despotique. Je me sens pour ainsi dire en communion politique avec tel homme qui repousse d'ailleurs mes idées sur les lois électorales ou sur l'organisation des pouvoirs ; je n'ai pas le moindre atome de sympathie pour tel autre qui professe à ravir l'orthodoxie constitutionnelle. Pourquoi? Le premier a l'âme libérale et le second ne l'a pas : le premier comprend ces vérités fondamentales et universelles, l'incompétence spirituelle de l'État. la protection due contre ses envahissements aux droits inviolables des individus ; et le second pense qu'à condition de bien organiser l'État on peut le charger de tout faire.

Là est la distinction véritable, la séparation profonde. Je m'attacherai donc au principe, le libéralisme, et non à la conséquence, les institutions. Je ne traiterai pas les questions d'aristocratie ou de démocratie, de monarchie ou de république, et je ne referai pas la scène de Cinna. Je n'irai pas non plus feuilleter Delolme, pour savoir ce qu'il faut penser de la représentation nationale ou du jury.

J'aborderai d'emblée les grandes doctrines auxquelles seules l'Angleterre a dû ses garanties représentatives.

PREMIER ÉLÉMENT DU LIBÉRALISME : LE DROIT.

I

M. Royer-Collard a dit le mot du libéralisme : « Il n'y a point de droit contre le droit. » En d'autres termes, il y a un droit existant par lui-même, que chacun porte en soi, qui se passe au besoin de toute confirmation officielle ; et contre ce droit il n'est donné à aucune société, à aucune législature, à aucune majorité de créer un droit digne de ce nom.

N'allons pas chercher moins haut que cela le premier élément du libéralisme. Ne nous arrêtons pas au libéralisme de position, au libéralisme d'habitude, ou d'instinct , ou d'opposition taquine, ou de mode et de bon ton ; montons jusqu'au libéralisme vrai, celui qui survit aux circonstances favorables, qui se retrouve en face de tous les gouvernements, dans toutes les questions, politiques, religieuses, sociales, philosophiques, littéraires. Il est fondé sur le respect du

droit, sur la foi en la justice et en la vérité. Il nous défend de les abandonner, quoi qu'il arrive. Il nous empêche de les défendre par des moyens iniques, quoi qu'il en puisse résulter. C'est lui qui, soutenant Luther en présence de Charles-Quint et de la diète de Worms, a mis dans sa bouche la plus grande parole qui ait retenti ici-bas depuis l'Évangile : « Je ne peux autrement. » C'est lui qui fait resplendir devant nos âmes ce droit de la vérité, la première des vérités, le fondement de toutes les autres. C'est lui qui nous crie : Point d'injustice pour la justice, point de tyrannie pour la liberté.

Oui, le droit, le droit de la vérité et de la justice, telle est la base que nous cherchons. Grâce au droit, grâce à la législation profonde et souveraine de la conscience, nous possédons un sanctuaire inviolable et sacré; une portion de l'homme est réservée, mise à part, inaccessible au despotisme d'en haut et d'en bas. L'indépendance intérieure existe, germe puissant et indestructible de l'indépendance extérieure.

On a compris pourquoi j'ai employé le mot de droit, et non celui de devoir. Le premier est plus vaste et par conséquent plus exact. Le droit comprend tout ce qui doit être; il renferme le devoir, mais il le déborde. Or s'il est certain que la liberté s'appuie essentiellement sur la notion de devoir, il n'est pas vrai que cette notion lui suffise; celle de droit (prise dans son acception étendue, non dans le sens étroit que lui donne l'opposition de nos droits et de nos devoirs) fournit

seule un fondement assez large au majestueux édifice du libéralisme.

Quiconque affirme le droit est champion de la liberté; quiconque le nie est champion du despotisme. Montesquieu est libéral, car il a écrit : « Dans un État, c'est-à-dire dans une société où il y a des lois, la liberté ne peut consister qu'à pouvoir faire ce que l'on doit vouloir, et à n'être point contraint de faire ce que l'on ne doit pas vouloir. » Hobbes est fauteur du despotisme, car il soutient que le droit est fondé sur la force, que le juste et l'injuste sont une création de la loi positive, qu'il faut lui obéir même quand elle est opposée à la loi divine; car il supprime la valeur intrinsèque du bien et du mal, déclarant que « chaque homme appelle bon ce qui lui plaît, et mauvais ce qui lui déplaît. » Ainsi le théoricien le plus effronté et le plus logique de la tyrannie a été contraint d'inscrire ceci à la base de son système : Il n'y a pas de droit ! Rien n'est juste ou injuste en soi !

Ce que Hobbes a fait le sachant et le voulant, d'autres l'ont fait sans s'en rendre compte. Lorsque Épicure fondait le matérialisme, il fondait le despotisme, qu'il le voulût ou non. Helvétius soutenait à son insu la même cause, quand il publiait la fameuse maxime du livre *de l'Esprit* : « Tout devient légitime et même vertueux pour le salut public. » Bentham ne croyait pas se ranger parmi les adversaires les plus dangereux du libéralisme ; il s'y rangeait cependant, quand il promulguait la doctrine utilitaire et transformait le

devoir en calcul. Il est peut-être enfin des radicaux socialistes qui s'imaginent naïvement appartenir encore au parti de la liberté, quand ils posent le principe en vertu duquel le droit est une création sociale, en vertu duquel le suffrage universel dispose de mon droit et décide toujours de ce qui est juste, en vertu duquel ma conscience est absorbée dans la conscience collective. — Il peut y avoir des illusions plus ou moins respectables; mais le fait subsiste : qui nie le droit, nie la liberté.

Où trouver à celle-ci une source plus noble et plus pure? Voici une souveraineté qui défie toutes les souverainetés, républicaines ou monarchiques ; voici une loi qui est au-dessus des lois. Contre la loi de la conscience, les lois positives ne sauraient prévaloir ; contre les minorités les plus imperceptibles, contre un seul homme, contre une seule conviction, les majorités ne peuvent rien. Ma conscience m'ordonne la justice ; vous auriez beau voter des lois qui prescriraient le vol ou l'assassinat, quelque chose en moi refuserait obstinément de se soumettre. Ma conscience m'ordonne de veiller moi-même à l'éducation de mes enfants ; vous auriez beau décréter la suppression de la famille et introduire les communautés socialistes de Platon ou de Fourier, je ne pourrais pas ne pas vous désobéir. Ma conscience m'ordonne de servir Dieu selon ma foi; vous auriez beau promulguer un culte national, je ne vous sacrifierais ni une seule de mes croyances ni un seul de mes actes religieux.

Les pouvoirs réguliers de la Judée ont prétendu

arrêter le ministère de Jésus-Christ; mais Jésus-Christ n'en a tenu compte. Le Sanhédrin a défendu aux apôtres « de parler et d'enseigner en aucune manière au nom de Jésus ; » mais les apôtres ont répondu : « Jugez vous-mêmes s'il est juste devant Dieu de vous obéir plutôt qu'à Dieu. » Les empereurs ont exigé que les premiers chrétiens cessassent d'évangéliser et sacrifiassent aux idoles ; mais les premiers chrétiens ont persévéré. Ils pouvaient donner leur vie, ils ne pouvaient pas donner leur conscience.

Et remarquez-le, personne n'était soumis aux puissances établies comme les apôtres et les premiers chrétiens. Ce même Paul qui a subi l'emprisonnement et accepté la mort plutôt que de renoncer à désobéir, prescrivait en ces termes le devoir absolu de l'obéissance : « Que toute personne soit soumise aux puissances supérieures, car il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu, et les puissances qui subsistent ont été établies de Dieu. » Où sont les révoltes des premiers chrétiens? où sont leurs attaques contre les gouvernements, contre les magistrats, contre les lois ? Ils ont reconnu au législateur humain le droit de tout commander ; tout, excepté le crime, excepté le péché, excepté la rebellion envers Dieu. Leur maître avait dit : « Rendez à César ce qui est à César, » et ils l'avaient fait. Leur maître avait ajouté : « Rendez à Dieu ce qui est à Dieu, » et ils le faisaient aussi. Ce qui est à Dieu, c'est notre conscience, et quiconque souille sa conscience pour se conformer à une

loi humaine, devient violateur de la loi divine.

Je sais bien que l'omnipotence des lois humaines est l'axiome favori d'une certaine école; je sais bien qu'on trouve anarchique cette limite posée par la conscience. Quel désordre, s'écrie-t-on, si chacun se constitue juge des règles établies par le législateur, si chacun se croit autorisé à résister au nom de ses sentiments ou de ses répugnances !

Il ne s'agit ici ni de répugnances ni de sentiments. La loi qui me déplaît n'en est pas moins obligatoire pour moi ; le gouvernement que je n'aime pas n'en mérite pas moins ma soumission et mon respect.

L'abrogation des lois par voie de répugnance serait effectivement le comble du désordre, et personne, que je sache, n'y a jamais pensé. Je vais plus loin : les lois même contre lesquelles ne s'élèvent pas seulement des répugnances et des sentiments, mais la protestation formelle de la conscience, conservent néanmoins leur caractère de lois. C'est légalement que les martyrs des premiers siècles ont été immolés; c'est légalement que Louis XIV a envoyé au gibet ou aux galères les protestants qui refusaient d'adopter la religion du roi; c'est légalement que la Suède punit les conversions au catholicisme.

Je suis assez anarchiste pour penser que le même acte peut être parfaitement légal et parfaitement exécrable. Que se passe-t-il alors ? La conscience abroge-t-elle la loi ? non, elle lui préfère une loi plus haute. Placée dans une de ces extrémités funestes où l'obéis-

sance s'appelle crime ou péché, elle ne consent pas à obéir. Ce qu'elle ne pourrait faire s'il ne s'agissait que d'une loi déraisonnable, elle est tenue de le faire dès qu'il s'agit d'une loi immorale. Quand les pasteurs de l'Écosse et du canton de Vaud abandonnaient naguère tous les avantages de leur situation et exposaient leurs familles à la misère afin de ne pas se soumettre à des lois proclamant la compétence religieuse de l'État, donnaient-ils un mauvais ou un noble exemple? ébranlaient-ils ou affermissaient-ils au contraire les fondements sur lesquels repose l'ordre social? Quand nos chirurgiens refusaient, après les journées de juin, d'exécuter la loi qui prescrivait, dit-on, de dénoncer les blessés, leur refus affligeait-il les bons citoyens, les vrais amis de la légalité? Transportez-vous aux États-Unis; là existe la loi la plus honteuse, la plus infâme qui ait jamais souillé le code d'aucun peuple : une loi ordonne de livrer les esclaves fugitifs! Hé bien, je le demande à quiconque a un cœur, que pense-t-on, que doit-on penser des hommes qui sont assez lâches pour se soumettre à une pareille loi et de ceux qui ont la gloire de l'enfreindre? De quel côté est l'ordre, de quel côté le désordre?

Il est fâcheux sans doute que ces conflits soient possibles; mais puisqu'ils sont et possibles et réels, puisque le législateur ne sait pas respecter toujours l'asile sacré de la conscience, nous n'avons que deux choses à faire : violer de telles lois tant qu'elles subsistent, travailler sans relâche à provoquer leur abrogation.

Si la logique est une belle chose, le bon sens est une belle chose aussi, et, quoi qu'on en dise, un fait est un fait. Il serait logiquement préférable de dire : « Obéissez toujours à la loi ; » par malheur on aboutit de la sorte à des énormités, on aboutit à condamner tout ce qui est honorable et à honorer tout ce qui est odieux. Il n'est pas un principe d'obéissance absolue qui ne mène à l'absurde et à l'horrible, lorsqu'on le suit jusqu'au bout ; non pas même le plus incontestable de ces principes, l'obéissance militaire. Sans doute le soldat doit exécuter sa consigne sans la discuter ; et cependant supposez que son caporal ou son sergent lui donne l'ordre d'assassiner le général quand il passera !... Vous voyez bien que les doctrines de soumission illimitée sont toujours insoutenables, que la conscience a toujours son mot à dire, et qu'il est bon qu'elle le dise.

Ne nous plaignons pas de la conscience ; si elle enseigne à désobéir quelquefois, elle seule enseigne à bien obéir. Les peuples chez lesquels la conscience fait sentir sa souveraineté, chez lesquels la notion du droit est comprise, sont aussi ceux qui connaissent le devoir de se soumettre et le saint respect de la loi. C'est là que se résolvent, au prix de nobles souffrances, les questions logiquement insolubles ; c'est là que la loi positive a tout son empire, et c'est là que la loi morale finit par établir le sien.

Le droit est incommode, le droit résiste ; le scepticisme blasé n'a pas ces inconvénients. Il est vrai qu'il

n'y a pas moyen de s'appuyer sur lui. Ce que durent les lois positives et les institutions auxquelles on donne une telle base, nous ne le savons que trop! Voici une société où l'on ne connaît de droit que celui qui est dans les codes; on y professe le mépris du vrai, le dédain de l'absolu ; la sagesse précoce des jeunes gens y possède déjà le talent de saluer le succès quel qu'il soit et de renier les plus nobles causes; on y excelle à se moquer, et l'esprit d'ironie y a bon marché de tous les sentiments les plus généreux; on n'y cède pas à un noble entraînement dont on ne se repente le lendemain et qu'on ne tourne en ridicule le troisième jour ; on y invente des arguments au profit de l'esclavage et de la traite; on y découvre les dangers de la civilisation et des lumières; surtout on y prône la paresse intellectuelle et la lâcheté morale qui reculent devant la recherche sérieuse du vrai, qui acceptent les yeux fermés une religion toute faite, et qui s'associent à ses pratiques sans s'en inquiéter autrement. Cette société-là doit être bien paisible; les convictions fortes ne lui donnent pas la fièvre, les doutes anxieux ne la tourmentent pas, elle échappe au bruit que font toujours les luttes de principes; mais aussi, faute de principes, elle tombe en langueur; devenue incapable de rien aimer, elle devient incapable de rien soutenir. Elle a tout sacrifié à son repos, et le repos lui est interdit.

Telle est notre maladie : nous ignorons la valeur du droit, le prix des principes; nous ne savons plus ce

qu'est le dévouement complet à la vérité. Je me rappelle que, lorsque j'annonçai l'intention d'intervenir dans la question des tables tournantes, des conseils bienveillants m'assaillirent de divers côtés ; ces conseils se résumaient ainsi : « Vérité ou erreur, une telle cause ne doit pas être soutenue par vous. Votre démonstration est sans réplique ! Qu'importe, puisque les gens sérieux sont décidés à ne pas vous écouter ? Vous vous croyez tenu de résister aux grossières superstitions qui s'emparent du nouveau phénomène ! Laissez faire ce métier aux gens qui n'ont rien à perdre. Vous voulez établir un fait physique qui comblera une vaste lacune dans la science ! à quoi bon ? Les savants ont décidé que c'était impossible. Le vrai, le faux, belles raisons de se compromettre ! »

J'ai mieux compris à dater de ce jour-là jusqu'où va notre mépris des droits de la vérité. Nous classons les vérités en vérités opportunes et vérités inopportunes, en vérités bien portées et vérités mal portées, en vérités à soutenir et vérités à abandonner.

Dès qu'on a demandé à une vérité : Quel avantage tirerai-je de toi ? on ne la sert plus, on s'en sert. Nous excellons à défendre les principes ainsi conçus. Tel réclamera pour soi la liberté religieuse, et trouvera fort bon qu'elle soit refusée à autrui. Tel autre sera grand ami de l'ordre quand sa cause est triomphante, et grand fauteur de désordre quand elle est vaincue. Vous connaissez comme moi ces libéraux par occasion, qui professent les théories de liberté en atten-

dant mieux, pour faire leur chemin. Vous connaissez ces patriotes qui maudissent les succès de la patrie, dès que le drapeau ne porte plus leurs couleurs. Où trouver des principes dans tout cela ? où trouver le droit ?

II

Le droit ! me dit-on, le droit ! Voilà bien un argument de philosophes, de voltairiens ! Laissez-le aux incrédules qui l'ont inventé, qui ont inventé le libéralisme et qui seuls y sont à leur place. Quand on rejette le christianisme, quand on n'admet pas le dogme de la chute, quand on croit l'homme bon, on peut parler de droit et de liberté, on peut essayer de mettre la conscience et la raison à la base de l'organisation politique ; mais vous, chrétien, qui savez que l'homme est déchu, que le mal est entré dans le monde, que le péché y règne, comment parvenez-vous à supposer quelque part ici-bas le discernement du vrai et du faux, du bien et du mal, du juste et de l'injuste ? Si l'homme est tombé, toute liberté est un non-sens ; la monarchie absolue est le seul gouvernement raisonnable.

A la condition sans doute que le monarque, lui, sera un ange descendu du ciel ? que ses ministres, ses courtisans, auront échappé à la corruption universelle ?— Parlons sérieusement. Je crois certes à la chute ; elle est écrite en caractères si éclatants dans l'histoire du

monde et dans nos propres cœurs, qu'on ne saurait la nier, ce me semble, sans repousser à la fois les enseignements de l'Évangile et ceux de l'expérience journalière. Mais c'est précisément parce que l'homme est corrompu, qu'il ne saurait mettre dans la communauté ni la foi ni les devoirs. Que le gouvernement parfait d'une société parfaite aspire à déterminer la religion et à décréter la morale, je le concevrai à la rigueur ; exigez l'unité quand vous aurez l'infaillibilité. Pour le moment, il faut bien reconnaître que ce qui ne peut être réglementé par l'État, chacun doit en décider pour lui seul et sous sa propre responsabilité. L'absorption socialiste des consciences, ce principe fondamental de tous les despotismes, devient en tous cas un attentat effroyable au sein de l'humanité telle qu'elle est, telle que la chute l'a faite ; là j'ai nécessairement un droit à défendre, et par conséquent aussi un mot à dire.

N'anticipons pas cependant, et contentons-nous de montrer à quel point l'objection que nous discutons se retourne contre ceux qui l'ont présentée. Ils parlent de la chute ! L'ont-ils bien comprise ? Se figurent-ils par hasard que l'homme y ait péri tout entier, intelligence, conscience et cœur ? Si telle était leur erreur, nous les inviterions à lire deux pages de la Bible ou à observer pendant deux minutes ce qui se passe en eux et autour d'eux. C'est le cœur qui a été atteint, ce sont les affections qui ont été viciées ; le sens intellectuel, le sens moral ont survécu ; l'homme déchu est

un être encore doué d'une raison et d'une conscience, dont la voix est trop souvent étouffée par le tumulte des mauvaises passions.

Il en résulte que si l'intervention de l'État dans le domaine de la conscience est une monstruosité, l'intervention des citoyens dans le domaine de l'État est au contraire un fait extrêmement simple. Que comprend ce domaine ainsi limité? Des intérêts que la raison peut apprécier ; des règles de justice générale, que le sens moral et le sens intellectuel peuvent saisir. Il n'y a rien là qui touche aux relations de l'homme avec Dieu, aux questions profondes de religion et de péché ; les régions principalement bouleversées par la révolte restent en dehors.

Que la révolte ait tout atteint et tout compromis, personne n'en est plus convaincu que moi ; qu'elle se fasse souvent et tristement sentir dans le gouvernement des affaires sociales, je n'ai garde de le nier. Ce que je nie, c'est qu'elle ait détruit la compétence des citoyens en matière politique, et fondé du même coup (chose étrange!) la compétence de l'État en matière spirituelle et morale.

De quoi s'agit-il en matière politique? De se donner à Dieu, de se renoncer soi-même, de s'humilier, de naître de nouveau! Nullement. Il s'agit de discerner l'utilité générale, et cette justice selon le code qui réprime le délit sans s'occuper du péché. Or, l'homme déchu est capable d'un pareil discernement. Ses intérêts particuliers ou son ignorance peuvent lui troubler

la vue, et le législateur fera bien d'en tenir compte lorsqu'il fixera les conditions électorales; néanmoins nous sommes ici sur un terrain où la compétence humaine est incontestable. Soutenir que la vérité n'y exerce aucun empire, que la discussion n'y rend aucun service, que les majorités y ont plus souvent tort que raison, c'est donner un démenti aux faits les plus avérés.

Et c'est donner aussi un démenti à la parole de Dieu. Loin de proclamer notre incompétence en matière judiciaire et gouvernementale, elle déclare au contraire que le plus mauvais des gouvernements (celui de Rome au premier siècle de notre ère) est forcé lui-même de prononcer en somme dans le sens de la justice, tant est grande l'évidence des vérités sociales et des intérêts communs! « Les magistrats, écrit l'apôtre Paul, ne sont pas la terreur des bonnes œuvres, mais des mauvaises. Or, veux-tu ne pas craindre celui qui exerce l'autorité? Pratique le bien, et tu recevras de sa part de la louange; car il est serviteur de Dieu pour ton bien. Mais si tu pratiques le mal, crains, car ce n'est pas en vain qu'il porte l'épée; vu qu'il est serviteur de Dieu et vengeur, pour exercer la colère sur celui qui fait mal. »

Paul sans doute n'avait pas oublié le dogme de la chute! — A moins toutefois qu'il n'ait entendu réserver aux violentes usurpations, à l'ignoble tyrannie d'alors le monopole des facultés gouvernementales! A moins qu'il n'ait voulu dire : le discernement général des

vrais intérêts sociaux et de la justice est réservé aux monstres intronisés par l'assassinat, aux Tibère, aux Néron ! On me dispensera de discuter de tels commentaires. Celui de l'histoire est d'ailleurs si concluant, que je me reprocherais d'y rien ajouter. Prenez d'une part tous les despotismes, monarchiques et révolutionnaires, tous les gouvernements qui ont nié le droit et noyé les consciences particulières dans la conscience sociale, tous ceux qui ont retranché ou violenté la manifestation de la pensée des citoyens; prenez, sans sortir de chez nous, les annales de notre longue tyrannie royale et celles de notre terreur républicaine. Puis comparez à de semblables régimes celui de la France constitutionnelle, de l'Angleterre, des États-Unis, de la Hollande, de la Belgique, du Piémont, de la Suisse; et tirez vous-même la conclusion.

III

J'espère être bien compris. Le mal est toujours le mal, et il se fait sentir en politique, comme en morale, comme en religion. Seulement la chute n'emporte ni l'impossibilité universelle des gouvernements, ni la supériorité des gouvernements despotiques sur les gouvernements libres.

M. Guizot a dit que nos mécomptes avaient tenu à une erreur fondamentale : les organisateurs de la liberté ont supposé chez nous que l'homme était bon !

— Rien n'est plus fondé que cette remarque; mais l'hypothèse de l'homme bon a-t-elle amené l'exagération ou la diminution de la liberté? Voilà une seconde question que l'on a peu posée, tant elle a semblé facile à résoudre. On tient pour évident que la liberté a péri deux fois en France par le fait de ceux qui l'exagéraient. Or une étude plus approfondie de notre histoire conduirait, je le pense, à de tout autres résultats; nous verrions que la liberté a été tuée par ceux qui la nient et non par ceux qui l'affirment; nous verrions qu'on l'a niée précisément parce qu'on n'a tenu aucun compte de la corruption humaine.

Quand on admet que l'homme est bon, il y a deux manières de raisonner qui aboutissent l'une et l'autre au plus complet despotisme. Les uns disent: « L'homme est bon; donc les hommes réunis ne peuvent décréter que ce qui est bon; donc la volonté du peuple est revêtue d'une souveraineté sans limites; donc le suffrage universel est une révélation infaillible de la conscience et comme une incarnation visible de la Divinité; donc il peut régler les relations de famille, les devoirs, la morale, la religion; donc il fait et défait à son gré les notions de bien ou de mal, de crime ou de vertu. » Voilà l'école socialiste. — Les autres disent: « L'homme est bon; donc la présence du mal ici-bas ne peut venir que des institutions; donc il est des institutions nécessaires et obligatoires; donc certaines formes politiques sont de droit divin; donc tous les moyens sont bons pour les établir; donc il faut les

imposer à ceux qui ne les veulent pas. » Voilà l'école révolutionnaire.

Que l'école socialiste et l'école révolutionnaire se soient confondues souvent sous le nom commun d'école radicale; que la révolution ait travaillé au profit du socialisme; que les mêmes partis aient tiré de la bonté de l'homme tantôt la souveraineté du but, tantôt la souveraineté du peuple; qu'ils aient alternativement agi comme si les majorités étaient infaillibles, et comme si les majorités devaient être contraintes, je le reconnais assurément. Toutefois il demeure constant que ces deux façons d'argumenter en partant de l'homme bon sont différentes et même opposées, qu'elles devraient s'exclure en saine logique.

Et maintenant, que s'est-il passé en France? Deux fois la liberté politique y a été essayée, deux fois l'œuvre commencée par le libéralisme a été compromise par l'apparition des socialistes et des révolutionnaires.

Suivez les phases du grand mouvement de 1789. Le droit préside aux débuts; au travers de beaucoup d'obstacles, malgré beaucoup d'illusions et de fautes, le travail qui s'opère est un vrai travail d'affranchissement. Mais voici venir peu à peu les théories despotiques, fondées sur la négation de la corruption humaine. Ceux-ci croient qu'en changeant les institutions ils anéantiront le mal, ils supprimeront la souffrance : la république sera la panacée universelle! N'est-il pas juste, par conséquent, de l'introduire bon

gré mal gré? Le but ne justifie-t-il pas les moyens? Ne faut-il pas sauver et guérir les hommes, qu'ils le veuillent ou non? — Ceux-là croient que le peuple ne peut errer : devant sa volonté souveraine, ne parlez plus de la souveraineté du droit, de l'inviolabilité des consciences! La constitution civile du clergé sera obligatoire, car le peuple veut cette forme de religion! Une éducation commune sera imposée aux enfants, car le peuple veut se mettre au lieu et place des familles! Les lois de la morale seront foulées aux pieds, car le peuple décrète de nouvelles règles morales! Les lois positives ne seront pas respectées, car la volonté du peuple est la seule loi! Les jugements seront dépouillés de leurs garanties les plus élémentaires, car la volonté du peuple est le seul juge!

Ainsi, une première fois, la liberté a péri par le fait de ceux qui la repoussaient, bien loin de l'exagérer; et ils la repoussaient en partant de la bonté de l'homme. — La seconde fois, les choses se sont passées exactement de la même façon. Nous le savons, nous qui avons eu le privilége de pratiquer et de défendre les institutions de 1830, le gouvernement consenti, la charte sans article 14; nous savons que bien des fautes ont été commises assurément, mais que toutes étaient réparables, et que toutes auraient été réparées, n'eût été l'intervention fatale de l'école socialiste et de l'école révolutionnaire. Ce que l'esprit libéral fondait a été renversé par l'esprit de socialisme et de révolution, c'est-à-dire par l'esprit de tyrannie. Pourquoi

les moindres griefs étaient-ils envenimés? Pourquoi toute plaie tendait-elle à devenir mortelle? Parce que les ennemis de la liberté étaient là, implacables, faisant du désordre pour établir leur ordre à eux, sachant bien qu'entre le libéralisme et eux il y avait incompatibilité absolue. A gauche, le droit divin de la république ; à droite, le droit divin de la branche aînée : deux légitimités décidées à réussir *per fas et nefas*, deux principes déclarés obligatoires, deux idées tenues pour souveraines. Le socialisme cachait encore un peu son drapeau ; la révolution laissait voir le sien, et sur les bancs légitimistes comme sur les bancs républicains elle se préparait à mettre la violence au service de la forme unique, de la forme nécessaire.

Personne n'ignore ce qui en est résulté. L'école libérale a été vaincue par les écoles despotiques. Elle aurait pu mieux lutter, j'en conviens ; elle aurait pu ne pas se laisser acculer dans la résistance pure ; elle aurait pu surtout mieux distinguer les amis et les ennemis, mieux poser les questions et mettre les grandes avant les petites. Les libéraux de la gauche attaquaient les libéraux du centre et tendaient la main aux despotes du socialisme et de la révolution. C'était insensé, et tout le monde ici a eu des torts qu'il faut reconnaître afin de n'y plus retomber. Ajoutons d'ailleurs, à la décharge des champions du libéralisme, qu'il leur était difficile de triompher, car la nation en masse n'était pas avec eux. En France on aime l'opposition, on n'aime pas la liberté ; on est frondeur, on

n'est pas libéral. Il est par conséquent assez naturel que nous ayons perdu la partie ; et le seul moyen de la gagner un jour c'est de travailler incessamment à faire pénétrer dans les âmes cette indépendance intérieure sans laquelle il n'y a pas d'indépendance extérieure durable, ce sentiment du droit sans lequel il n'y a pas de liberté.

IV

En résumé donc, tout nous ramène au droit, comme à la base la plus profonde du libéralisme.

Fait remarquable, que le premier besoin de la liberté soit de poser des limites, que son premier acte soit de créer une obligation, que son premier nom soit l'autorité !

Sans autorité point de liberté, on l'a souvent dit ; mais on n'a pas assez vu que l'autorité était l'essence même de la liberté avant d'en être le contre-poids. S'il faut une autorité dans l'ordre politique, il en faut d'abord une dans l'ordre moral ; s'il n'y a pas de régime libre sans un pouvoir fort, il n'y a pas d'âme libre sans une soumission absolue aux principes. Nous sommes indépendants dans la mesure où nous sommes soumis, et quiconque n'aura pas courbé la tête devant l'autorité du vrai et du juste, quiconque ne sera pas esclave du devoir, quiconque ne connaîtra pas la servitude des vraies convictions, jouera le rôle d'un vil esclave sur la scène où se traitent les affaires pu-

bliques. Une nation où manque le droit, où les âmes n'ont pas reçu cette trempe que donne le droit, une telle nation pourra essayer beaucoup de régimes et accomplir beaucoup de révolutions, elle pourra errer ballotée du despotisme monarchique au despotisme socialiste ou révolutionnaire, elle n'abordera pas pour ne le plus quitter au rivage de la liberté.

Est-ce à dire qu'on ait jamais raison de l'asservir? Le droit est le droit. Le droit est de sa nature absolu, perpétuel, universel. Autant les formes politiques, malgré leur importance, sont appelées à varier selon les temps et les lieux, autant le droit est étranger à de semblables changements. Grâce à lui, se développe une liberté élémentaire, germe fécond des institutions libérales. Ne nous y trompons pas, en effet, ce n'est point dans l'esclavage qu'on apprend à être libre. La liberté est la grande école de la liberté; même imparfaite, même orageuse, même mélangée de graves abus, même exposée à de fâcheux échecs, elle donne des leçons qu'elle seule sait donner.

Et pourquoi ne le dirais-je pas? Là se trouve, selon moi, le motif de croire à l'avenir de la France. Notre pays n'est pas encore libéral, je l'ai avoué; mais il a connu la liberté, il y est venu et revenu, et en dépit de cette vaste indifférence que je déplore, malgré ce dédain du vrai, cet oubli des principes, qui ont donné beau jeu aux écoles de tyrannie, il a commencé à épeler le beau mot de droit. La France à traversé 1789 et 1830 ; il y a des choses avec lesquelles elle a défini-

tivement rompu. Ayons bon espoir; l'éducation d'un peuple ne se fait pas en un jour. Semons les idées, et attendons. Surtout rappelons-nous que si la base première de la liberté est de droit absolu, son développement se mesure au progrès même des âmes. Rappelons-nous également que, si la liberté repose sur le droit, le droit repose sur la conscience. Or notre conscience n'est forte que lorsque notre foi aux principes est forte aussi, et notre foi aux principes ne se déploie véritablement que dans la foi à l'Évangile. Les nations qui ont l'Évangile sont les seules qui deviennent et qui restent libres. Répandre l'Évangile, voilà la première et la plus féconde des politiques; il y a longtemps que j'en suis convaincu et que je m'efforce d'agir selon cette conviction.

Quant à présent, je me tiendrais heureux d'avoir montré, plus clairement peut-être qu'on ne l'a fait jusqu'ici, à quel endroit et par quel point la cause libérale et les causes despotiques se séparent. La première proclame le droit; les autres le nient. La première établit la souveraineté de la conscience, l'incompétence de l'État dans tout ce qui tient à la loi religieuse et morale; les autres professent ou la souveraineté du nombre, ou la souveraineté de l'idée et du but. La première réserve le titre de légitimité aux devoirs envers Dieu et envers les hommes; les autres ont la légitimité du suffrage universel, ou la légitimité d'une forme politique, ou la légitimité d'une dynastie.

Un dernier mot :

Ceux qui confondent le patriotisme et le libéralisme, n'ont pas pleinement compris la notion sainte du droit. L'antiquité, qui a été fort peu libérale, a été en revanche fort patriote. Nous devons l'être autant qu'elle; nous devons l'être autrement. Quand notre patrie poursuit non pas une guerre libérale et juste comme celle d'aujourd'hui, mais une guerre contraire à l'équité, quand le droit proteste, nous cessons d'approuver, sans cesser d'aimer l'honneur du drapeau. Tenons-nous à cent lieues de ce patriotisme étroit qui vit de la haine des autres peuples, qui ne sait rien admirer chez eux, qui applaudit à leurs revers et qui s'afflige de leurs succès. Encore un point sur lequel nous avions beaucoup à apprendre. Nous avons fait quelques progrès peut-être, et la guerre d'Orient n'y a pas nui. Au reste, ce n'est point ici le moment d'aborder un sujet réservé à la seconde partie de cette étude.

SECOND ÉLÉMENT DU LIBÉRALISME : L'INDIVIDU.

I

Le droit est le premier élément du libéralisme ; il n'est pas le seul. Sur cette base essentielle et que nous avons dû poser avec un soin particulier, on peut édifier la tyrannie. Les théoriciens du despotisme n'ont pas tous, tant s'en faut, l'intrépidité logique de Hobbes; loin de soutenir avec lui que le droit est une pure création sociale, que le juste et l'injuste n'existent pas en eux-mêmes, la plupart s'inclinent avec nous devant les arrêts de la conscience. Seulement, et c'est là que nous nous séparons pour ne plus nous rejoindre, ce n'est pas à l'individu, c'est à la société qu'ils remettent la garde des principes que la conscience a proclamés. A qui la garde des principes de conscience doit-elle être confiée? Seconde question non moins importante que la question même de l'existence et de la souveraineté de ces principes.

Ou plutôt, à y regarder de près, est-il vrai que les deux questions soient distinctes ? La conscience est-elle encore souveraine, si elle ne demeure pas son propre garant, son propre gardien ? Sommes-nous encore maîtres chez nous, si nous livrons la clef de notre porte au voisin ? La réponse est aisée à faire ; et cependant il est nécessaire qu'elle se fasse, car cette distinction qui nous semble absurde est opérée chaque jour.

On s'obstine à voir deux questions où il n'y en a au fond qu'une seule. Après avoir démontré le droit, je ne saurais donc échapper à la démonstration de l'individu.

Séparé de l'individu, voici ce que devient le droit. —Oui, certes, s'écrie-t-on, le droit est important ; mais plus il l'est, plus il convient de lui assurer de suffisantes garanties. Que pourrait un faible et misérable individu ? Ne sera-t-il pas exposé à se méprendre sans cesse sur la nature du droit, à faiblir dans sa défense ? Mettez à sa place la société tout entière, ou l'État son représentant, et vous aurez la certitude que les forces ne manqueront pas plus que les lumières. La religion est le premier des intérêts ; qui en sera meilleur juge, qui en assurera plus fermement le maintien ? un homme isolé ou la communauté entière ? La bonne éducation des enfants est un devoir capital ; qui la réglera et la dirigera le mieux ? un ignorant ou les personnages éminents qui composent le gouvernement du pays ? Les règles de justice et de charité sont inscrites en nous ; qui les déchiffrera le mieux ? tous ou un seul ?

C'est ainsi qu'on parvient à accepter la notion de droit (on l'imagine du moins) et qu'on en fait la base même du plus effroyable despotisme. Sur cette base-là vous bâtirez, selon les circonstances, ou la monarchie absolue, ou le socialisme, ou le moyen âge. — La persécution religieuse, par exemple, ne demande pas d'autre point d'appui. Elle part de l'affirmation du droit, elle croit à une vérité ; et c'est justement au nom de la vérité, au nom du droit, au nom de la conscience, qu'elle institue l'oppression des consciences. Où est son erreur ? A-t-elle tort de proclamer l'existence d'une vérité religieuse, ou de reconnaître sa suprême valeur, ou de penser que l'erreur en pareille matière est funeste ? Non, son tort consiste à séparer ces deux choses indissolublement unies, le droit et l'individu.

Dieu a mis le droit dans l'individu, et quiconque essaie de le mettre ailleurs porte la main sur l'œuvre de Dieu. Les questions de conscience sont jugées par les consciences. Supposez-moi aussi borné, aussi faible, aussi méchant même que vous voudrez, il n'en demeurera pas moins certain que personne ne pourra me suppléer dans ce qui ne relève que de moi ; personne ne pourra croire, adorer, prier à ma place ; personne ne pourra décider à ma place de ce que je dois ou ne dois pas faire vis-à-vis des autres et de moi-même. La conscience ne se délègue pas. Elle se délègue si peu, que jamais je ne parviens à me rassurer pleinement lorsque je tente de résoudre par procureur les problèmes religieux et moraux. Vous avez

beau me rassurer, quelque chose en moi s'inquiète et proteste; les plus savants hommes, et les plus excellents, et les décisions d'une Église, et celles d'une nation, ne prévaudront pas sur la plus petite réclamation de la conscience la moins éclairée.

Tel est le fait, le fait divin, providentiel. Les écoles despotiques en sont réduites à le méconnaître; elles sont condamnées à disjoindre ce que Dieu a joint. Pour être vaine, l'entreprise ne cesse pas d'être impie, et l'histoire est pleine des calamités, des souffrances, des infamies, des dégradations sans nombre qu'elle a enfantées. On ne tente pas de violer ainsi la nature humaine sans attirer sur soi les plus rudes châtiments!

Il y a donc deux grands partis en présence. Les uns n'admettent le droit que pour le nier, les autres l'admettent pour le pratiquer et pour le suivre. Les uns l'arrachent du sanctuaire où Dieu l'a placé, les autres l'y gardent religieusement. Les uns inventent la conscience collective et sociale, les autres maintiennent la conscience individuelle.

Le principe individualiste est ainsi le seul qui conserve la notion du droit. La conscience est individuelle; par conséquent je me sens libre vis-à-vis des opinions admises, des traditions, des religions d'État, des morales officielles; je me sens libre et responsable; je suis tenu de juger par moi-même, de croire par moi-même, d'éviter par moi-même ce qui est mal, de préférer par moi-même ce qui est bien. La conscience est

individuelle; par conséquent je ne suis autorisé ni à fonder un culte national, ni à imposer une éducation nationale, ni à imposer une opinion quelconque, si excellente soit-elle à mes yeux.

En vain démontrerait-on au libéralisme qu'il est utile de déplacer certaines portions du droit en les transférant de l'individu à la société. Il ne s'agit pas d'utilité, mais de vérité. L'utilitarisme n'a que trop servi la cause du despotisme! Utile ou non (au jugement de notre raison imprévoyante et bornée), la subordination, l'absorption des individus est un crime contre l'homme, un attentat contre le plan divin, et cela suffit.

Le droit de l'individu est le roc sur lequel le socialisme s'est brisé et se brisera. Par lui, un seul en vaut mille; entre une conscience et tout un peuple l'égalité subsiste. Et les annales du monde sont là pour nous dire s'il n'a pas été bon parfois qu'un seul prévalût contre tous! Où seraient les progrès, si l'indomptable énergie de la conscience n'avait résisté à tant d'oppressions successives! Malheur au pays où la discipline sociale a trop prévalu, où la pensée a lâchement subi le joug des traditions et de la croyance collective! L'Orient languissant et immobile nous apprend ce que gagnent les sociétés qui suppriment si bien l'individualisme!

Selon que nous mettons l'accent sur l'individu ou sur la société, nous entrons dans le courant de la liberté, de la vraie moralité, de la vraie civilisation, ou

nous entrons dans celui de l'inertie, de la servitude et de la mort. Dans le premier cas, l'individu a une vie, une valeur propres, indépendamment de son titre de membre de la société; c'est lui qui pense, qui sent, qui croit, qui prie, qui enseigne, qui pratique la charité, qui dirige sa famille, qui gouverne ses affaires; l'homme, en un mot, ne se laisse pas absorber par le citoyen : voilà l'école moderne et chrétienne, partout en lutte avec cet indestructible paganisme qui a survécu au culte des faux dieux. Dans le second cas, au contraire, l'individu se perd au sein de la société, le citoyen tue l'homme; c'est la société qui pense, qui sent, qui croit, qui prie, qui pratique la bienfaisance, qui se charge des enfants, des industries, des intérêts; sa tutelle s'étend à tout, son patronage embrasse tout : voilà l'école antique et païenne.

Veuillez le remarquer d'ailleurs, ce n'est pas seulement le droit de l'individu, c'est le droit lui-même, le droit dans son essence, qui périt au contact du système païen. Le droit n'y apparaissant que sous la forme sociale, le fait social étant sa source unique, on ne peut pas ne pas en venir à croire que la société seule a des droits. Dès lors l'idée même de droit apparaît comme une émanation de celle de société. Dès lors, le droit se définit : ce que la loi décide. Il naît d'elle, il varie avec elle, il cesse par elle. N'étant plus qu'une création, qu'une concession, il se trouve naturellement soumis aux considérations d'utilité. La notion du droit en soi s'efface, et nous retombons, bon

gré mal gré, à la théorie de Hobbes, le seul homme qui ait voulu le despotisme en sachant ce qu'il voulait. Il avait compris, lui, que reconnaître le bien et le mal c'était renoncer à la tyrannie, que laisser une conscience à l'homme c'était lui promettre une liberté. Depuis son temps les ennemis du droit se sont faits plus hypocrites; ils le suppriment en le proclamant, ils mutilent l'homme en adorant l'humanité; ils ont découvert qu'on pouvait impunément admettre la distinction du juste et de l'injuste, à la condition de l'attribuer à l'ensemble et de l'arracher à l'individu.

Nous venons de voir ce que vaut cette découverte! Sauf le cas d'une théocratie instituée par Dieu lui-même et régie par des lois divines, comme était le judaïsme, tout gouvernement qui porte les mains sur la vérité et sur la morale nie expressément la morale et la vérité. L'Évangile a détruit en plein le régime théocratique; il a créé l'Église distincte de la nation, il l'a fondée sur l'adhésion individuelle, sur ce qu'il y a de plus individuel au monde, la conversion. Ceux qui font profession d'être convertis, de s'être détournés de la révolte pour s'attacher à Jésus-Christ, voilà les membres de l'Église visible, telle du moins que les apôtres l'ont établie.

De ce moment le levain a commencé à soulever toute la pâte; de ce moment le principe du libéralisme a reçu ici-bas une impulsion qu'aucune contrainte extérieure ne parviendra à comprimer désormais. Il faut en prendre son parti, le monde moderne

risque de devenir libéral, puisqu'il a entendu la prédication de l'Évangile. On a eu beau faire, on a eu beau altérer ou cacher l'Évangile, il en est toujours parvenu quelque chose aux oreilles des peuples ; et ce quelque chose a suffi pour rendre à jamais impossible l'établissement d'une tyrannie durable, d'une tyrannie à l'antique. Ni l'absolutisme, ni le socialisme modernes ne pourront oser ce qu'osaient contre la famille, contre l'individu, contre les droits essentiels de l'homme les républiques les plus libres de l'antiquité.

L'Évangile a répandu sur la terre des semences qui finissent par germer çà et là, en dépit du soin qu'on met à les extirper. Voyez les pays où la parole de Dieu est connue ; qui donc s'y risquerait dorénavant à organiser la tyrannie ! La cause du libéralisme y est gagnée. Elle ne l'est pas partout, tant s'en faut ; mais partout sont tombés quelques grains de la sainte semence, semence de sainteté et semence de liberté.

Sainteté et liberté ! S'étonnera-t-on de voir ces deux grands noms réunis? Est-ce que toutes les vérités ne se tiennent pas? Est-ce qu'il n'y a pas unité, solidarité profonde dans le bien comme dans le mal? Est-ce que la religion chrétienne, qui ne s'occupe que du ciel, n'a pas renouvelé la face de la terre? Est-ce que son efficacité sociale n'aurait pas éclaté plus grande et plus belle cent fois, si ses enseignements divins n'avaient pas été voilés ou corrompus?

Oui, toutes les vérités se tiennent, toutes les choses bonnes et nobles s'appellent et se nécessitent mutuel-

lement. On ne remue pas une idée généreuse sans servir l'Évangile, de même qu'on n'annonce pas l'Évangile sans préparer une moisson d'idées généreuses. L'Évangile, c'est l'appel à la conscience, à la spontanéité, à la responsabilité de l'individu ; l'Évangile ne comprime pas, il développe; l'Évangile provoque l'examen, les recherches, le travail des âmes. En présentant son grand message de pardon, l'Évangile n'admet ni l'acceptation par hérédité, ni l'acceptation nationale, ni l'acceptation aveugle, ni l'acceptation par procureur; il veut l'acceptation personnelle et le changement réel du cœur. Et c'est ainsi que l'Évangile met à la fois dans le monde les deux principes du libéralisme, l'autorité et l'affranchissement, l'affranchissement par l'autorité. Il place l'homme en face d'une règle absolue, d'une parole infaillible, d'une véritable obligation; il le place en face d'une liberté complète et d'une entière responsabilité. Le joug divin est posé sur nous, la conscience est maîtresse; tous les jougs humains sont brisés, chacun décide pour soi.

Comme l'Évangile part de la chute, il se préoccupe du relèvement ; et comme le relèvement ne peut être qu'individuel, l'Évangile met en saillie l'individu. Voilà le fondement de la réforme intérieure, qui seule enfante les réformes extérieures viables. Que l'individu soit sauf, que sa compétence subsiste, qu'il connaisse les doutes, les angoisses, les combats de la vie morale, et vous pourrez avoir une société libérale, car vous aurez des hommes, là même où vous n'aurez pas

encore des chrétiens. Voulez-vous au contraire n'avoir jamais ni hommes, ni chrétiens, ni société libérale, supprimez les individus, maintenez les âmes en état de minorité perpétuelle, fournissez-leur les moyens d'abdiquer, de renoncer à la direction de ce qui les touche, de se démettre entre les mains d'autrui.

II

Une observation avant d'aller plus loin : l'individualisme n'a pas bonne réputation. D'où vient cela? De ce qu'une tendance bien différente lui a emprunté son nom. C'est un malheur qui arrive plus ou moins à toutes les grandes vérités ; le despotisme radical ne prétend-il pas établir *la liberté?* le despotisme absolutiste ne prétend-il pas faire régner *l'ordre?* Il n'est donc pas surprenant que le faux individualisme usurpe la place du vrai.

Quand on se plaint, sans trop peser la valeur des mots, de ce que notre époque est une époque d'individualisme, on ne veut pas dire assurément qu'elle renferme trop d'individualités énergiques, trop de convictions fortes, trop de dévouement aux principes, trop de consciences, trop de caractères. On veut dire que chez nous aujourd'hui l'égoïsme prévaut, qu'on ne connaît ni le respect de l'autorité intérieure ni celui de l'autorité extérieure, que chacun vit pour soi, que l'isolement par lâcheté, que les refus de concours, que

le défaut des chaudes sympathies, que l'abandon des œuvres utiles et la désertion des intérêts communs signalent une indifférence générale à l'égard du bon et du vrai.

En d'autres termes, le faux individualisme règne et l'individualisme véritable fait défaut.—Ils ne sauraient coexister, car l'un est la négation directe de l'autre. L'obligation morale exclut l'égoïsme, la soumission aux lois exclut l'anarchie, l'amour du progrès et de la justice exclut l'isolement. Or, le faux individualisme est à la fois anarchie, égoïsme et isolement.

Ce n'est pas seulement sur le terrain politique que se produit la confusion contre laquelle je proteste ; elle s'est glissée aussi, chacun le sait, dans le domaine religieux. Là aussi apparaissent de prétendus individualistes, dont le vrai nom serait rationalistes ou parfois même incrédules. Leur premier dogme est le rejet de toute autorité, leur première règle de choisir dans l'Écriture, gardant ce qui leur plaît, rejetant ce qui les blesse ou les gêne. La souveraineté pour eux n'est plus en Dieu, mais en eux-mêmes ; la révélation ne vient plus du ciel, elle procède de l'âme et de la raison humaines, juges suprêmes de la révélation extérieure, chargées non plus d'apprécier ses titres à notre soumission, mais de réviser en détail son contenu !—Les individualistes chrétiens ont-ils répudié leur beau nom, parce qu'il y avait vis-à-vis d'eux des individualistes pratiquant le rationalisme? Non, ce n'est pas le rôle du vrai de reculer ainsi devant le

faux. Le vrai se montre tel qu'il est, et cela suffit.

Cela suffira pareillement dans la question qui nous occupe.

L'individualisme libéral serait-il l'anarchie? Mais personne ne proclame plus haut que lui le règne des lois, les conditions nécessaires de l'ordre, la mission providentielle des gouvernements. Qui pousse à leur suppression (et M. Proudhon le sait bien) provoque leur exagération prochaine, qui tue l'autorité tue la liberté. L'individualisme libéral les veut l'une et l'autre; en limitant la première il les sert toutes deux, car l'autorité s'affaiblit quand elle sort de sa compétence légitime.

L'individualisme libéral serait-il l'égoïsme? Pas plus qu'il n'est la souveraineté de l'émeute ou le *liberum veto* polonais. Entre l'égoïsme et lui il n'y a pas seulement contraste, il y a opposition directe. L'individualisme qui ne subsiste que par le droit, par la domination de la règle intérieure, l'individualisme qui met l'homme au service du devoir et de la vérité, n'a pas d'ennemi plus déclaré que ce lâche scepticisme qui ne croyant à rien n'obéit à rien, qui n'ayant point de principe à servir ne sert que lui-même. Appartenir au vrai, ou n'aimer que soi, ce sont les deux extrêmes, les deux pôles opposés du monde moral. Si quelque jour vous voulez faire la guerre à l'individualisme égoïste, comptez sur l'individualisme libéral. Il n'a point de faible, soyez-en sûr, pour les viles tendances qui portent notre génération à ne rien croire, à ne rien

défendre, à tout accepter, à chercher son repos dans l'oubli des principes.

L'individualisme libéral serait-il enfin l'isolement? Mais la conscience, mais le droit ne s'élèvent pas moins contre cette nouvelle forme de l'égoïsme. La triste maxime : « Chacun pour soi » ne sort pas, je pense, d'une telle source ! Et quant à la prétention de vivre en dehors des idées transmises, fonds commun incessamment grossi de l'espèce humaine, cause essentielle de la perfectibilité qui nous distingue, cela serait insensé à force d'être chimérique. Il n'est pas nécessaire, Dieu merci, de répudier l'influence providentielle des idées communes, de la société, de la patrie, de la famille ; il n'est pas nécessaire de brûler tous les livres, ou de se boucher les oreilles et de se crever les yeux, ou de se retirer dans un ermitage ; il n'est pas nécessaire que chaque homme refasse toutes les sciences et que chaque génération recommence l'humanité, pour que le jugement individuel s'applique avec une parfaite indépendance aux questions décisives qui lui sont posées.

La société est de droit naturel aussi bien que l'individu. Elle n'est à nos yeux ni un fait accidentel ni un mal inévitable. Je voudrais pouvoir exprimer ici le sentiment de respect qu'excitent en nous ces nobles mots : société, état, gouvernement ! Je voudrais pouvoir rendre comme je la sens la grandeur de la mission réservée à l'État, mission d'autant plus magnifique qu'elle est plus scrupuleusement circonscrite !

Qui a nié la société? Qui a prétendu la faire reposer sur un contrat ? Qui l'a réduite ainsi aux proportions d'un fait humain, création des individus et postérieure aux individus? Rousseau, l'adversaire né de l'individualisme. C'est l'homme des religions nationales, c'est l'homme des éducations nationales, qui, après avoir supprimé l'individu, a été contraint de supprimer la société. On ne s'attaque pas en effet à l'un des côtés de l'œuvre providentielle sans être entraîné à démolir aussi l'autre. Dieu a voulu l'individu, et Dieu a voulu la société. Loin donc de nous enrôler parmi ceux qui noient l'individu dans la société, et qui par compensation rabaissent la société à n'être qu'une création contractuelle ou accidentelle des individus, nous maintenons les deux parties du plan divin. Ce qu'est l'individu à nos yeux, on l'a déjà vu ; ce qu'est la société, nous l'indiquerons en disant que pour nous la société est tout autre chose que la collection des individus. Elle est un fait premier qui procède du Tout-Puissant. Il a créé l'homme à la fois individuel et social, personnalité et espèce. L'humanité, la patrie, la famille viennent de lui ; la profonde solidarité des hommes, leur influence réciproque, la contagion du bien et du mal viennent de lui. Il y a là un fait immense devant lequel nous nous inclinons. Que les ennemis de l'individualisme essaient de transformer la société en simple institution, en organisme de fabrique humaine, que n'osant supposer l'invention de la famille ils hasardent celle de l'État, cela les regarde. Les indivi-

dualistes, eux, ont plus de respect que cela pour l'État et pour la société.

III

Ceci n'est pas une discussion en l'air, et l'honneur d'un principe abstrait n'y est pas seul engagé. L'individu aujourd'hui est menacé chez nous, comme il ne l'avait pas été depuis longtemps. Sans doute l'action du christianisme est là, et nous ne risquons pas de descendre jamais au niveau du panthéisme oriental ou du fatalisme musulman ; notre socialisme français n'égalera jamais le socialisme turc qui supprime à la fois tout ce qui constitue l'individu, la foi personnelle, la famille, la propriété, le développement artistique ou littéraire ; nous ne retomberons même pas, quelque bonne volonté que certains esprits y mettent, à ces bas-fonds du moyen âge où la foi aveugle alliée à la philosophie scolastique assuraient de concert l'abdication des intelligences et des âmes, préparant ainsi le terrain à l'impur et lourd despotisme sous lequel le monde gémissait alors avec tant de navrantes douleurs. Nous n'irons pas jusque-là, mais nous pourrions aller bien loin, car les ennemis de l'individualisme sont nombreux.

J'ai nommé les socialistes. Je crains peu l'établissement des phalanstères, je crains beaucoup l'établissement du principe des phalanstères. De la crèche à l'hôpital, il y a déjà chez nous une série d'institutions

qui séparent presque autant les maris et les femmes, les enfants et les parents, que les groupes rêvés par Fourier. Le vrai mot du socialisme est la destruction de l'individu, en commençant par la famille ; aussi tous les despotismes vont-ils à son école. Que d'alliés il compte parmi ses prétendus adversaires !

L'instinct radical s'attaque aussi à l'individu, car un homme qui a des convictions et des idées à lui, c'est une sorte d'aristocrate ; or l'esprit radical vit de jalousie, de haine à l'endroit des supériorités quelles qu'elles soient, sociales, intellectuelles ou morales. Je ne connais rien de plus ignoble qu'un tel esprit. La vraie démocratie est tout autre chose, et j'aime, pour mon compte, notre constitution démocratique de la propriété, de l'armée, des fonctions publiques, j'aime que tout soit accessible à tous. Ce que je déteste, ce que je repousse avec un sentiment d'inexprimable dégoût, c'est l'égalitarisme niveleur.

Le nivellement est partout; jamais il ne fut plus nécessaire de refaire l'individu par le dedans, car tout contribue à le défaire par le dehors. L'œuvre qu'avait commencée le despotisme monarchique, le despotisme révolutionnaire l'a reprise, la Convention a continué Richelieu et Louis XIV; les diversités ont disparu et la centralisation s'est emparée du sol français. Je ne critique pas, je constate ; convaincu qu'en somme ce changement est un immense progrès, je signale en même temps les conditions nouvelles où il nous place et le pressant besoin d'individualisme qui en résulte.

Si l'indépendance individuelle ne se reconstruit sur d'autres bases, nous n'aurons bientôt plus des hommes mais des numéros. Avec l'uniformité chaque jour croissante des habitudes, du langage, du costume, de l'éducation, sous l'influence combinée des chemins de fer, des télégraphes, des communications incessamment facilitées, nous en viendrons à la plus parfaite égalité dans le médiocre, dans le prévu, dans le convenu. Qu'on y prenne garde, le mouvement de 1789, qui a beaucoup fait pour la liberté, pourrait avoir aussi beaucoup fait pour la tyrannie. Assurons au libéralisme cet élément aristocratique dont il ne se passera jamais ; maintenons ou fondons, en dépit de tant d'actions contraires, l'aristocratie indestructible des caractères et des convictions.

Dieu n'a rien créé de plus grand que l'individualité; elle est implantée si avant dans l'âme humaine, elle en forme si bien l'essence, que dès qu'elle faillit tout s'affaisse en nous. D'où vient cette horreur instinctive qu'excite l'abominable argument : « l'esclave est plus heureux que l'ouvrier, car l'entretien de l'esclave est plus assuré ? » Elle vient de ce qu'un tel argument met sur la même ligne ce qui constitue l'animal et ce qui constitue l'homme, la nourriture et l'individualité. Un homme qui mange bien et qui n'a pas la possession de lui-même, un peuple qui gagne de l'argent et où aucune idée n'a le droit d'apparaître, voilà des choses qui soulèvent plus que d'autres peut-être l'indignation des cœurs généreux. Nous aimons que la douleur se

tienne aux côtés de la servitude, car la douleur est une protestation; la servitude joyeuse et repue, c'est le plus repoussant des spectacles. Ne nous montrez pas la nature humaine à la fois mutilée et satisfaite; rendre l'esclave heureux, c'est le dernier des crimes de l'esclavage.

Arrière donc les écoles qui recherchent ou la prospérité matérielle, ou la gloire militaire, ou la tranquillité intérieure, ou le développement des institutions, ou d'autres biens non moins désirables, et qui n'oublient qu'une chose : l'individualité!

L'individualité est le point de départ et le point d'arrivée du genre humain; au commencement Dieu l'a mise au fond des âmes, et le travail des siècles n'aura pas été perdu s'il l'affermit et la complète, s'il lui donne pleine conscience d'elle-même. Sans elle, rien de consistant, rien de solide où implanter la liberté; la liberté ne se fonde que sur le roc.

On parle des progrès de la civilisation. Il y a moyen de mesurer ces progrès, et voici comment : les hommes remplacent-ils les automates? au lieu d'échos, avons-nous des voix spontanées? au lieu de serviteurs des événements, avons-nous des esclaves du droit?

On parle des progrès de la démocratie. A la bonne heure! Pourvu qu'on voie en même temps se former cette aristocratie que je mentionnais tout à l'heure, l'aristocratie des caractères, des principes, de la vraie indépendance. Je ne connais qu'un seul avénement de la démocratie auquel le libéralisme puisse applaudir;

c'est celui qui s'accomplirait dans une société où chaque citoyen serait lui-même, où chaque homme serait quelqu'un. Là les deux genres de despotisme seraient également impraticables, le monarchique et le radical; on n'asservit plus un peuple, quand l'individualisme et le droit s'y sont généralement rencontrés. S'il faut mettre le siége devant chaque conscience, la tyrannie reculera. On ne s'empare pas d'un pays où l'on est forcé d'assiéger chaque buisson; on ne prend que ceux où le pouvoir central est tout, où l'on est maître de tout en mettant la main sur la capitale.

Le jésuitisme, qui a posé mieux que personne au monde les prémisses de la servitude, n'a eu pour cela qu'à prendre simplement le contre-pied de l'Évangile. L'Évangile fait des individus; il fait des machines. L'Évangile proclame l'autorité de Dieu, qui est la suprême indépendance; il proclame l'autorité de l'homme, qui est la suprême dépendance. Avoir des hommes soumis et cependant complets, avoir la vie normale et non le couvent, voilà le miracle de l'Évangile; à cette obéissance vivante, le jésuitisme oppose la direction, c'est-à-dire la mort.

Jésuitisme, socialisme, despotisme, paganisme, autant de transformations du même principe, de la même révolte contre le plan divin, du même effort pour fonder la tyrannie et pour étouffer l'individu. Tel est l'ennemi. Regardons-le en face; voyons quelles sont les causes de ses succès.

La première, c'est la paresse morale. Il est si doux d'accepter des directeurs ! Il est si commode de n'avoir plus à se décider, d'admettre des opinions toutes faites ! La responsabilité est lourde, la vie est rude, les luttes de l'intelligence sont pénibles, les angoisses de l'âme sont cruelles ; eh bien, je me débarrasserai de tout cela, je suivrai le courant, je donnerai ma démission d'homme. On sait jusqu'où va l'esclavage des opinions convenues, qu'il s'agisse de simples modes, ou de l'art, ou de la littérature, ou de la politique, ou de la religion ! On sait combien de gens *croient devoir*, comme certain personnage de M. Töpffer ! Milton a parlé quelque part de l'homme qui a donné charge de son âme à un révérend quelconque, curé ou pasteur. « Sa religion » monte en chaire ; « sa religion » vient passer une journée avec lui ; « sa religion » dîne et se couche ; puis « sa religion » le quitte ; il retourne à ses affaires, et passe le reste de la semaine « sans sa religion. » — Ce portrait immortel tracé par le génie ne serait-il pas le nôtre ? Notre opinion est-elle à nous ? Nos préférences artistiques et littéraires sont-elles à nous ? Notre politique est-elle à nous ? Notre religion est-elle à nous ?

Ce que la paresse morale a commencé, la crainte de l'opinion l'achève. Légitime en lui-même, le désir de l'estime devient dans son exagération la source d'un complet asservissement. Il n'y a pas de dégradations, il n'y a pas de lâchetés que le besoin de popularité n'enfante. Et que parlé-je même du besoin de popularité ! le simple besoin d'approbation nous en-

lève toutes nos forces morales. Comment agir, comment écrire, comment soutenir une vérité quelconque, si le jugement des journaux nous fait frémir, si le mécontentement de nos amis nous consterne? Le sentiment austère du devoir, l'énergique appui des convictions individuelles peuvent seuls nous donner la force d'être nous-mêmes et de braver le qu'en dira-t-on.

Si le besoin d'approbation fait des esclaves, que sera-ce de l'ambition? On a cherché à poétiser cette triste forme de l'égoïsme; on a vanté les *grandes* ambitions! Mais ces deux mots, grandeur et ambition, s'excluent réciproquement. L'ambition qui conduit de grandes affaires ne devient pas grande pour cela; elle demeure petite, car elle est esclave, et esclave volontaire. L'histoire admet les grandeurs de la servitude; la morale ne les reconnaît pas. Approchez-vous du lit de mort des ambitieux; écoutez un Wolsey, ou même un Colbert. Vous saurez ce qu'ils pensent alors d'une vie où ils ne sont pas parvenus à s'appartenir un seul moment, où le calcul des conséquences, la soif ardente du succès ont corrompu jusqu'à leur meilleurs desseins, où la nécessité de se maintenir les a dépossédés en quelque sorte par avance de leurs propres pensées!

Ce n'est pas que les hommes de principes n'aient aussi de vastes ambitions, qu'ils n'aspirent aussi à de grandes choses; mais ils y aspirent pour la vérité et non pour eux-mêmes, ce qui établit une première différence; ils y aspirent en mettant la fidé-

lité au-dessus du succès, ou si l'on aime mieux, en n'attendant le succès que de la fidélité, ce qui établit une seconde différence. Et ces ambitions-là disposent, en définitive, d'une force d'action qui fait défaut aux premières. Quelle pauvre figure fait ici-bas l'esprit séparé des convictions; qu'ils sont maigres les fruits du talent, quand le talent est sans indépendance! Où est l'homme éminent, depuis un quart de siècle, qui ait agi aussi profondément sur la génération contemporaine que l'humble auteur de l'*Oncle Tom?* Et d'où vient le succès colossal de ce petit livre qui a remué tant d'idées, touché tant de cœurs, évangélisé tant de pays fermés à l'Évangile, qui a eu et qui aura tant de puissance contre l'esclavage et contre l'extradition des fugitifs? Une intelligence distinguée explique-t-elle seule de tels résultats? Non, il faut un autre levier que l'intelligence pour soulever le monde, il faut la vérité et la foi à la vérité.

L'utilitarisme nous enlève notre liberté morale. Il mine incessamment en-dessous la vie et l'autorité de nos principes. Au lieu de nous avancer le front haut, dans le sentiment de la dignité, de la durée et de l'avenir des principes, attendant leur heure et décidés à ne pas la hâter par la moindre faiblesse, nous apprenons à nous courber vers la terre, a étudier les circonstances, à fléchir sous de prétendues nécessités. Trahissons la vérité pour mieux la servir! Diminuons-la pour la faire accepter! Voici une désobéissance qui serait utile! Voici une accommodation qui arrangerait

tout! Une fois entrés dans cette voie, notre vigueur s'en va; Samson a perdu sa chevelure : les droits absolus de la vérité sont la chevelure de Samson.

Je pourrais poursuivre et montrer comment nos vices ruinent à l'envi notre indépendance. Essayez d'être indépendant et avare! que deviendront vos convictions aux prises avec vos intérêts? Essayez d'être indépendant et envieux! que deviendront vos convictions à côté de la passion affreuse qui vous transforme en ennemi né des succès d'autrui, en ennemi né de ce qui brille, de ce qui est grand, de ce qui est beau, et même de ce qui est bon?

Sachons-le, nos vices sont des révoltes, et nous ne sommes libres vis-à-vis des hommes que dans la proportion précise où nous sommes soumis vis-à-vis de Dieu. Malheur à nous si nous nous sentons libres envers Dieu et envers la vérité qui vient de lui! L'esclave par excellence, c'est le sceptique, c'est l'homme blasé qui prononce du bout des lèvres la question ironique : « Qu'est-ce que la vérité? » Pilate sur son tribunal vous fait-il l'effet d'un gouverneur, d'un magistrat tout-puissant qui dispose à son gré de la vie et de la mort? Erreur! Pilate est un esclave, et il est esclave parce qu'il peut dire : « Qu'est-ce que la vérité? » Il voudrait sauver Jésus, et il le condamnera; il voudrait résister aux Juifs, et il leur obéira. Les sceptiques obéissent toujours.

Vienne maintenant un homme qui sache la valeur et les droits de la vérité, un homme qui connaisse

cette bienheureuse servitude de la conviction, il vous fera voir ce qu'est la complète et noble indépendance. Un des réformateurs anglais du XIIIe siècle, Grosse-Tête, a prononcé une belle parole : « Mon obéissance me défend d'obéir. » Voilà le grand secret. Celui à qui son obéissance ne défend rien, sera jusqu'à la fin le très-humble serviteur de tout le monde. Il faut, selon l'expression d'un autre réformateur, apprendre à « trousser ses hardes sur soi, » et à mettre l'intérêt sous les pieds du devoir.

Que nous manque-t-il pour être une nation libérale ? D'avoir plus de gens qui fassent ainsi, d'avoir des âmes individuelles, des existences individuelles, d'avoir des hommes enfin, et non des mannequins habillés selon la mode du jour. Les hommes sont rares partout, ils sont trop rares chez nous.

Des hommes ! Quel effet se produit aussitôt, dès qu'apparaît un homme, c'est-à-dire un caractère, une conscience, une conviction ; c'est-à-dire un esclave du droit, qui par cela même n'est esclave ni de l'intérêt, ni de l'ambition, ni des partis, ni des journaux, ni de la popularité, ni du succès ! Je voudrais peindre, comme je l'ai parfois entrevue, cette fière attitude d'un témoin de la vérité qui regarde à la règle éternelle et non aux opinions admises ou aux maximes traditionnelles ; cette dignité sans morgue et sans orgueil, ces vertus viriles qui ignorent l'art de faire le mal afin qu'il en arrive du bien ; cette loyauté absolue qui ne défendra jamais la justice par l'injus-

tice ; cette intrépidité que rien ne pourra troubler.

Où sont-elles ces grandes âmes, ces fortes consciences ? Je répondrai en demandant où sont les fortes convictions. — A l'indépendance par la dépendance ! Telle est notre consigne, que je ne me lasse pas de répéter. Et il ne s'agit pas seulement d'être armé pour les temps difficiles, pour les circonstances solennelles, pour les rôles éclatants ; il s'agit de l'être pour la vie de tout le monde et de tous les jours. Personne n'est dispensé de l'héroïsme, et personne n'est à l'abri de la lâcheté. Il n'y a jamais eu une seule existence, si unie et si bourgeoise fût-elle, qui n'ait rendu souvent nécessaire l'option entre l'intérêt et le devoir. Aucun de nous, si obscur soit-il, ne se dérobe à l'obligation de faire preuve d'indépendance. Je ne sache pas d'acte vraiment bon qui consente à se passer d'énergie ; toujours en nous rangeant du côté du droit nous commençons par avoir tout le monde contre nous, nos ennemis et nos amis.

Mais quel spectacle ! l'impuissance du nombre contre une conscience ! Là éclate le privilége de l'homme, par là notre espèce se distingue des ruches et des fourmilières. Notre gloire est d'obéir au droit, en désobéissant à qui le viole. Je vois moins de grandeur, quant à moi, dans ces sphères infinies où des millions de mondes accomplissent depuis des millions d'années les lois posées par le Créateur, que dans une seule âme, dans une âme humble et inconnue, qui proteste au nom de sa foi, au nom de l'absolu, au nom du vrai.

TROISIÈME ÉLÉMENT DU LIBÉRALISME : LE MINIMUM DE GOUVERNEMENT.

I

D'abord le droit en lui-même, puis le droit dans chaque âme, enfin le droit dans la société, telle est la série d'idées qui s'imposait à nous. L'individu, c'était encore le droit, le droit créant l'indépendance, le droit recevant à son tour de cette indépendance les garanties dont il a besoin, l'impulsion suprême sans laquelle il demeurerait inerte et comme engourdi. Le minimum de gouvernement, ce sera de nouveau le droit, le droit garanti et fécondé, dont l'individualisme tire les conséquences au sein de l'organisation politique. On voit quelle est l'unité de notre travail.

Le troisième élément du libéralisme ne résume pas seulement les deux autres, il les complète. Dès qu'il y a quelque part des individus, une nécessité impérieuse se produit de leur assurer tout ce qui est à eux, de ne mettre dans la communauté que ce qui est strictement

indispensable à l'existence sociale. Quand l'homme est majeur, la tutelle cesse d'elle-même.

L'homme majeur dispose naturellement de ce qui le concerne. Il ne s'agit plus seulement de ne pas entreprendre sur sa foi et sur ses devoirs, sur sa conscience en un mot; il s'agit de lui remettre le soin de ses propres affaires. Le *self-government* s'introduit alors, et la part de l'État se réduit d'autant. Qui dit libéralisme dit minimum de gouvernement; ce minimum peut varier selon les temps, selon les lieux, selon les progrès plus ou moins grands de l'individualisme, mais il y a toujours dans tous les temps et dans tous les lieux et dans toutes les civilisations un minimum de gouvernement vers lequel tendent les âmes libérales. Toujours le moyen infaillible de les reconnaître est de chercher qui sont ceux qui donnent le moins à la conscience collective, et le plus à la conscience personnelle.

Nous voici arrivés à la définition parfaite du libéralisme ; et ce qui ne nous a pas peu aidés à y parvenir, c'est la netteté toute nouvelle avec laquelle les théories despotiques s'étalent aujourd'hui. Leurs conclusions contrôlent admirablement les nôtres, dont elles doivent être le contraire absolu. Si le maximum de gouvernement est leur idéal, le minimum de gouvernement doit être le nôtre.

Or le despotisme, je l'ai dit, a maintenant des théoriciens qui vont droit au fait; depuis que le socialisme qui n'était qu'une école est devenu un parti, les

dogmes de la tyrannie ont été formulés clairement. La tyrannie absolutiste se déguisait autrefois, elle avait sa pudeur, elle se croyait tenue à des ménagements; la tyrannie socialiste a l'allure plus hardie, elle déploie en plein soleil le drapeau commun, elle annonce à haute et intelligible voix son plan de campagne contre la liberté. Mettre tout en commun, étendre à tout les tutelles, attaquer partout l'individualisme, dans la famille, dans la propriété, dans la croyance, dans l'éducation, dans l'industrie, dans le développement intellectuel, organiser un syndicat monstrueux, développer à l'infini les compétences de l'État, gouverner autant que possible enfin, voilà sa maxime.

Ceci est si bien le fond du problème, que les questions de forme et d'organisation se subordonnent d'elles-mêmes à la question décisive de maximum et de minimum. Avez-vous le maximum ? Il importe assez peu que ce pesant rouleau soit promené au nom d'un seul ou au nom du grand nombre sur la terre où il va tout écraser, tout abaisser, tout niveler dans le néant. Le résultat demeure le même : un sol uni, plus de végétation spontanée, plus de verdure, plus de vie. Le sol ainsi nivelé et dépouillé, on y fait ensuite ce que l'on veut; je devrais dire ce que l'on peut, car il y a des phases marquées pour ces sociétés métamorphosées en mécanismes, pour ces agrégations humaines sans hommes. Elles ne sont capables que de deux choses, la servitude anarchique et la servitude selon les règles. La première prépare la seconde, la seconde ramène la

première. Leurs inconvénients pratiques diffèrent, mais leur principe est identique ; c'est le maximum de gouvernement.

Il y a, grâce à Dieu, des hommes ainsi faits qu'ils n'auraient pas pu respirer un quart d'heure ni sous la république de Platon, ni sous l'omniarque de Fourier, des hommes que l'antiquité tout entière attire médiocrement, et qui ayant entendu la parole d'émancipation proclamée par l'Évangile, se sentent peu de goût pour le régime des religions d'État, des éducations nationales, et de l'uniformité civique. Ceux-là pourront faire varier les formes de l'organisation politique, les garanties constitutionnelles, les conditions de l'électorat; mais qu'ils soient en monarchie ou en république, qu'ils admettent une aristocratie ou qu'ils la repoussent, ils assureront toujours le règne de la liberté, car elle est inséparable de leur principe : le minimum de gouvernement.

Je reviens souvent au socialisme, parce qu'il est le meilleur logicien, le plus conséquent, le plus sincère de l'école despotique. Le socialisme est un adversaire sérieux et dont les gens sérieux sont tenus de se préoccuper. Je le redoute moins pour ses chances personnelles (passez-moi l'expression) que pour les doctrines corruptrices qu'il répand. Il prépare autre chose, selon moi, que son propre avénement ; mais ce qu'il prépare ne vaudra guère mieux que lui, et en tous cas il nous fait une société sans moralité et sans énergie, qui ne sera capable de rien et qui sera prête à tout.

Que faire? S'indigner, se lamenter! Je le veux bien, pourvu que nous n'en restions point là. Réprimer le désordre matériel! c'est toujours nécessaire et ce n'est jamais suffisant. Prouver au socialisme qu'il blesse les intérêts! M. Thiers l'a démontré à merveille dans son livre sur la propriété; mais les considérations d'utilité ne persuadent que les gens qu'elles touchent, et vous ne ferez guère croire à ceux qui n'ont pas, qu'ils ne sauraient profiter, au moins une heure, du dépouillement de ceux qui ont.

C'est au devoir seul, c'est à la conscience, c'est au droit qu'est réservé le noble privilége de prévaloir en pareil cas. On ne triomphe des vérités partielles qu'en leur opposant des vérités complètes. On ne vient à bout des convictions qu'en leur opposant des convictions meilleures. Or le socialisme possède deux choses dont il faut bien tenir compte : des vérités et des convictions.

Des vérités, ai-je dit. Et quelle est la mauvaise cause qui n'en ait pas quelques-unes dans son bagage? Le faux ne se tient debout qu'avec l'aide du vrai, et le meilleur moyen de ruiner une erreur, c'est de commencer par la séparer de ce qu'elle renferme de bon. On l'en sépare en y faisant droit. — Faisons droit, par conséquent, aux griefs fondés du socialisme, et nous lui porterons un coup mortel. Les questions politiques ne se laissent plus isoler aujourd'hui des questions sociales, et le libéralisme serait justement suspect si l'on pouvait l'accuser d'être insensible aux souffrances souvent cruelles de la classe ouvrière.

Il ne l'est pas, il ne saurait l'être. La conscience, l'individualisme, la liberté ont toutes les solutions : j'entends les solutions profondes et vivantes, celles qui relèvent au lieu de dégrader. La liberté veut soulager les pauvres d'un énorme impôt, quand elle poursuit la destruction complète du système protecteur, quand elle provoque une loyale concurrence. Et la liberté cependant n'exclut en aucune manière certaines mesures nécessaires de bonne police ou de patronage social ; elle applaudit aux mesures dirigées contre les logements insalubres, contre la sophistication des denrées ; elle appelle de tous ses vœux des conventions internationales qui assurent aux ouvriers le repos, sans lequel l'homme se détruit au physique et au moral, des conventions qui assurent la limitation universelle des jours et des heures de travail.

La liberté favorise les caisses d'épargne et applaudit aux efforts de la mutualité. Elle lutte en faveur de la famille et de l'individu. Aussi insiste-t-elle pour qu'on s'efforce de remplacer l'hospice par les secours à domicile. Aussi cherche-t-elle à multiplier les ressources d'instruction et de moralisation mises à la portée de tout le monde. Elle prétend niveler par en haut et non par en bas. Elle aspire à procurer avant tout aux pauvres le sentiment de leur dignité, le respect d'eux-mêmes, la conscience des choses de l'âme, l'indépendance que donnent la vie de famille et le développement de la personne humaine. Elle croit que le vrai moyen de faire des hommes libres, c'est de faire

d'abord des hommes; elle croit que c'est aussi le moyen de faire des hommes heureux. Tous les progrès, même matériels, toutes les prospérités, toutes les délivrances, se trouvent sur ce chemin et non ailleurs.

Que serait-ce si, après avoir parlé de la liberté, je parlais aussi de l'Évangile! Évangile et liberté, c'est tout un, nous l'avons vu. Or le christianisme a « les promesses de la vie présente, » comme il a celles de la vie qui est à venir. Il a toujours été et il sera toujours la grande réfutation du socialisme. Où l'un établit des antagonismes, l'autre introduit les douces relations de la charité; où l'un aigrit, l'autre console; où l'un abaisse les regards vers la terre, l'autre les relève vers le ciel; où l'un supprime la famille, l'autre la fortifie; où l'un nie l'individualité, l'autre la fonde; où l'un exagère les compétences de l'État, l'autre les restreint.

Je lisais, il n'y a pas longtemps, le dernier volume publié par un des écrivains les plus convaincus et les plus respectables du socialisme (car le socialisme a des convictions, je l'ai rappelé). Quelles étaient ses thèses[1]? Plus de propriété individuelle; plus d'examen individuel; l'auteur poursuit de ses anathèmes « l'incompressibilité de l'examen; » les majorités déterminent le droit; les majorités déterminent la vérité; les dissidents sont des fous qu'on enferme au besoin dans des cabanons. « Bossuet, dit M. Colins, a été l'homme

[1] *Qu'est-ce que la science sociale?* par M. Colins, tome IV.

anarchique par excellence, en professant la doctrine de la séparation des pouvoirs. » — « Pensez, ajoute-t-il ailleurs, pensez aux difficultés qu'il y a de détruire une éducation libérale, inculquée dès l'enfance, donnant la révolution de 1789, la séparation des pouvoirs, la tolérance religieuse!... »

II

Le libéralisme, au contraire, veut que l'individu retienne tout ce qui n'est pas indispensable à l'État. Il proclame la liberté personnelle, la liberté religieuse, la liberté de la pensée, la liberté de l'industrie, la liberté du commerce, la liberté de l'enseignement; il ne réserve à l'État que les fonctions essentiellement attachées au représentant des intérêts collectifs : la législation, l'administration, les tribunaux, la diplomatie, la police, l'armée, les travaux publics, les impôts. Pour lui, le gouvernement modèle se contente presque d'être préfet, juge et gendarme; il ne se constitue ni pasteur, ni professeur, ni littérateur, ni artiste, ni commerçant.

Il y a des pays où l'État ne s'occupe des affaires de personne, où l'on dirige sans lui son commerce et son industrie, où l'on prie sans lui, où l'on élève sans lui ses enfants, où l'on organise sans lui des fêtes publiques et des expositions universelles. Je sais bien que la France n'est ni ne se soucie d'être un de ces pays-là; on y

demande à l'État des tarifs, des protections, des garanties; on a besoin de le voir se mêler à tout. Aussi avons-nous l'avantage, je l'ai dit, de pouvoir faire en pareille matière de la théorie pure et des définitions idéales. C'est une satisfaction inoffensive qu'on ne nous disputera pas.

Or, à ce point de vue du dogme abstrait, de la philosophie politique, chaque liberté est littéralement fondée sur l'extension du rôle de l'individu et sur la réduction du rôle de l'État.

Qu'est la liberté de l'enseignement? Le minimum de gouvernement en fait d'école : tout père de famille est censé savoir quelle éducation il lui convient le mieux de donner à ses enfants. L'État aura peut-être encore des écoles à lui; mais il ne sera plus question de leur attribuer le caractère d'une institution nationale, on ne dira plus : « l'Université est l'État enseignant, comme les tribunaux sont l'État jugeant et comme les préfectures sont l'État administrant. » Il n'y a ni juges à côté de ceux de l'État, ni administrateurs à côté des siens; il y a des écoles à côté des siennes.

Qu'est la liberté religieuse? Le minimum de gouvernement en fait de religion. Tout homme est seul juge de ce qu'il doit croire, et l'État, appelé à qualifier les crimes, est sans compétence pour déterminer les dogmes, pour choisir entre l'orthodoxie et l'hérésie. — L'État pourra avoir des Églises salariées par lui, quoique ceci soit déjà une dérogation énorme au prin-

cipe de son incompétence spirituelle; mais nul ne sera tenu de s'affilier à ces Églises, mais chacun aura pleine indépendance en fait de culte, en fait de propagande, en fait de controverse, sous la seule condition de se renfermer strictement dans la question religieuse et de ne commettre aucun délit de l'ordre commun.

Qu'est la liberté commerciale? Le minimum de gouvernement en fait de commerce. L'État ne se charge plus de protéger telle industrie au détriment de telle autre, de soutenir des intérêts factices, de faire vivre les moribonds aux dépens des bien portants, de prélever enfin sur l'ensemble des consommateurs la liste civile d'un certain nombre de producteurs: l'État assure le bon marché à tout le monde et laisse à chacun le droit de vivre ou de mourir.

Je m'arrête. J'en ai dit assez pour faire comprendre ma pensée. Avec le minimum de gouvernement, l'État cède le terrain et l'homme grandit. La bienfaisance privée, par exemple, se substitue graduellement à la bienfaisance officielle. Le nombre des emplois diminue, une véritable décentralisation s'opère (la bonne, celle qui n'est pas un retour à l'ancien régime), et le plus redoutable agent peut-être de cette corruption qu'on déplore est expulsé du milieu de nous, nous voyons s'apaiser la funeste fièvre des fonctions publiques.

Et qu'on n'aille pas penser que le minimum de gouvernement soit le minimum de force gouvernementale. C'est précisément l'opposé. Nous ne sommes forts que dans notre compétence légitime; l'État qui sort de la

sienne ne saurait manquer de s'affaiblir. Prenez l'exemple des questions religieuses : croyez-vous qu'il se fortifie, le gouvernement qui règle le culte, qui lutte au dedans contre les idées et la foi d'une partie des citoyens, qui entreprend au dehors le protectorat de certaines Églises? Le fait est qu'il s'use et se compromet dans chacune de ces rencontres, il se fait des ennemis et se donne des maîtres, il met en péril son autorité morale, il enlève à sa politique, à son administration le caractère simple et national qu'elles devraient avoir. Il veut être plus grand, il est plus petit.

Quoi de plus grand, au contraire, que le minimum de gouvernement! C'est si immense, si beau, que l'ambition la plus vaste ne saurait désirer davantage. On prétend que ce n'est pas la peine de gouverner les corps si l'on ne gouverne aussi les âmes! Il ne s'agit ni d'âmes ni de corps; il s'agit de défendre des intérêts qui sont ceux de l'homme entier, corps et âme. Un gouvernement qui, tout en renonçant à être prédicateur suprême ou instituteur obligé, s'occupera de maintenir pour tous la liberté du culte et la liberté de l'enseignement, qui garantira la liberté des personnes, de la pensée, de l'industrie, du commerce, qui procurera la liberté des mers, le gouvernement qui ne se contentera pas de résister, mais qui saura agir et vivre, qui s'occupera des prisons, des heures de travail, de la réduction des fonctionnaires, questions immenses qui touchent à l'existence morale du pays, le gouvernement qui rendra la guerre honorable et la paix fé-

conde, ne remplira pas un rôle insignifiant, je suppose, ni un rôle exclusivement matériel : Je défie le despotisme de lui offrir une mission qui vaille celle que lui préparerait la liberté.

LE LIBÉRALISME EN FRANCE :
1789.

I

La France n'est point libérale, je l'ai reconnu; mais elle est engagée et irrémédiablement compromise sur le terrain du libéralisme. Elle y a fait deux pas décisifs, en 1789 et en 1830; 1789 est l'avénement de la liberté dans notre organisation civile, 1830 est l'avénement de la liberté dans notre organisation politique. L'œuvre est entamée, non terminée, bien s'en faut. Toutefois il n'est plus donné à personne de nous ramener à l'ancien régime, au despotisme pur, au maximum de gouvernement. En certaines matières et pour ce qui touche surtout aux questions civiles, ce qui est fait est fait. Commençons par 1789.

Il n'y a pas, depuis l'Évangile et la Réforme, de plus grande date dans l'histoire. Je dis, dans l'histoire, parce que rien d'important ne s'accomplit en France sans que le monde entier n'en sente le contre-

coup. On ne m'accusera pas d'aimer les rodomontades soi-disant patriotiques, et je sais le ridicule où nous tombons quand nous nous décernons à nous-mêmes le titre de grande nation. D'autres nations sont plus grandes que nous sous certains rapports essentiels, sous le rapport du libéralisme, par exemple. Aucune cependant n'a comme nous le privilége de mettre ses idées dans la circulation générale et d'associer les autres peuples à ce qu'elle éprouve.—Voilà pourquoi le jour de la proclamation des droits de l'homme en France a marqué dans les annales de l'humanité ; ce jour-là la notion du droit, du droit confié à l'individu, a fait un progrès considérable sur la terre.

L'événement est immense; ce n'est rien moins que la rupture définitive avec l'ancien régime, que l'apparition d'une France nouvelle, séparée de la France ancienne par un infranchissable abîme. État laïque, liberté religieuse, mariage civil, égalité des citoyens, règne de la loi et des tribunaux réguliers, tels sont les principes bientôt violés, souvent compromis, mais toujours vainqueurs en définitive, qui furent proclamés alors. Leur gravité est telle qu'ils suffisent à eux seuls pour constituer par rapport aux vieilles maximes un système de liberté, et qu'une portion du parti libéral (je n'excuse pas, je raconte) a tout accepté, pourvu que ce fût en haine de la France ancienne, tout, jusqu'à l'absolutisme de la république, jusqu'à l'absolutisme de Napoléon.

D'un autre côté, le vrai parti de la France ancienne

ne reproche rien tant à la révolution que d'avoir supprimé l'omnipotence sociale, d'avoir séparé les deux domaines si étroitement confondus au bon temps, d'avoir introduit l'état laïque, la liberté des cultes, le mariage civil, l'égalité devant la loi, d'avoir aboli les maximes qui livraient l'hérétique au bras séculier, d'avoir rendu à jamais impossible la résurrection des édits de Louis XIV et de Louis XV contre les protestants, d'avoir en un mot consacré sur certains points et dans une certaine mesure le droit, l'individu, le minimum de gouvernement. Ce parti-là déteste la révolution à cause de ce qu'elle contient de bon, comme il attaque Béranger à cause de ce qu'il a fait pour la liberté, et pas du tout à cause de ce qu'il a fait contre la vertu. Les contre-révolutionnaires conséquents, les ultramontains qui savent où ils vont, les hommes qui ont le courage de maudire 89, ont le sentiment très-juste que 89 a coupé l'histoire en deux, que depuis lors la France a porté en elle un principe de libéralisme, que, même esclave, elle l'a promené par toute l'Europe dans les plis de son glorieux drapeau.

Deux hommes ont personnifié ce parti avec éclat, l'un plus illustre, l'autre plus complet : Joseph de Maistre et Donoso-Cortès. Écoutons-les.

Il y a moins de foi que de calcul chez le comte de Maistre. C'est un utilitaire, et par ce côté qui fait la triste originalité de ses théories, il représente une des faces importantes de l'opinion contre-révolutionnaire. Que de gens pensent, à son exemple, que l'uni-

formité religieuse doit être maintenue, ou rétablie, ou recherchée, non à titre de vérité, mais à titre d'instrument! Je ne connais rien, quant à moi, de plus ignoble (et de moins rassurant au fond) que la religion conçue ainsi comme moyen de sécurité sociale, comme supplément à la gendarmerie, comme garantie des coffre-forts. Il faut entrer dans la vie « avec son fagot d'opinions tout fait, » écrivait le docteur Johnson.

— Joseph de Maistre en dit autant : il y a une tradition religieuse; vraie ou fausse, il n'importe! L'infaillibilité centrale est commode; donc elle existe! Le libre examen est gênant; donc il faut le supprimer! L'unité des croyances assure l'ordre; donc il faut l'imposer! En fait de scepticisme grossier, en fait de mépris pour la vérité et pour ses droits, connaissez-vous rien de comparable aux expressions de la lettre que Joseph de Maistre adresse au comte Potocki?

« *L'irréligion est canaille. Ainsi, en faisant même abstraction de toute recherche sur le oui et sur le non*, un homme distingué se garde bien non-seulement, comme on dit, de casser les vitres, mais de dire ou d'écrire un seul mot qui blesse directement ou indirectement les dogmes *nationaux*..... Le patricien est un prêtre laïque : *la religion nationale est sa première propriété et la plus sacrée, puisqu'elle conserve son privilége, qui tombe toujours avec elle.* Il n'y a pas de plus grand crime pour un noble que celui d'attaquer les dogmes... »

C'est bien du même homme qui écrivait ceci : « Si

les dogmes (les dogmes chrétiens) sont des fables, *il faut au moins qu'il y ait unité de fables*, ce qui n'aura jamais lieu sans l'unité de doctrine et d'autorité, laquelle à son tour devient impossible sans la suprématie du souverain pontife. *Si j'étais athée et souverain, je déclarerais le pape infaillible par un édit public, pour l'établissement et la sûreté de la paix dans mes États.* »

On appelle cela défendre la religion!... Inutile d'ajouter qu'aux yeux de Joseph de Maistre les « constitutions » de la France avant 1789 renferment « toutes les libertés légitimes des citoyens; » inutile de dire que pour lui toutes ces libertés sont « de concession royale, » puisque la royauté est de droit divin. Ce sont là les dogmes communs du parti.

Donoso-Cortès les a soutenus à son tour, mais d'un autre air, avec la dignité que donne la conviction, non plus en utilitaire, mais en croyant. Je ne pense pas qu'on ait jamais poussé aussi loin que lui l'horreur fanatique des temps nouveaux, à commencer par Descartes et à finir par le libéralisme ; tout cela marchant, bien entendu, avec l'adoration du moyen âge, de la tyrannie théocratique, de l'inquisition, de l'unité forcée, de la négation absolue des consciences individuelles. On ne croirait pas possible, avant d'avoir lu ces pages souvent éloquentes, qu'un esprit éminent et un cœur sincère conçoivent de nos jours un tel enthousiasme pour la servitude. Ce sont des transports, c'est du lyrisme. On demeure confondu, et l'on éprouve pour l'homme ainsi égaré un sentiment de respect

mêlé de compassion, en même temps qu'on ressent une invincible aversion pour son abominable doctrine.

Donoso-Cortès pose avant tout la théocratie et le droit divin. « La société, *émancipée de l'Église*, n'a fait autre chose que perdre le temps en disputes éphémères et stériles!... »

C'est que l'État devient absolument incapable, dès qu'il n'est plus gouverné par l'Église : « de la faillibilité vient *l'absurdité des discussions*.... L'Église seule a le droit d'affirmer et de nier... Du jour où la société, ayant mis en oubli ses décisions doctrinales, a demandé à la presse et à la tribune, aux journalistes et aux assemblées : Qu'est-ce que la vérité? qu'est-ce que l'erreur? de ce jour-là l'erreur et la vérité se sont confondues dans toutes les intelligences, la société est entrée dans la région des ombres... »

Pas de liberté accordée à l'erreur, c'est-à-dire, à ce qui s'écarte de l'orthodoxie ultramontaine : « Hors de l'Église, il n'y a point de droit pour affirmer ce qu'elle nie et pour nier ce qu'elle affirme. » — « Pour l'Église, la liberté dans la vérité a été sainte, *et la liberté dans l'erreur a été abominable comme l'erreur même.* A ses yeux, *l'erreur naît sans droit, vit sans droit;* et pour cette raison elle l'a recherchée, poursuivie, arrachée, dans les replis les plus secrets de l'intelligence humaine[1]. »

Je m'arrête; il faudrait tout citer. — Vous recon-

[1] *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme*, p. 30, 42, 45, 46, 47, 58, 207, etc.

naissez là une école qui fait beaucoup parler d'elle aujourd'hui et que je me garderai de traiter avec dédain, car elle a exercé et elle exercera une influence funeste sur nos destinées. Elle ne nous ramènera pas au moyen âge, je le sais; mais elle contribue pour sa bonne part à la réaction illibérale qui emporte tant d'esprits; elle bat en brèche le droit; elle propage les maximes mortelles du socialisme et de la tyrannie.

Il y a des gens qui s'étonnent de voir les principaux organes de la presse occupés à discuter avec l'*Univers;* on trouve étrange que la question de la liberté religieuse soit devenue un des sujets habituels de la controverse des journaux! C'est qu'elle contient en elle tout le débat entre le libéralisme et la tyrannie, entre la conscience individuelle et la conscience collective, entre le minimum et le maximum de gouvernement. La distinction des deux domaines, l'État laïque et par suite l'État incompétent, sont impliqués dans une telle querelle.

Et notez-le, pendant que l'*Univers* pose ses thèses, tantôt hardies, tantôt prudentes, tantôt destinées aux pays où l'ultramontanisme est encore maître, tantôt destinées à ceux où il faut faire de nécessité vertu, pendant qu'il formule sa maxime générale : « L'anarchie en matière de croyances est la destruction de tout ordre social, » le concordat autrichien se signe et s'exécute. Or, ce concordat prouve deux choses : d'abord qu'on ne peut plus désormais reconstruire en entier l'ancien régime partout où les principes de 1789

ont tant soit peu pénétré, ensuite qu'on peut essayer de le reconstruire en partie. Assurément il y a loin du système que le concordat établit en Autriche à celui qui y régnait deux siècles auparavant, à celui qui règne encore aujourd'hui en Portugal et en Italie ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il restaure les juridictions cléricales, la suppression de la controverse et de la libre pensée en matière religieuse, la censure épiscopale de certains livres et l'exécution de ses arrêts par le bras séculier, l'abandon presque complet des questions matrimoniales au pouvoir ecclésiastique et plusieurs autres principes du moyen âge.

Puisse une entreprise si audacieuse servir d'avertissement à notre époque ! Puisse-t-elle reporter les regards de notre génération sur ces temps maudits du moyen âge pur et de l'absolutisme postérieur au moyen âge, en l'honneur desquels se poursuit avec tant de persévérance un travail menteur de falsification historique ou de complaisante réhabilitation ! — Voici en deux mots ce qu'ils étaient. Je m'occupe d'abord du moyen âge.

II

N'y a-t-il rien eu là de beau et de bon? Je suis loin de le soutenir. Même aux heures les plus sombres de l'humanité, la conscience jette quelques lueurs, l'être moral donne signe de vie. Le moyen âge a possédé de nobles caractères, à commencer par Louis IX, dont

je sais aimer l'âme élevée et admirer les vertus, quoiqu'il conseillât à ses amis d'enfoncer leurs épées dans le corps des hérétiques aussi avant qu'elle peut entrer. On a abusé de la chevalerie et on a souvent peint en beau ce qui était passablement laid ; nous avons néanmoins quelque chose à emprunter aux chevaliers d'autrefois. Ne leur prenons ni leur grossièreté, ni leur ignorance, ni leur formalisme aveugle, ni leur âpreté au gain ; prenons-leur cette idée de dévouement à une grande idée ou à de grandes infortunes qui s'est fait sentir chez eux à certains moments. Amour profond du vrai, zèle pour tout ce qui est opprimé, courage, modestie , charité réellement charitable , politesse exquise, tel est, tel doit être le signalement des chevaliers modernes.

Sont-ils nombreux? Je l'ignore. Le fait est que la cause qui les enfantait jadis n'existe plus aujourd'hui : un vaste brigandage ne désole plus notre territoire ; la société n'est plus un bois ; des désolations inouïes, des servitudes sans nom ne nous forcent plus de créer à la pointe de l'épée des garanties qui n'existeraient pas autrement. Il y a quelques libertés, quelques droits, quelque respect de la créature humaine ; nous n'en sommes pas réduits à recourir aux remèdes violents du moyen âge.

Essayez de vous représenter le monde féodal : la dégradation et le désespoir des serfs, la tyrannie sous toutes les formes et à tous les degrés, les consciences esclaves, les intelligences esclaves, les croisades du

Midi, les procès de sorcellerie, les longs massacres de l'inquisition ! Pas une âme qui puisse s'élever librement à Dieu, pas une pensée qui puisse s'exercer avec indépendance ; ici le dogme imposé par la force, là la philosophie condamnée à se mouvoir dans les subtilités sans franchise de la scolastique. Plus d'Évangile, plus de livres, excepté de sales romans et les récits non moins souillés de la légende dorée. Si les lumières perdent les peuples, il est certain qu'on était alors à l'abri d'un tel danger ! D'où vient cependant que la corruption générale, celle des seigneurs et des vilains, celle des clercs, et des moines, et des laïques, avait pris des proportions telles, que nous ne parvenons plus même à la concevoir aujourd'hui ?

Mais le moyen âge croyait à des vérités absolues ! N'y regardez pas de trop près, je vous le conseille ; n'interrogez pas trop les mémoires du temps. Vous rencontreriez un doute immense ; il est vrai que c'est un doute sans conclusion. Le doute ne conclut qu'aux époques où la pensée a repris possession d'elle-même. Dans les temps de ténèbres absolues et d'asservissement complet des âmes, lorsque l'hérédité règne en fait de croyances, lorsque l'idée d'un examen ou d'un choix quelconque ne se présente même pas, il y a plus de pratiques ; y a-t-il plus de foi ? La religion qu'on n'a pas acceptée soi-même, qui n'a pas été le sujet d'une lutte intérieure, d'un travail de conscience, cette religion est-elle à nous ? Je me contente de poser la question. Joseph de Maistre, inconséquent à force

d'être passionné, la tranchait résolûment, lorsqu'il ne s'agissait plus des catholiques mais des Grecs. Les Russes, à l'entendre, sont à la fois très-dévots et très-irréligieux, scrupuleux à l'excès en fait de jeûnes et décidés à ne pas sacrifier un seul vice, prêts à donner leur vie pour une image et étrangers à toute régénération du cœur. N'aurait-il pas tracé, sans le vouloir, le portrait de la piété du moyen âge ; portrait d'autant plus exact, que chez nous alors comme chez les Russes aujourd'hui, les débordements honteux du clergé sont le démenti flagrant de la religion aux yeux des populations ignorantes qui la confondent avec le prêtre ?

Donc beaucoup de scepticisme latent, beaucoup de formalisme, et peu de foi, voilà le bilan du moyen âge en ce qui concerne la piété. Mais on nous le vante surtout au point de vue de l'unité, de la paix ! On nous affirme que l'uniformité des croyances, que la confusion du temporel et du spirituel sont le fondement de l'ordre social. Ici je ne sais plus comment répondre sérieusement. Je cherche dans ces sanglantes annales, et je n'y découvre que guerres, que révoltes, que luttes des petits et des grands, de l'Église et de l'État, du sacerdoce et de l'empire. Je vois les rois déposés par les papes, les peuples conviés à l'insurrection et déliés de leurs serments de fidélité. Je vois enfin, pour couronner l'œuvre d'unité, deux ou trois papes rivaux échanger pendant un siècle les condamnations et les anathèmes.

III

L'absolutisme postérieur au moyen âge présente-t-il un tableau beaucoup plus séduisant? L'ancien régime se rachète-t-il par sa seconde moitié? En se complétant par la suppression des diversités féodales et des corporations indépendantes, par la centralisation monarchique en un mot, a-t-il acquis des droits à nos sympathies? Examinons, en laissant de côté (il le faut bien) tout ce qui tient à la liberté des consciences, des idées et des livres. Voyons ce qu'on obtenait, au prix d'un tel holocauste, en fait de probité, de paix, de douceur, de légalité, d'administration intelligente, de prospérité générale.

La corruption des gouvernements libres a été justement signalée; mais qu'est-elle si on la compare à celle des gouvernements absolus, à cette servilité qui devient le moyen presque unique de faire fortune, à ces prévarications constantes, à ces concussions, à ces pots-de-vin dont on se fait gloire, à ces grands marchés d'hommes publics qui suivent la Ligue et la Fronde, à ces tarifs publiquement affichés? Tout s'est vendu alors, et vendu sans honte. Je n'aperçois pas que l'amour de l'argent fût moindre que de nos jours, qu'on fût moins avide à la rue Quinquampoix qu'à notre Bourse, qu'on fît plus grande la part des pauvres et plus petite celle du luxe.

On a flétri et on ne saurait trop flétrir les abominations du régime de 93 (autre forme du despotisme, pour le rappeler en passant), mais oublie-t-on que les terreurs de la monarchie ont laissé bien loin derrière elles la terreur républicaine? On aura beau faire, on n'égalera pas l'inquisition. Les raffinements de la législation de Louis XIV contre les protestants supportent fort bien la comparaison avec les procédés du Tribunal révolutionnaire. La Saint-Barthélemy a été consacrée officiellement à Paris et à Rome; alors, ne l'oublions pas, l'absolutisme royal et clérical eut ses tueurs, ses exécutions régulières et prolongées aux portes des prisons, ses massacres de Septembre.

Qui oserait faire aujourd'hui la guerre comme la faisait faire Louvois? Qui ne reculerait à l'idée de prescrire et d'exécuter à deux reprises les sauvages incendies du Palatinat? Et dans un autre genre, quel correspondant rapporterait dans les termes qu'emploie Mme de Sévigné « les penderies » de Rennes? Quel gouvernement approuverait ces cruautés, qui ne ternirent en rien le caractère du duc de Chaulnes? Il est vrai qu'on se formait alors par la vue des supplices atroces, et qu'on serait mal venu à s'indigner des mesures qui mettent une grande ville en coupe réglée, quand on est habitué à appliquer la torture préalable pour protéger l'innocence et découvrir la vérité!

La tendresse qu'inspirent de pareils temps m'épouvante. La loi, c'était une volonté arbitraire; le juge,

c'était une volonté arbitraire. Quand les juges eurent condamné Fouquet au bannissement, le roi réforma la sentence, qu'il changea en emprisonnement perpétuel. Le même roi écrivait à son ministre : « Monsieur Colbert, il me revient que Montespan se permet des propos indiscrets. » Le mari outragé *se permettait* de ne pas approuver un double adultère! Il ne faisait pas bon alors se montrer si difficile en fait de morale. Et c'était le bon temps! c'était le bon temps, car il y avait vingt prisons d'État et M. de Saint-Florentin signait à lui seul cinquante mille lettres de cachet. La Bastille, Vincennes, Amboise, le château d'If, Pignerol, le fort de Joux, on avait à choisir.

Parmi les crimes politiques, en connaissez-vous un seul qui égale en froide lâcheté cette tyrannie anonyme et silencieuse des lettres de cachet? On prend un homme, sans bruit, sans prétexte, pour plaire à un courtisan, sur la demande d'une maîtresse, sur la sollicitation d'un rival ou d'un ennemi; on l'envoie je ne sais où, on l'oublie, on le tue, on tue une famille, et tout est dit.

En matière financière j'aurais trop beau jeu. Les banqueroutes régulièrement espacées de l'abbé Terray ne scandalisent personne. La voix tonnante de Mirabeau n'a pas encore dénoncé « la banqueroute, la hideuse banqueroute! » — Et les impôts, sur qui pèsent-ils? Qui paye la taille, les dîmes, les corvées, les droits seigneuriaux? La classe ouvrière, et elle seule. Je voudrais savoir si c'est en son nom qu'on réclame

un retour vers l'ancien régime qui réservait les emplois aux riches, les grades militaires aux nobles, et qui assurait de plus aux grands seigneurs le privilége de commettre impunément des crimes punis chez les pauvres gens avec la dernière sévérité?

Que faut-il admirer encore dans ce temps où la gloire militaire et littéraire à pu éclater, mais où la société prise en masse a été soumise à une incroyable oppression? Est-ce le système des douanes de province, défendant la Bourgogne contre l'*invasion* des produits de la Champagne, par les mêmes motifs qu'on fait valoir pour défendre la France contre l'Allemagne ou l'Angleterre? Est-ce la jurisprudence administrative du Parlement, qui proscrivait les associations formées en vue du commerce des blés? Faut-il retourner au temps où la Bruyère pouvait dire, sans être désavoué par personne : « L'on voit certains animaux farouches, mâles et femelles, répandus dans la campagnè, noirs, livides, et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible. Ils ont comme une voix articulée, et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine. »

Je n'achève pas; chacun sait le reste. Voilà les bienfaits du despotisme! Je voudrais, pour seule punition, que les amateurs du moyen âge et de l'ancien régime fussent condamnés à y vivre huit jours... dans la classe des paysans. Ce châtiment suffirait. Quant à celui que la justice de Dieu a fait tomber sur

la France ancienne, il est inscrit à chaque page de l'histoire du XVIII[e] siècle. La tyrannie religieuse a engendré l'irréligion ; incessamment violée dans son sanctuaire, la foi a achevé de mourir ; les siècles d'Innocent III et de Louis XIV ont fait le siècle de Voltaire. Et le siècle de Voltaire, qui a tout détruit, valait mieux que ce qu'il détruisait : la philosophie a soutenu quelques nobles causes, le formalisme décrépit n'en soutenait plus aucune. Si ce n'était pas un blasphème de supposer là le christianisme engagé d'un côté ou de l'autre, je dirais que les philosophes, en dépit d'eux-mêmes, étaient plus chrétiens en bien des choses que les champions intéressés de la religion d'État.

LE LIBÉRALISME EN FRANCE : 1830.

I

89 a rompu avec l'ancien régime, 1830 avec le droit divin. Je dis 1830 et non 1814 ou 1815, parce que 1814 n'a fait que poser la question des gouvernements consentis ; 1830 l'a tranchée.

Et trancher une telle question, c'était faire un second pas décisif dans la voie du libéralisme. Après avoir affranchi la société civile, c'était décréter en principe l'affranchissement de la société politique. L'ère des gouvernements consentis succédait ainsi à l'ère des gouvernements de droit divin.

Qu'est-ce qu'un gouvernement consenti ? Ce n'est ni le suffrage universel, ni aucune autre forme obligatoire de vote ; c'est un pays se possédant lui-même au lieu d'être la possession d'une famille ; c'est le droit, le droit de tous, recevant la garantie nécessaire qu'il

ne saurait avoir en présence d'un droit antérieur, souverain, absolu et inamissible.

Qu'est-ce que le droit divin? Ce n'est ni l'hérédité monarchique établie dans une maison, ni l'irresponsabilité générale attribuée à la couronne; tout cela peut être consacré par un contrat. C'est l'exclusion complète de l'idée de contrat, car pour contracter il faut être deux, et il n'y a jamais deux légitimités à la fois sur le même sol, il n'y a pas place là pour deux souverains. Un roi légitime (dans le sens convenu du mot) ne saurait faire que des concessions essentiellement temporaires; les chartes qu'il signe, il les donne, et il les donne toujours avec un article quatorze, que cela soit dit ou non. Comment parviendrait-il en effet à oublier sa position supérieure? Comment s'abaisserait-il jusqu'au niveau du droit humain? Il n'en viendrait à bout qu'en ayant le courage et le bon sens de s'abdiquer lui-même, de consentir lui-même à n'être plus qu'un droit humain. Cela ne s'est guères vu. Le verra-t-on? Je l'ignore. En attendant, toute légitimité qui n'a pas renoncé à être légitime ne promulguera que des constitutions octroyées et révocables. Quand on s'est appelé Louis XVIII dans l'exil, quand éloigné de France on a notifié son avénement aux puissances étrangères, quand on date sa rentrée à Paris de la dix-neuvième année de son règne, on demeure incapable de fonder le libéralisme, fût-on libéral de sa personne; ce qu'on aura refusé d'accomplir soi-même contre les institutions jurées, un successeur l'accom-

plira; le parti légitimiste, qui a conscience de son principe, ne se lassera pas d'en réclamer l'application et finira par l'obtenir. Cela est de toute nécessité. Cela s'est passé sous la restauration anglaise comme sous la nôtre, sous les Stuarts comme sous les Bourbons.

Je ne m'arrête pas à discuter au fond le dogme du droit divin, car il ne supporte pas une minute d'examen sérieux. Autant je conçois et admets la pensée d'établir l'hérédité royale, de la maintenir fermement en dépit des erreurs réparables et des inconvénients momentanés, autant il m'est malaisé de comprendre qu'une famille quelconque ait en elle le droit de régner sur un pays, un droit en soi, un droit absolu, un droit tombé du ciel. « Je demande un Mérovingien ! » s'écriait un homme de beaucoup d'esprit devant lequel on cherchait à démontrer cette incroyable thèse. Encore ne remontait-il pas assez haut ; il faut remonter, non pas jusqu'à la première race, mais, répétons-le, jusqu'au ciel. Et les partisans de ce dogme l'ont bien senti, puisqu'ils l'ont appelé : dogme du droit divin.—Seulement ils ont oublié de nous dire à quelle page du Livre de Dieu un tel dogme est révélé. Serait-ce à celle où le droit des gouvernements de fait reçoit une consécration si forte et si explicite?

On nous a récité bien des romans sur la restauration et sur la révolution de Juillet. La restauration n'est qu'un long problème de quinze années : qui l'emportera, du principe des gouvernements consentis, ou du principe du droit divin? La révolution de

Juillet est la solution du problème. Quant à l'essai de faire vivre ensemble les deux principes et de les enfermer à jamais dans l'enceinte de la même constitution, c'était bien autre chose encore que le radeau de M. de Montalembert! Cette tentative impossible est toute l'histoire de la branche aînée ; histoire animée, attachante, et qui n'a certes pas été perdue pour la liberté. Mais ce qui devait arriver est arrivé : l'un des principes a tué l'autre.

Le conflit était inévitable, et il n'était donné à personne de prévenir la catastrophe. J'ai entendu soutenir gravement que la restauration aurait duré si l'on n'avait pas renversé le ministère Martignac! si M. Sébastiani avait modifié les conclusions de son rapport! C'est prendre les petites causes pour les grandes et l'apparence pour la réalité. La mesure des Ordonnances et la révolution étaient toutes deux en germe dans la Charte ; il ne s'agissait que de savoir laquelle en sortirait.

1830 a tranché la question. Y a-t-il eu une révolution alors? Je ne sais. Qui s'est révolté? La réponse dépend de la foi politique que chacun professe. Pour ceux qui mettent la souveraineté dans le contrat, la révolte est à Saint-Cloud ; pour ceux qui mettent la souveraineté dans le roi, la révolte est à Paris. Toujours est-il que la Charte était en morceaux le 27 juillet, et qu'il n'y avait plus moyen de rajuster tant bien que mal ces morceaux froissés par la main royale. Aboutirait-on au droit divin sans Charte, ou à la

Charte sans droit divin? Tel était le problème du 28. La Charte mariée au droit divin était dès lors hors de cause.

On le voit, à considérer les choses d'une façon moins superficielle, on arrive à être plus équitable envers Charles X et envers la révolution de Juillet. On arrive aussi à se passer des niaiseries et des calomnies; on laisse retomber au rang des rêves méchants et bêtes les vastes conspirations contre la branche aînée, les complicités secrètes du duc d'Orléans. — Il existe des gens dont la mémoire est bien courte! Ils ont imaginé, après coup, qu'il y avait place pour la légitimité le 30 juillet 1830! Ce qu'il y avait alors, c'était une royauté qui avait déchiré son contrat, un principe de droit divin qui avait tenté d'anéantir le principe contraire et qui n'avait pas réussi. Ce qu'il y avait en outre, c'était un prince courageux vers lequel se dirigeaient tous les regards et toutes les espérances, un prince dont le dévouement sauva d'un péril extrême ses amis et ses ennemis.

Telle est la vérité, selon moi, sur la Restauration, sur la révolution de Juillet et sur l'origine du gouvernement qui en est sorti. En la disant, aurai-je blessé le parti légitimiste? J'espère que non. Consciencieusement opposé à son principe, je sais reconnaître néanmoins ce qu'a d'honorable la fidélité avec laquelle il le sert. Le dévouement est trop rare aujourd'hui pour ne pas exciter la sympathie, même quand il s'égare. Je vois parmi les champions du droit divin beaucoup de

nobles cœurs, de hautes intelligences et de grandes situations que notre société doit appeler et non exclure, car elle en a besoin. Mais qu'ils le sachent, leurs vrais amis ne sont pas ceux qui les encouragent dans leur erreur; la contre-révolution ne réussira jamais en France; entre la France nouvelle et la légitimité d'autrefois l'incompatibilité est absolue, l'arrêt de 1830 est définitif et sans appel. C'est sur le terrain du libéralisme et non sur celui du droit divin, c'est chez nous et non chez eux que nous aspirons à les rencontrer.

II

Puisque j'ai commencé, j'achèverai ; ceci est de l'histoire. Pour l'honneur de notre temps, il faut enfin protester contre tant de jugements aussi insolents qu'absurdes qui ont cours sur les institutions fondées en 1830. Tous ceux qui les ont renversées, toutes les écoles despotiques, radicaux, socialistes, révolutionnaires de gauche et de droite, s'entendent pour discréditer un régime dont le principe était libéral. Rien de plus pitoyable, à les entendre! Cette administration bourgeoise, ce règne de l'industrialisme, ces avocats, ces bavards, ont vraiment donné un beau spectacle à l'Europe! Heureusement 1848 est venu y mettre ordre; or 1848, vous le savez, c'est « la révolution du mépris! »

Il sera peut-être permis à un homme qui disait la

vérité au gouvernement de 1830 lorsqu'il était debout, de la dire maintenant à ses adversaires. Qu'y a-t-il, en réalité, derrière leurs injures?

Ceux qui parlent avec tant de dédain des gouvernements bourgeois, ont sans doute étudié les annales du monde et savent ce qu'il en coûte quand on ne veut plus avoir que des panaches en remplacement des libertés. Les « bourgeois, » chez les Anglais et ailleurs, n'ont pas fait si mauvaise figure; et je ne vois pas que les militaires, dont j'admire plus que personne la bravoure devant l'ennemi, aient beaucoup brillé en général par le courage civil. Il y a eu de brillantes exceptions, et le général Cavaignac, pour ne citer que lui, a laissé un souvenir qui ne s'effacera point; cependant les exceptions sont des exceptions, et l'histoire ancienne comme l'histoire moderne sont loin d'établir la supériorité politique des traîneurs de sabre sur « les avocats. »

Des avocats! des bavards! voilà le grand mot. Il n'en faut pas davantage dans notre bienheureux pays. On perdait trois semaines à discuter l'adresse, c'est-à-dire à débattre la politique générale de la France! Voyez le malheur! On aurait pu la débattre en moins de temps, d'accord; reste néanmoins qu'on la discutait. Or les inconvénients, les embarras de la discussion sont ceux de tout ce qui se passe au grand jour : luttes philosophiques, luttes littéraires, luttes religieuses. Les idées font du bruit, les idées sont *bavardes ;* mais les idées font les faits.

On a beaucoup parlé aussi de l'industrialisme et de son influence sous le régime de 1830. J'ai peu de goût, je l'avoue, pour cette influence-là, quand elle est excessive. Il me paraît seulement que les préoccupations industrielles, que les opérations de Bourse, que la poursuite fiévreuse des gains rapides, n'ont pas cessé avec le régime de 1830. Il faut donc croire qu'il n'en était pas coupable. Ce tort-là m'en rappelle d'autres (celui d'être tombé, par exemple !) qu'il partage, ce me semble, avec plusieurs gouvernements.

Les institutions représentatives ont un désavantage dont on devrait leur tenir compte. Avec cet ardent soleil de publicité qui les éclaire, les moindres fautes se montrent ; rien qui n'y soit commenté, souvent dénaturé, toujours exagéré. Combien de mesures que nous approuvons sous un régime absolutiste, et que nous finirions par blâmer peut-être si elles étaient prises sous un régime libéral, tant elles y seraient analysées et critiquées, tant on excellerait à y découvrir quelque côté faible ou fâcheux ! Combien de grands ministres deviendraient petits s'ils étaient discutés ! Tout se paye ici-bas, et la liberté comme le reste.

Mais ne venez pas nous dire qu'ils sont impuissants pour le bien, ces gouvernements laborieux et calomniés ! L'Angleterre a su opérer ce qu'il y a de plus difficile en ce monde, des réformes. Émancipation des catholiques, affranchissement des esclaves, réforme parlementaire, réforme commerciale, et maintenant encore, réforme administrative, devant quoi a-t-elle

reculé? En pleine guerre, elle poursuit sa tâche. Les fautes de l'administration militaire, elle les relève, elle les grossit,... elle les corrige. Parvenir à se corriger soi-même, voilà l'œuvre par excellence, et l'Angleterre l'accomplit en dépit des difficultés que créent la presse et la tribune, elle l'accomplit par les forces que donnent la tribune et la presse.

La monarchie constitutionnelle a été moins hardie chez nous. Ce qui lui a manqué (et si près des débuts, entourée de tant d'ennemis, une telle erreur se conçoit) c'est l'énergique esprit de progrès et de réforme. Elle a trop pensé qu'il suffisait de résister au mal et de conserver le bien; on ne vit ni de résistance pure ni de conservatisme pur, il faut encore agir, marcher. On a marché, mais pas assez. Les réformes, on l'a trop oublié, sont l'antidote des révolutions. Et il y a aussi dans la vie quelque chose qui empêche la corruption, cette gangrène de tous les régimes, dont la liberté, elle, aurait dû et pu se délivrer, pour son honneur.

Le gouvernement représentatif a donc fait des fautes chez nous; j'ajoute qu'il n'a pas péri par ses fautes. Il a péri parce qu'il était, dans son principe essentiel, plus libéral que la France. Je ne sais pas s'il y avait remède à un tel mal; en tous cas, le moyen de le vaincre n'était pas de diviser le faible groupe des esprits vraiment libéraux. La cause du droit, de l'individualisme, du minimum de gouvernement, la cause du monde moderne, en un mot, n'a pas eu assez conscience d'elle-même; faute de déployer hardiment sa

propre bannière, elle a laissé ses soldats se disperser, les uns au centre, les autres sur les bancs de la gauche ou du tiers-parti.

Et maintenant que j'ai reconnu le mal, laissez-moi rappeler le bien. Ces dix-huit années ont été, à tout prendre, des années de liberté ; ce régime, qui a trop peu duré quoiqu'il ait duré plus qu'aucun autre depuis soixante ans, a su vouloir deux choses immenses et jusqu'alors inconnues : la Charte sans arrière-pensée, et l'alliance libérale avec l'Angleterre. Cette royale famille, que notre reconnaissance a suivie dans l'exil, est descendue du trône comme elle y était montée, avec une bonne conscience. Quelle dynastie a laissé derrière elle un testament qui vaille les pièces confidentielles trouvées aux Tuileries? Quel prince a pu dire en quittant le pouvoir : Je n'ai attenté aux droits de personne, j'ai respecté la constitution tout entière, j'ai tenu tous mes serments?

III

En résumé, la liberté a ses inconvénients; elle connaît les fatigues, les misères, les fautes, les périls et aussi les revers. La liberté est compagne de la lutte. Quant à moi, j'aime mieux la vie avec ses embarras que la mort avec son repos : *Malo periculosam libertatem.*

Telle n'est pas assurément l'opinion générale en

France. Notre pays qui appartient au libéralisme par sa double démonstration de 1789 et de 1830, notre pays qui a rompu sans retour avec l'ancien régime et avec le droit divin, ne souhaite guère cependant l'application complète du principe libéral : l'expérience de la monarchie représentative l'a bien prouvé.

C'est une raison pour nous d'avoir peu d'illusions et beaucoup de désintéressement philosophique ; ce n'en est pas une de fermer les yeux et de garder le silence quand notre cause est en jeu dans le monde, et quand la France, même sceptique, est entraînée à la servir. Alors il faut savoir applaudir et encourager ; alors il faut dégager la vraie question.

Nous avons combattu en Orient pour la défense du libéralisme, et la grande alliance qui a manifesté cette attitude pendant la guerre doit imprimer le même caractère à la paix. Voilà la thèse que je compte établir dans ma seconde partie.

SECONDE PARTIE.

LA GUERRE D'ORIENT.

Telle guerre, telle paix, dit-on. Examinons donc ce qu'a été la guerre, et nous serons en mesure de savoir ce que doit être la paix.

Et par ce mot j'entends moins les conditions qui ont été ou qui seront signées, que l'esprit que nous apporterons dans la phase pacifique, si elle achève réellement de s'ouvrir. On peut y entrer en connaissant le sens de ce qui a été accompli, en comprenant la nécessité de poursuivre fermement l'œuvre commencée, en persévérant plus que jamais dans ses alliances et dans sa politique ; mais on peut y entrer aussi avec le sentiment qu'on a quand on sort d'un mau-

vais pas, quand on liquide une fâcheuse affaire.

Rien d'ingrat comme l'ignorance. Les principes dont on ne s'est pas rendu compte, les vertus nées du seul hasard, se répudient aisément. Ce que les circonstances ont fait, d'autres circonstances le défont, et les amitiés d'occasion ne sauraient être solides. Les amitiés solides, ce sont celles qu'on sait fondées sur une communauté véritable de pensées, de sympathies et de convictions.

J'en conclus que puisque la paix devient probable, il est devenu nécessaire de rechercher sérieusement quelle a été la signification de la guerre.

LA GUERRE D'ORIENT.

L'ALLIANCE ANGLAISE C'EST LE LIBÉRALISME.

I

On ne doit parler que de ce qu'on sait ; je ne ferai par conséquent ni stratégie ni diplomatie (aussi bien, la situation actuelle des choses m'en dispenserait). Il n'est pas besoin, je pense, d'être tacticien ou de connaître par le menu les détails des négociations, pour avoir une opinion sur cette question immense qu'on appelle la guerre d'Orient. Il y a des principes en ce monde, et les principes sont toujours à la base de tout ; toujours au fond d'un grand événement il se trouve quelque chose d'essentiel et de général qu'un peu de réflexion met à la portée des profanes. Je crois peu, je l'avoue, aux mystères de la politique, et l'expérience m'a fait comprendre qu'on apprend d'ordinaire moins qu'on ne désapprend à perdre de vue l'aspect simple

des affaires pour en étudier les particularités techniques et pour écouter les confidences qui s'échangent à l'oreille dans les cabinets. Je n'ai rien entendu ni pu entendre, je ne sais rien ; voilà pourquoi j'espère être en état d'apercevoir et de dire ce qui a échappé peut-être aux gens mieux instruits.

Dès le premier jour, dès la première minute du conflit avec la Russie, j'ai senti que le libéralisme y était engagé, et que c'était même là son caractère fondamental. Depuis lors cette impression n'a fait que s'accroître, ou plutôt, ce qui était impression est devenu conviction. Par quel motif une pareille conviction n'était-elle pas plus générale ? Les uns sans doute se méprenaient sur la nature du libéralisme, le confondant avec le socialisme, avec le radicalisme, avec l'esprit révolutionnaire, c'est-à-dire avec ses ennemis mortels; d'autres se méprenaient sur la nature de la guerre d'Orient, y voyant ou l'amour platonique du Turc, ou au contraire des vues égoïstes et ambitieuses, ou un triomphe fatal des tendances militaires, ou une lutte contre les intérêts conservateurs défendus par la Russie. Il fallait définir le libéralisme, je l'ai fait; il fallait définir la guerre d'Orient, je vais le faire.

On m'accusera d'avoir pris le plus long pour aller en Crimée. A mon avis, ceux qui prennent le plus court n'y arrivent pas ; ce n'est pas y arriver, qu'aboutir à une simple querelle de circonstance, d'entraînement, d'honneur national, même d'équilibre européen, lorsqu'il y a une querelle de liberté.

Je ne me fais pas d'illusions, on l'a vu, sur le libéralisme de mon pays; cependant 1789 et 1830 ont passé sur nous, il s'est accompli chez nous une répudiation définitive du passé qui nous assure une position à part dans l'Europe continentale. Avec qui marchera la France? Voilà la grosse question, non-seulement pour elle, mais pour le monde entier, pour la civilisation, pour le libéralisme, et (si étrange que cela paraisse) pour la paix. Inclinera-t-elle vers l'Orient et vers la Russie, ou se tournera-t-elle vers l'Occident et vers l'Angleterre? La Russie représente un principe; l'Angleterre représente le principe opposé. Favorable ou indifférente à l'égard de la Russie, la France met en péril la sécurité et les progrès de l'univers, elle court risque de reculer elle-même sur la route où elle s'est avancée avec tant d'hésitation et de lenteur; unie à l'Angleterre, elle fait rétrograder le despotisme et la barbarie, elle sauve l'ordre, elle fortifie la liberté, elle se place dans les conditions les plus propres à sa propre éducation libérale. La science nous parle d'un équilibre stable et d'un équilibre instable; tout dépend de la position donnée au centre de gravité. Or l'équilibre est instable en Europe, tant qu'on y poursuit l'association artificielle des principes contraires; mais que la France et l'Angleterre se tendent la main, que le peuple qui a fait 89 marche à côté de celui qui a réalisé le minimum de gouvernement, et le centre de gravité européen prend sa vraie place, la force se trouve du même côté que les idées, les perturbations deviennent impossibles.

Il restait donc quelque chose de neuf à dire sur la question d'Orient. Il restait à la poser telle qu'elle est.

II

Il n'y a aujourd'hui que trois pays en Europe. Il devrait y en avoir quatre au moins. L'Allemagne devrait aussi être quelque chose, représenter quelque chose ; et par ce nom d'Allemagne je n'entends pas l'Autriche où depuis longtemps rien de vivant ne circule, j'entends la Prusse et les petits États. Par malheur, les gouvernements d'une contrée si intelligente semblent avoir subi, sous l'influence des alliances de famille et sous le coup des terreurs de 1848, une sorte de médiatisation qui les annule. L'Allemagne est devenue pour un temps comme une annexe inerte de la Russie. Cela ne peut durer, j'en suis convaincu ; surtout cela ne peut conduire jusqu'à l'adoption active d'une alliance russe. Il n'eût pas fallu moins qu'une agression impolitique de la part des puissances occidentales, pour donner à cette alliance impossible les apparences d'une question d'honneur national. Or comme je ne pense pas que l'Angleterre et la France, qui n'ont guère commis de fautes dans tout ceci, eussent consenti à en commettre une aussi énorme, il me paraîtrait injuste de supposer en aucun cas une Allemagne russe ; parlons d'une Allemagne annulée. Je répète le mot, le seul qui rende, selon moi, la situation.

En attendant que nous ayons une Allemagne et que la puissance des affinités intimes en fasse un des membres essentiels de la famille occidentale, la France demeure entre deux pays, entre deux alliances, entre deux politiques. Ici la Russie, là l'Angleterre ; il faut choisir.

Qu'est-ce que la Russie?

Je désire éviter toute exagération malveillante; j'y aurai d'autant moins de peine que je connais des Russes dont le caractère excite vivement ma sympathie. Je ne conteste pas certaines qualités attachantes qui distinguent la nation en général. La guerre actuelle a mis ces qualités en saillie : une douceur gracieuse chez le peuple, une espèce de dévotion qui n'est pas de la piété puisqu'elle ne réforme aucun vice, mais qui toutefois est du dévouement religieux, une bravoure réelle chez les soldats, une courtoisie de bon goût chez les officiers, tout cela forme, en dépit de quelques épisodes sauvages (celui de Hango, par exemple), un ensemble qui ne manque pas de charme. Le général Mouravieff en particulier s'est honoré et a honoré sa patrie par la générosité chevaleresque dont sont empreints plusieurs articles de la capitulation de Kars.

Je ne viens point, on le voit, injurier la Russie. Je suis même prêt à confesser qu'elle a sa place nécessaire en Europe, et que cette place doit rester grande. Ceux qui rêvent l'anéantissement de la Russie sont des révolutionnaires ou des fous. Quant à moi, bien que je déteste un drapeau qui a été, qui est et qui sera long-

temps sans doute celui de l'ennemi, bien que je sache que c'est le drapeau de la réaction contre toute liberté et contre tout progrès, je déteste beaucoup plus encore les injustices, les violences, les ambitions et les tyrannies que ferait naître un remaniement de la carte d'Europe.

Cela posé, je peux exprimer ma pensée sans craindre qu'on la dénature. Oui, il existe un État dont le principe avoué est la négation directe, absolue, de ce généreux libéralisme dont j'ai tenté d'esquisser le portrait, un État qui s'est donné la mission de fouler aux pieds l'individualisme et le droit, un État qui est l'incarnation vivante du maximum de gouvernement. Et cet État est aussi, bien entendu, l'incarnation de la force brutale, de l'ambition, de la guerre ; qui dit despotisme pur, dit tout cela.

Cherchez une liberté en Russie, cherchez-y un droit quelconque, une garantie quelconque de la dignité, de la personnalité humaine, vous ne les trouverez pas. La confusion des deux domaines y est aussi complète qu'au moyen âge ; seulement elle s'est opérée en sens inverse : l'empereur y est presque pape, tandis que chez nous le pape était presque empereur. Or, cette forme moscovite du despotisme spirituel est assurément la plus grossière des deux, celle qui anéantit le plus effrontément la conscience.

La conscience ! On sait de quelle façon elle est traitée par le gouvernement russe ! Ce qui s'est passé chez les catholiques de la Pologne et chez les pro-

testants des provinces baltiques est fort instructif à cet égard. L'Église grecque a seule le droit de faire des prosélytes, et tous les moyens sont bons pour cela. Quant aux autres Églises, il leur est interdit sous les peines les plus sévères de propager leurs croyances, c'est-à-dire de remplir le premier de leurs devoirs. Les enfants d'un orthodoxe sont orthodoxes ; ils sont tenus de l'être, et toutes les convictions du monde n'y changeraient rien. Il est bien question de convictions sous un pareil régime !

L'esclavage personnel y règne ; et ce n'est pas comme ailleurs un déplorable legs des temps anciens, c'est une création moderne qui n'a pas encore trois siècles de durée. A mesure que l'autocratie actuelle s'est fondée, elle a réduit en servitude la très-grande majorité de la population. Les deux faits ont été contemporains et connexes. Maintenant, que les derniers czars aient travaillé à abolir le servage, que des plans d'émancipation aient été débattus, qu'un certain nombre de seigneurs aient pu y donner les mains, je suis loin de le nier. Je crois aux bonnes intentions, mais je crois aussi à la puissance des mauvais principes. Autant l'émancipation a été facile en Esthonie, en Livonie et en Courlande, où elle a porté ces fruits admirables de relèvement et de progrès que produit toujours la liberté, autant elle serait difficile dans les gouvernements russes. Là, rien n'est préparé, la liberté ferait tache au sein d'une société radicalement servile. On continuera donc à y parler de l'affranchis-

sement général des serfs, on enverra des récits fabuleux à nos journaux; quant à une mesure réelle, il est probable que nous l'attendrons longtemps. Longtemps les paysans continueront à subir ces misères immenses, cette dégradation et ces iniquités sans nom dont la littérature russe nous donnait naguère une idée. N'est-il pas remarquable que l'abolition du servage ne se soit accomplie qu'après la retraite des Russes, dans les principautés danubiennes? Tant qu'ils étaient là, semble-t-il, quelque chose faisait obstacle à toute décision libérale.

Une nation où personne n'a le droit ni de croire selon sa conscience, ni de pratiquer ce qu'il croit, où personne ne peut ni parler, ni imprimer, ni voyager qu'autant que cela convient au gouvernement, où presque tous sont privés de la faculté de posséder et sont au contraire possédés eux-mêmes, où un arbitraire sans limites menace incessamment de briser les liens de famille, où le service militaire les brise en effet, où l'armée prend et ne rend pas, une telle nation n'est pas seulement privée de libéralisme, elle est constituée contre la liberté.

Aussi l'ordre véritable, ce compagnon inséparable de la liberté, ne saurait-il y exister. Qui tue le droit d'autrui, tue aussi le sien : le droit, ce saint fondement de tout ce qui dure, de tout ce qui est digne de durer! La Russie est donc un État anarchique. Ses sanglantes révolutions de palais rappellent les temps néfastes des Césars de Rome et des enchères préto-

riennes. Son administration est vénale, ses tribunaux rendent des services et non des arrêts, des services bien payés, et payés par tout le monde. Point de justice pour le pauvre, point de punition pour l'homme puissant, des lois sans autorité, un espionnage sans frein, et en fin de compte les commissions spéciales, les arrêts directs de l'empereur, le meurtre hypocrite du knout, la Sibérie et les mines, les mines où une volonté sans contrôle et sans appel ensevelit des existences destinées à s'y éteindre, où la mort ne fait pas de bruit. Nos bastilles et nos prisons d'État ont été perfectionnées dans l'Oural!

Voilà la Russie, à la fois barbare et raffinée, grossière et corrompue, despote à la manière de l'Orient, mais n'oubliant jamais que l'Occident la regarde. De là quelque chose de faux qui rappelle le Bas-Empire. C'est un des plus sinistres naufrages de la conscience humaine.

Considérons, en effet, la diplomatie russe depuis l'origine des complications qui troublent aujourd'hui l'Europe. Suivez cette marche tortueuse, que rend plus significative encore la loyauté personnelle de l'empereur Nicolas. En vain l'homme est sincère, le système ne peut l'être; l'autocratie ambitieuse ne peut avouer ses vraies pensées, ses plans ne sont pas de ceux qui s'étalent en plein soleil. On se souvient des offres de partage destinées à séduire ou l'Angleterre ou la France; on n'a pas oublié les dénégations qui suivirent, puis la répudiation expresse des pensées

d'agression et de conquêtes en Orient, puis la proclamation officielle de ces mêmes pensées d'agression et de conquêtes. Ce que le père avait nié, le fils l'affirme; il rappelle avec éclat, dans sa proclamation d'avénement, les plans de Pierre Ier, de Catherine et de leurs successeurs! Que dire des conférences de Vienne? Une première fois le bon sens de la Turquie signale le piége caché sous une rédaction ambiguë, et M. de Nesselrode se charge bientôt de nous apprendre lui-même ce que la Russie entend par l'acceptation « des principes. » Elle accepte les principes, sauf à dénier les conséquences. Aussi a-t-on toujours eu, quand on discutait avec elle, de ces moments d'illusion où il semblait que tout était convenu, moments généralement suivis de ceux où l'on découvrait que rien n'était admis. La Russie consentait aux bases pour contenter l'Allemagne; elle repoussait l'application pour réaliser sa propre pensée.

Les manœuvres de 1854 à Vienne, n'ont pu, j'espère, se renouveler en 1856 à Saint-Pétersbourg; les puissances occidentales avaient acquis de l'expérience, et l'anxiété de l'Europe n'admettait plus de tergiversations. Si la paix s'achève, ainsi qu'on doit maintenant le croire, elle offrira à la Russie une occasion unique d'entreprendre une vaste réforme intérieure. Puisse-t-elle l'accomplir! Ceci, on en conviendra, n'est pas le souhait d'un ennemi. Ennemi de la Russie telle qu'elle est, je ne le serais certes pas de la Russie telle que la désire sans doute l'âme généreuse de son

jeune empereur. J'ai déjà dit mes doutes quant au succès, un principe despotique aussi profondément enraciné ne s'extirpe pas en un jour. Il serait beau de le tenter cependant, et glorieux d'y réussir, glorieux même d'y succomber.

En attendant, la Russie est identifiée à l'absolutisme; toutes les grandeurs qu'il peut conférer, elle les possède; toutes les corruptions qu'il peut engendrer, elle les subit. Où il ne reste debout ni un droit, ni une liberté, où l'individualité est inconnue, où personne ne se possède soi-même (les maîtres pas plus que les serfs), où chacun reçoit d'en haut le mot d'ordre, en fait de croyance, en fait d'opinion, en fait d'éducation, en fait de carrière, où les consciences en un mot ont cédé la place aux consignes, on obtient l'unité que donnent les consignes, non la dignité, la droiture et la vraie force que donnent les consciences.

Et maintenant, qu'est-ce que l'Angleterre?

Il serait impossible de découvrir ou même d'imaginer un contraste plus complet que celui de l'Angleterre et de la Russie. Les qualités aimables qui distinguent le peuple russe sont précisément celles qui manquent un peu au peuple anglais, et je suis loin de l'en féliciter : la raideur et l'orgueil n'ont jamais été des vertus.

On voit que mon inclination pour les Anglais ne ressemble pas à l'engouement. Et, à vrai dire, quand il s'agit d'eux, l'engouement n'est guère possible; toujours l'attachement qu'ils inspirent sera le

résultat de l'estime plutôt que celui de l'entraînement.

Pourquoi dissimuler les misères réelles de l'Angleterre, cette prédominance excessive de l'esprit industriel et mercantile, ces contrastes de luxe inouï et d'indigence absolue, ces abîmes d'ignorance et d'abjection où croupissent certaines parties de la population, ces abus du patronage, ces dotations monstrueuses de l'anglicanisme, ces amusements cruels, cette grossièreté qui éclate trop souvent encore autour des hustings ? Les amis de l'Angleterre ne cacheront pas ses taches; ils ne le pourraient pas d'ailleurs, car elle-même les étale. Avec cette ardente publicité qui découvre tout, raconte tout et exagère tout, avec cette immense enquête constamment ouverte d'un bout à l'autre du pays, on est toujours sûr de savoir le mal qu'il y a en Angleterre, autant qu'il y en a et même plus qu'il n'y en a.

Mais laissez faire l'individualisme appuyé sur l'Évangile ; il résoudra les questions sociales, les questions politiques et les questions d'Église ; il sondera et guérira les plaies les plus envenimées du paupérisme, il relèvera les classes abaissées, il achèvera la réforme commencée des mœurs électorales, il se portera résolûment partout où apparaissent la souffrance et le péril ; Hercule nettoiera les étables d'Augias. Il y a moins loin du mal actuel au remède prochain, qu'il n'y avait du jour où l'abolition de la traite et de l'esclavage était entreprise, en dépit des moqueries des uns et de l'indignation des autres, à celui où Wilberforce, saluant les

premiers rayons du soleil qui doraient les vitraux de Westminster, pouvait enfin annoncer, au milieu des applaudissements unanimes, que le soleil de la liberté allait se lever aussi sur trois cent mille esclaves.

L'individualisme chrétien a fait cela : c'est lui qui a fait voter à cette nation « mercantile » le milliard de l'affranchissement; c'est lui qui a conquis pour les classes pauvres la suppression du système protecteur ; c'est lui qui a fondé les églises indépendantes, soutenues par des subsides volontaires, et qui renferment aujourd'hui la majorité du peuple anglais ; c'est lui qui a créé ces sociétés missionnaires et ces sociétés bibliques, vieilles à peine d'un demi-siècle, et couvrant déjà le monde de leurs travaux ; c'est lui qui a traduit l'Écriture sainte en cent cinquante langues et qui en a répandu plus de trente millions d'exemplaires ; c'est lui qui recueille cent millions chaque année pour les œuvres de charité et de foi ; c'est lui qui a des églises sans le gouvernement, des écoles sans le gouvernement, des missions sans le gouvernement, des institutions agricoles et scientifiques sans le gouvernement ; c'est lui qui a assuré à tous la liberté religieuse et qui permet aux catholiques de bâtir tant qu'ils veulent dans les trois royaumes leurs églises et leurs couvénts ; c'est lui qui a emporté successivement la liberté du commerce, la liberté du parlement, la liberté de la navigation ; c'est lui qui distribue hardiment des chartes à toutes les colonies, et qui les appelle à vivre de leur propre vie, à décider de leurs propres destinées.

Quelle nation représente ici-bas comme l'Angleterre le déploiement énergique de l'individu? La voix catholique du comte de Montalembert ne lui rendait-elle pas l'autre jour encore un témoignage qui ne sera pas suspect? L'Angleterre chrétienne a vu les souffrances de certaines classes, les immondes logis de certains quartiers, l'abandon moral de certaines catégories d'enfants ; elle s'est dit : il faut que cela change. Et aussitôt elle s'est mise à l'œuvre. Les missionnaires de la cité de Londres ont pénétré, au péril de leur vie, dans les bouges les plus mal famés ; les écoles déguenillées ont surgi ; les écoles du dimanche ont trouvé leurs cinquante mille directeurs gratuits et volontaires; des sociétés puissantes se sont formées pour l'amélioration du sort des ouvriers, et ont obtenu du parlement le bill des petits logements. Déjà les principaux scandales des locations en garni sont attaqués dans leur racine; déjà des maisons modèles sont bâties, maisons qui n'ont rien de la caserne ou du phalanstère, et où l'isolement précieux de la vie de famille, le principe fondamental de la société britannique, est soigneusement garanti ; déjà s'ouvrent, toujours par souscription, des colléges destinés aux ouvriers adultes. Je n'en finirais pas, si je voulais tout énumérer ou seulement tout indiquer : les dévouements libres ont-ils jamais fait défaut à l'œuvre immense de l'évangélisation? N'ont-ils pas abondé dès qu'on a connu en Angleterre l'état des hôpitaux militaires de Constantinople et de Crimée? Sans la résistance de

sir Sydney Herbert et d'autres puséistes alors au pouvoir, ces dévouements n'auraient-ils pas eu un caractère bien plus général encore et plus spontané?

La Grande-Bretagne a certainement devant elle plusieurs crises périlleuses à traverser ; mais elle les traversera, pareille à ces nobles vaisseaux dont la proue ne plonge et ne disparaît un moment dans le gouffre entr'ouvert que pour se redresser victorieuse.—L'aristocratie anglaise est battue en brèche ; elle a perdu le gouvernement de la chambre des communes en perdant les bourgs-pourris; elle perdra le monopole des grades militaires; elle perdra les hautes positions cléricales le jour où la religion d'État aura succombé. Qu'importe ! Les hautes classes sauront bien se passer de ces priviléges et accueillir la bonne démocratie en écartant la mauvaise. La bonne est celle qui ouvrira toutes les carrières à tout le monde ; la mauvaise est celle qui poserait le principe despotique de la souveraineté du nombre ou de la souveraineté du but.

Celle-là cherche bien à faire son chemin en Angleterre, et il est devenu nécessaire de la surveiller avec soin. On la surveillera, on lui résistera, soyez-en certains. Si les populations industrielles, si les grandes villes sont parfois entraînées, les saines et énergiques populations de la campagne tiendront bon. Là est et a toujours été le centre de la vie et des forces du pays. La *gentry*, cette aristocratie foncière accessible à tous, continuera son œuvre admirable de libéralisme con-

servateur. Appuyée sur les paysans dont aucune crise, aucune révolution n'est parvenue à la séparer, forte de la liberté qu'elle a créée autour d'elle, elle défiera la démagogie comme elle défiait autrefois les Stuarts. On ne renverse pas aisément une aristocratie sans priviléges, une aristocratie qui n'avait plus de serfs à l'époque où l'Europe entière en était couverte, une aristocratie qui a pris l'initiative de toutes les réformes populaires, qui se recrute incessamment dans le peuple, qui s'associe à ses sentiments, qui vit de sa vie, qui tient véritablement la tête de la civilisation et du progrès. Quelle classe a accepté les sacrifices qu'entraînait la transformation du régime commercial et agricole? quelle classe supporte à l'heure qu'il est, par un acte de sa propre volonté, le poids énorme de l'*income-tax*, destiné à payer la guerre sans surcharger l'avenir? La classe des propriétaires. Quand on a su agir ainsi, on peut accueillir hardiment ce qu'il y a de vrai dans le mouvement démocratique, et repousser ce qu'il renferme de faux. Les nivellements de l'absolutisme radical ne sont pas à craindre, tant qu'il y a des individus et des consciences, tant que le droit regarde en face les majorités, tant qu'un homme peut prévaloir contre une foule ; et c'est ce qui se passe en Angleterre. Laissez-nous une seule aristocratie, celle des convictions, et tout ira bien.

Ce que je redoute pour l'Angleterre, c'est moins la violence des partis révolutionnaires, que les doctrines serviles qu'ils s'efforcent de mettre en circulation.

D'un côté on tourne en ridicule les institutions nationales, en recommandant pour la conduite de la diplomatie ou de la guerre les silencieuses allures des Russes et des Autrichiens; de l'autre côté, on pousse à la centralisation, à la bureaucratie, à l'augmentation du nombre des emplois, au développement excessif de l'armée permanente. L'éloge enthousiaste des États absolus s'est déjà glissé dans quelques journaux anglais, le *self-government* a été attaqué, notamment dans les questions d'écoles. — Que nos alliés y prennent garde! Ils ne seraient plus l'Angleterre et ne seraient pas la France, s'ils se donnaient une organisation universitaire, beaucoup de pompons et d'épaulettes, une légion de fonctionnaires salariés. C'est de ce côté qu'on attaque chez eux la forteresse de l'individualisme. Et je ne parle pas d'une agression moins apparente mais plus dangereuse, de celle qui s'en prend aux âmes et dont les tendances catholiques de la *haute Église* sont la principale manifestation. Là aussi la résistance est énergique, et l'école du docteur Pusey, qui n'a pu entamer la nation proprement dite, doit savoir à l'heure qu'il est que son succès est impossible.

On a souvent prédit la ruine prochaine de l'Angleterre et de ses institutions libérales. Les prophètes de malheur ont eu tort jusqu'ici, et j'ai la confiance qu'il en sera de même à l'avenir. Jugez du deuil qui se répandrait par le monde entier (oui, chez ceux mêmes qui déclament en aveugles contre les Anglais), si un jour il venait à sombrer ce grand pays, si elle venait à

se taire cette voix qui seule a retenti pour la consolation de l'humanité aux tristes époques de mutisme universel, si ce parlement où les protestations de la liberté ont toujours pénétré, où le droit a toujours eu son jour, où la conscience générale a toujours trouvé des organes, si ce vieux monument de la liberté s'écroulait!

Il n'en sera rien. Le bruit peut être immense, les menaces effrayantes, les rassemblements formidables; mais l'antique rempart est solide, celui qu'ont élevé en commun l'Évangile, le droit et l'individu, le rempart du libéralisme. Nation étonnante, qui semble être incessamment à la veille d'une révolution, tant elle fait de tapage, tant elle a de journaux et de meetings et de ligues et de démonstrations publiques ; et qui ne fait jamais de révolutions parce qu'elle fait à temps les réformes! On dirait une chaudière dont la soupape serait levée et qui paraîtrait prête à sauter ; elle ne sautera pas cependant, parce qu'elle a une soupape.

Entendons-nous bien : les institutions et les mœurs libérales de l'Angleterre ne renferment aucunement la panacée miraculeuse qui guérirait tous les maux. Il est des questions qu'elles ne résoudront pas, par le simple motif qu'elles sont insolubles. L'Angleterre ne supprimera pas plus la distinction des pauvres et des riches, que celle des laborieux et des fainéants, des économes et des dissipateurs. Je vais plus loin, personne n'empêchera jamais qu'il n'y ait ici-bas un certain nombre de fortunes scandaleuses et d'infortunes imméritées ; personne ne fera jamais que les secours

soient dans tous les cas proportionnés aux besoins. Les systèmes qui promettent cela mentent ; ils trompent les classes ouvrières en attendant l'heure de les ruiner.

J'oubliais, il est vrai, que l'Angleterre trompe aussi, que c'est une puissance essentiellement machiavélique, que son libéralisme n'est qu'un piége abominable ! Si elle accomplit de grandes et belles choses, c'est afin d'éblouir et de perdre les autres nations !

Quand j'entends proférer cette accusation si commode, quand j'entends les gens qui aiment chez nous les abus et qui en vivent s'indigner si vertueusement contre ceux qui ont eu la perfidie de les supprimer chez nos voisins, je me demande jusqu'à quel point il est permis de prendre de telles vertus au sérieux. Et je me pose aussi une autre question : Comment se fait-il que les âmes généreuses, que le parti du progrès aient en Angleterre le monopole de ce profond machiavélisme ? D'où vient que le parti tory ait invariablement combattu ces habiles mesures destinées à immoler tous les autres peuples à la prospérité des Anglais ?

Le fait est que les libertés « égoïstes » qu'on nous dénonce ont toutes été enlevées après une longue résistance, enlevées malgré la protestation prolongée des intérêts matériels, enlevées par les libéraux contre les rétrogrades. Où l'on a été bien peu perspicace en Angleterre, ou l'on y a poussé la dissimulation par delà les limites connues. O profondeur !

Lorsque Buxton, Wilberforce et leurs amis attaquaient la traite des noirs, ils songeaient au fond à humilier toutes les marines au moyen du droit de visite! Lorsqu'ils réclamaient l'affranchissement des esclaves anglais, ils avaient calculé qu'ils pourraient ainsi ruiner la France, le Brésil, l'Espagne, les Etats-Unis! Lorsque l'on poursuivait au sein du parlement l'émancipation des catholiques, on avait bien prévu que cela donnerait de l'embarras aux pays dont l'organisation a pour base l'intolérance religieuse! Lorsque sir Robert Peel sacrifiait sa carrière pour établir la liberté du commerce, il avait deviné que le reste de l'Europe serait entraîné à en faire autant, et que le reste de l'Europe y périrait! Lorsque l'abolition des lois de navigation était accomplie, on se proposait de mettre en péril la sécurité des marines rivales!

Cruelle comédie, il faut en convenir, et dont on ne supporterait pas le spectacle si l'on n'avait, pour soulager son cœur, la vue édifiante des efforts désespérés qu'ont opposés à chacune de ces réformes les partis qu'on ne croit pas d'ordinaire fort soucieux de libéralisme et les intérêts qu'on suppose (à tort sans doute) peu enclins au respect exagéré de la morale!

Trève de plaisanterie. — L'Angleterre a été maintes fois égoïste; mais elle l'a été contre le libéralisme et non par lui, contre ses institutions et non par elles. Qui bat en brêche ce reste de tyrannie religieuse, l'exclusion des israélites du parlement? Qui pousse à délaisser pour toujours ce reste de tyrannie maritime,

la négation du droit des neutres? Qui a flétri les infamies de la conquête des Indes et la guerre odieuse de l'opium? qui a parlé du machiavélisme anglais? qui nous en a appris ce que nous en savons? Les mêmes hommes qui ont emporté successivement tant de réformes, et qui ne sont pas au bout de leur tâche. En eux se personnifie l'esprit libre et chrétien qui est le génie de l'Angleterre.

L'Angleterre, c'est le *self-government*, ou, si vous aimez mieux, le minimum de gouvernement; c'est le noble régime des convictions personnelles, des efforts spontanés, de la réforme sortant des entrailles mêmes de la société et non des bureaux d'un ministère; c'est la presse aux mains des mauvais et la presse aux mains des bons, les idées combattant les idées; c'est la vérité ayant foi en elle-même, se sentant de force à supporter le grand jour, et sachant en effet parler plus haut, imprimer plus de livres, tenir plus de meetings, exercer plus d'influence que ses adversaires; c'est l'effort incessant pour élever le niveau, en Angleterre et dans ses colonies, chez les Européens et chez les Indiens et chez les noirs. Voilà des grandeurs qui valent, je pense, celles de la Russie, et qui sont d'une tout autre nature. J'ai pu les peindre sans toucher même aux questions de prospérité et de richesse. Cependant la prospérité est aussi un bienfait du libéralisme, et je ne suis pas de ceux qui la dédaignent, pourvu qu'elle marche avec le développement, non avec l'écrasement de l'homme moral.

Telle est l'Angleterre; telle est la Russie. — Entre ces deux principes merveilleusement incarnés dans ces deux nations, la France a eu à choisir.

Et qu'on ne vienne pas nous dire : les alliances se fondent sur des intérêts, elles ne se fondent pas sur des principes! Cela n'est pas, pour la gloire du genre humain. Quoi qu'on fasse, les principes finissent toujours par prévaloir. Les principes ne sont pas seulement plus nobles, ils sont plus forts que les intérêts; ils sont les premiers des intérêts.

Il y a plus : dans le moment actuel, dans la lutte actuelle, les principes sont en évidence, comme ils ne l'ont peut-être jamais été. A ne considérer qu'un étroit égoïsme national, l'alliance russe devait être préférée par la Grande-Bretagne et par nous. Au lieu de dépenser des milliards sans gagner un pouce de terrain, la puissance qui aurait accueilli les offres de partage présentées par l'empereur Nicolas aurait pu se voir en mesure de gagner beaucoup de terrain sans dépenser des milliards. A ne considérer que l'intérêt de l'Angleterre (dont on parle tant), il valait mieux sans doute mettre la main sur l'Égypte que d'occuper et d'évacuer Balaklava, il valait mieux laisser vivre les flottes assez peu vaillantes de la Russie que de provoquer l'accroissement des nôtres. Cela a été évident dès la première heure, et dès la première heure on n'a pas hésité, tant il est vrai que les questions de principe dominent de bien haut toutes les questions d'intérêt.

III

Mais comment dominent les questions de principe? Est-ce qu'on s'en rend un compte précis et distinct? Est-il probable, par exemple, que la France aujourd'hui ait rompu avec la Russie et resserré son alliance avec l'Angleterre dans le but exprès de défendre la cause menacée du libéralisme? Il serait insensé de le soutenir. Mais à défaut d'opinions conscientes, il circule ici-bas de puissants instincts dont l'influence, à l'heure des grandes crises, s'exerce énergiquement sur la politique des peuples. La haine de la servitude complète, systématique, telle que la représente la Russie, est un de ces instincts. Si peu libérale soit-elle, la France ne voit pas sans une répugnance invincible les progrès d'un pareil esprit, d'un pareil régime. Elle sent là une menace pour la civilisation et pour les conquêtes de 89.

Or la France ne se trompe pas. Cherchez une autre explication suffisante de ce fait immense, de cette révolution européenne qu'on nomme l'alliance anglo-française; vous ne la trouverez pas. L'alliance de l'Angleterre et de la France est si bien au fond des choses, à la base de la situation générale, elle exprime si bien un principe, qu'elle s'impose tour à tour à tous les gouvernements; oui, même à ceux qui ne la veulent pas, et nous ne paraissions guère la vouloir au

moment où les chances d'une descente française en Angleterre occupaient presque seules la presse et la tribune de l'autre côté du détroit. N'importe, il y a aujourd'hui dans notre vieux monde un rapprochement nécessaire et un antagonisme fondamental. Lorsque la monarchie de 1830 proclamait l'union étroite avec l'Angleterre, lorsqu'elle signait la quadruple alliance, c'est-à-dire la confédération anglo-française de l'Occident, lorsqu'elle y persistait en dépit des attaques d'une opposition bien peu clairvoyante, convenez-en, lorsque nous, les partisans de sa politique, nous nous faisions tuer sur la brèche électorale plutôt que d'abandonner cet article de foi, essentiel à nos yeux; lorsque nous déplorions, pour cela même, la faute capitale des mariages espagnols, nous avions conscience de poursuivre la réalisation de la plus belle idée, du plus magnifique progrès que les temps modernes aient amené, nous nous sentions en plein dans le vrai courant du libéralisme. Nous savions alors ce que nous faisions en posant l'alliance anglaise comme la pierre angulaire; nous savions qu'elle signifiait liberté, et nous savions qu'elle signifiait aussi conservation; nous savions qu'elle signifiait résistance à une autre alliance à la fois rétrograde et perturbatrice, condamnée à la guerre et à la contre-révolution.

Ce que je pensais à cette époque je le pense encore aujourd'hui; plus je suis resté attaché au souvenir de la monarchie constitutionnelle, moins je me sens libre

de tourner le dos à nos maximes d'alors. Et qui donc aurait la vue assez courte pour ne pas apercevoir ce prodigieux changement qui remplace des haines séculaires par une cordiale intimité? La constitution politique du monde en a été transformée, l'ancien équilibre est aux abois; un nouvel équilibre, qui ne subordonne plus les principes aux intérêts, oppose en même temps aux prétentions absolutistes et aux passions démagogiques une barrière infranchissable. Y a-t-il des âmes libérales qui trouvent moyen de ne pas s'en réjouir? Il faut bien le croire, puisque cela est. Quant à moi, j'applaudis sans arrière-pensée à la mort prochaine du patriotisme étroit, et en particulier des préventions inintelligentes contre « la perfide Albion. » Nous n'en sommes point encore là ; mais nous y viendrons, j'espère. C'est quelque chose déjà d'avoir combattu côte à côte sur terre et sur mer, d'avoir souffert ensemble, vaincu ensemble, d'avoir obéi à des chefs communs, d'avoir pratiqué la noble confraternité des armes, la noble rivalité du courage, d'avoir appris à se connaître sur le champ de bataille et à s'estimer réciproquement; c'est quelque chose d'avoir attaqué ensemble la tour Malakoff le jour de l'anniversaire de Waterloo.

Si certains libéraux s'obstinent à ne pas comprendre cela, soyez sûr que tous les absolutistes le comprennent. Je n'en veux pour preuve que l'unanimité avec laquelle, d'un bout de l'Europe à l'autre, ils insultent et déchirent l'Angleterre. Ils voient, eux, que les deux

principes sont en présence, le principe russe et le principe anglais. Ils savent que ceci n'est pas un conflit ordinaire, mais la rencontre dès longtemps prévue de l'Orient despotique et de l'Occident libéral.

Pourquoi le parti absolutiste est-il si nombreux? Pourquoi semble-t-il avoir recruté tant d'hommes qui devraient marcher sous une autre bannière? Pourquoi tant d'hommes éclairés et généreux, qui ne partagent pas au fond les sentiments de ce parti, jouent-ils momentanément son jeu et suivent-ils son mot d'ordre. Il vaut la peine de s'en informer.

1848 explique tout cela; je ne dis point qu'il le justifie. Quand je considère le vaste progrès des sympathies russes en Europe, quand je rencontre ces conservateurs transformés presque en légitimistes et en contre-révolutionnaires, mon premier sentiment est la surprise sans doute, et une surprise douloureuse, mais le second est un retour vers la cause essentielle d'un semblable revirement. La cause, c'est la révolution de février. Je le dis à la décharge de ceux qui, mal affermis dans leur foi libérale, l'ont répudiée alors: on peut comprendre qu'ils soient devenus incrédules à la liberté.

1848 a poignardé la liberté, et ce n'est pas le moindre de mes griefs contre lui. En présence de cette révolution sans motif, bien des gens se sont dit et devaient se dire : « Le libéralisme est jugé, la liberté régulière est impossible chez nous, la France vient de ruiner sa dernière espérance de vie constitutionnelle;

jamais elle n'aura de chances meilleures que celles de 1830, jamais elle ne rencontrera de conditions plus propres à assurer son succès. Légalité scrupuleuse, respect de la Charte, tout y était; les fautes n'ont été que ce qu'elles seront toujours dans un gouvernement. Donc il est prouvé que chez nous la liberté politique est impraticable, qu'elle est morte et bien morte. Nous ne supporterons jamais un régime parlementaire, un régime de tribune et de journaux, puisque nous ne l'avons pas supporté. Nos tendances sont ailleurs, notre destinée est ailleurs. Pourquoi nous obstiner aux illusions et aux chimères? La vraie question se pose entre le despotisme monarchique et le despotisme socialiste; or, nous préférons de beaucoup le premier au second. Avant tout il faut vivre, et pour être sûr de vivre ce n'est pas trop de réunir toutes les forces de résistance dont dispose la société. La grande coalition désormais, ce sera celle des propriétaires contre les partageux, des royalistes contre les républicains, des conservateurs contre les niveleurs. »

De là à se ranger du côté de la Russie il n'y avait pas loin. La Russie, après 1848, a eu devant elle et a résolûment saisi une occasion de conquêtes morales qui dépassaient de beaucoup en importance les conquêtes matérielles, et qui d'ailleurs semblaient devoir les préparer. Le czar se posa en maître de l'Europe centrale, en pacificateur suprême. La résistance au mouvement de 1848 se personnifia en lui et triompha par lui. De ce jour il devint le chef d'un parti

immense, et il y eut des Russes dans tous les pays.

Je n'examine pas ce qui domina à cette époque dans la conduite de la Russie : le désintéressement, ou l'habileté. Je ne trouve pas mauvais que le désintéressement soit habile. Le fait est que Nicolas aurait peut-être pu rester en Hongrie, et qu'il ne l'a pas fait; essayer l'occupation de Constantinople, et qu'il ne l'a pas voulu.

L'effet fut considérable. Le parti de la résistance crut voir que son drapeau était déployé, il salua son chef, et il lui est resté fidèle. Quand je dis le parti de la résistance, j'entends celui qui sacrifie tout à cette seule considération, qui trouve que tout est bon pour atteindre ce but, celui qui désormais applaudit à toute répression, qui se défie de toute liberté, celui qui au fond, et quelles que soient les précautions du langage ou les inconséquences de la pensée, n'a plus d'autre article de foi que le recours à la force, la haine des institutions anglaises et des principes de 1830. Cette haine prend des formes diverses : les uns sont contents pourvu qu'on impose silence aux bavards, les autres tournent leurs regards vers l'ancien régime et le droit divin ; mais les uns et les autres sont pleins d'estime pour la Russie, de défiance pour l'Angleterre. Ceux même qui ont admis jusqu'à un certain point la légitimité de la guerre, l'ont considérée comme un fait anormal; amis de l'ordre, il leur répugne de combattre trop longtemps une puissance dont la mission est de faire de l'ordre aussi; il leur répugne de marcher trop

longtemps unis à une puissance qui fait du désordre, en fin de compte, puisqu'elle persiste à faire de la liberté.

Tel est aujourd'hui le parti de la résistance, avec ses opinions communes et ses divisions intérieures. Il a en lui bien des hommes qui valent mieux que lui, et qui sont dignes de comprendre les vraies conditions de la résistance, seule digne de ce nom. C'est à eux que j'ai éprouvé le besoin de m'adresser.

Je conçois l'entraînement auquel ils ont cédé. Les nécessités de l'ordre sont bien les premières, j'en conviens ; avant tout, il faut que je sois sûr de n'être ni tué ni pillé. Entre les deux formes du despotisme, il est bien permis de préférer la moins brutale. L'absolutisme laisse à la conscience individuelle quelques chances, le socialisme ne lui en laisse aucune, il est la tyrannie amenée à sa perfection. Encore n'est-ce pas du socialisme seulement qu'il a été question, c'est du communisme, de la curée proprement dite. Je vais plus loin, au lieu de partager les illusions des hommes qui s'imaginent que le péril est passé, je suis convaincu qu'il est toujours là ; les convoitises sont les mêmes, et les doctrines n'ont pas changé.

Je ne conteste donc rien, rien que l'étrange remède qu'on prétend opposer à un si grand mal. Je ne suis pas du tout homœopathe en politique, je ne crois pas à l'application de la maxime : *Similia similibus curantur.* Résister au despotisme par le despotisme, opposer la Russie au socialisme et à l'esprit de révolution, repousser l'école qui nie le droit, qui supprime

l'individu, qui établit le maximum de gouvernement, en niant comme elle le droit, en supprimant comme elle l'individu, en établissant comme elle le maximum de gouvernement, c'est adopter, selon moi, la méthode la plus insensée. Réprimez le désordre, c'est bien; le système libéral débute aussi par là. Mais il prétend faire plus, il veut tarir la source du désordre, et pour cela il fonde l'ordre sur la liberté.

Demandez vous dans quel pays le socialisme s'établirait le plus aisément : en Russie ou en Angleterre? — En Russie, tout est préparé pour lui : le sol est nivelé, la personnalité humaine, ce grand obstacle, a été ruinée dans tout ce qui la constitue, croyances, propriété, famille, indépendance personnelle. En Angleterre, au contraire, le radicalisme est impossible, parce qu'il y a des hommes.

Avoir des hommes, et dans ce but avoir des convictions, provoquer le déploiement des actions spontanées, développer le sentiment des responsabilités, poursuivre enfin et reprendre, en dépit des échecs inévitables, l'œuvre laborieuse du libéralisme, voilà l'unique moyen de barrer le chemin à l'anarchie radicale. Entre l'absolutisme et elle, il n'y a pas contradiction; il y a complicité. Et par là j'entends la complicité directe, sans compter celle qui procède par voie de réactions alternatives, celle qui fait des absolutistes en haine du radicalisme et qui fait ensuite des radicaux en haine de l'absolutisme. Nous aurions certes beaucoup moins de partisans de la Russie sans les folies

anarchiques de 1848, et nous aurions beaucoup moins d'hommes dévoués à la république sociale sans le juste dégoût qu'inspire l'idée de conservation séparée de l'idée de progrès.

Le libéralisme a été entamé des deux parts ; il est temps qu'il se reconnaisse et qu'il se défende.

Après tout, il est quelque chose en France, et je le verrais avec douleur renouveler la faute qu'il a commise sous la monarchie constitutionnelle. Au lieu de se diviser, de se perdre à gauche et à droite, qu'il sache agir lui-même, faisant front au despotisme de droite et au despotisme de gauche. Lui seul est conservateur. Le véritable antidote de l'esprit révolutionnaire c'est l'esprit libéral ; sachons le rappeler aux gens qui l'oublient ; ne laissons pas subsister cette fatale méprise qui va chercher du côté de l'obscurantisme et de l'ancien régime, du côté de la Russie, en un mot, les garanties de la conservation et de la paix.

La paix ! Il n'y a qu'un peuple qui la menace dans notre ancien monde, la Russie. Où la notion de droit est inconnue, là habite l'esprit de conquête. Ce détestable esprit, manifestation grossière du règne de la force brutale, insulte permanente à l'adresse de la civilisation et de l'Europe moderne, il a trouvé là un dernier asile. Toujours la barbarie fut envahissante : la Russie, au fait, est un camp.

Et l'on appelle le parti russe le parti de la paix ! Et l'on appelle l'alliance russe une alliance conservatrice ! Je ne connais qu'une alliance conservatrice, et elle

l'est parce qu'elle est aussi libérale. Que la France s'unisse à l'Angleterre, et alors la prépondérance de la civilisation sur la barbarie sera telle, que celle-ci ne pourra pas reprendre ses projets de guerre, d'envahissement et remaniement révolutionnaire des territoires.

Entre l'alliance qui se présente les mains pleines de propositions de partage et celle qui stipule avant tout le désintéressement absolu, je ne saurais hésiter ni en qualité d'ami de la paix, ni en qualité de conservateur, ni en qualité de libéral.

LA GUERRE D'ORIENT C'EST L'ALLIANCE ANGLAISE.

I

Que l'alliance anglaise soit le libéralisme, je crois l'avoir suffisamment démontré ; mais on pourrait encore contester le second point de ma thèse, et soutenir que l'alliance anglaise n'est pas le caractère distinctif, la signification essentielle de la guerre d'Orient. Avons-nous combattu les Russes pour avoir l'avantage de nous unir aux Anglais? Non, nous les avons combattus pour protéger la Turquie, pour défendre l'équilibre européen, pour l'intérêt de la France enfin et pour sa gloire.

Cela est vrai ; seulement le moyen a eu ici plus d'importance que le but, et ce n'est pas peu dire. D'ailleurs, le but et le moyen étaient si étroitement liés, qu'il était impossible de sauvegarder autrement que par l'alliance anglaise la Turquie et l'équilibre européen. L'alliance anglaise est en réalité le fondement même de l'équilibre.

Et puis, demandez-vous quel est le trait dominant des grandes complications auxquelles nous avons assisté. Ce qui frappe avant tout, parce que cela est immense, parce que c'est une modification capitale de la politique européenne, c'est de voir les deux drapeaux jadis ennemis et qui maintenant flottent confondus. On a vu d'autres batailles, on a vu d'autres siéges, on a vu d'autres fois l'empire turc protégé contre la Russie ou l'équilibre européen maintenu ; on n'avait pas vu l'Occident civilisé, libéral et pacifique s'unir en armes contre la barbarie autocratique et militaire du Nord. — Voilà l'événement.

Certains publicistes ont cherché à persuader au monde que la France et l'Angleterre étaient allées satisfaire en Crimée une passion subite pour l'islamisme, qu'elles avaient entrepris une sorte de croisade à rebours ! Le monde n'en a pas cru un mot. Et nous pouvons bien le dire sans manquer aux égards que mérite un de nos alliés, la Turquie a été le moindre de nos soucis dans la question turque. Sans doute je rends justice aux Musulmans et quiconque a visité l'Orient leur rendra justice comme moi. Je vois de nobles qualités chez les Turcs et plus encore chez les Arabes. A ne considérer que cette armée sans solde, sans habits, et on peut ajouter, sans généraux, il est impossible de ne pas être saisi d'un sentiment de respect pour les vertus qu'elle a déployées. Je sais bien que ce sont des vertus de résignation passive qui se rattachent par un côté à la triste doctrine du fatalisme maho-

métan ; qui ne serait touché cependant à la vue de tant de soldats qui souffrent et qui meurent, qui meurent de faim et d'abandon à côté de troupes bien entretenues, et qui ne font pas entendre un seul murmure? On les méprise, on ne les emploie pas, on ne leur donne pas les nobles compensations de l'assaut, et elles demeurent aussi calmes, aussi dévouées. Notez que lorsqu'elles ont pu se battre, elles l'ont fait avec une rare vaillance; à Kars aussi bien qu'à Silistrie, elles ont mis les Russes en fuite.

Il y a certes là quelque chose qui mérite l'intérêt. Et ils sont intéressants aussi ces efforts sincères d'un gouvernement qui comprend la nécessité d'une réforme totale et qui ose l'entreprendre, en dépit du vieux parti turc, en dépit des traditions historiques, en dépit de la loi religieuse. On n'a pas tout dit quand on a fait remarquer que l'Europe pèse sur le divan et qu'il est bien forcé d'entreprendre la réforme ! Il y a deux manières d'entreprendre, et celle du divan est la bonne. Il aime son œuvre, il l'a faite sienne, il en a compris dans une assez grande mesure la valeur morale et la beauté.

Réussira-t-il? C'est une autre question. Il ne pourrait réussir sans périr ; j'entends, sans périr en tant que puissance mahométane. L'islamisme européen est dès à présent condamné, et les esprits clairvoyants l'ont prévu dès la première heure du conflit : ou l'expulsion, ou la transformation, c'est ainsi que la question s'est posée. Notre victoire assure du temps et des

chances à la transformation. Si elle s'accomplit, le Koran finira par se retirer devant l'Évangile, car il ne reste plus de place pour le Koran dans un pays sans esclaves, sans intolérance, sans oppression des rayas, sans juridiction civile des ulémas, sans suppression socialiste de la famille, sans suppression socialiste de la propriété individuelle. Un pareil pays aurait déchiré le Koran page après page et verset après verset.

Il s'en faut donc que nous soyons allés défendre le croissant contre la croix. La cause du croissant est jugée; il ne saurait, dans aucun cas, demeurer longtemps encore à Constantinople. La Turquie n'est conservée par l'Europe qu'à une seule condition, elle cessera d'être elle même. Tout ce qui la caractérisait comme musulmane doit rapidement succomber : aujourd'hui les marchés d'esclaves, demain la polygamie et les harems; aujourd'hui l'inégalité politique et militaire des races, demain le principe même de la religion nationale obligatoirement maintenue au sein d'une race. Il se prépare là de grandes choses, peut-être de magnifiques conquêtes pour la foi chrétienne; et celles-là, il est bon qu'elles s'opèrent progressivement, par des causes morales, par l'ascendant que crée une incontestable supériorité, au lieu de s'opérer à coups d'épée, à la manière des croisés du XIIIe siècle ou des Russes du XIXe. Espérons que cette méthode expéditive de prosélytisme religieux ne prévaudra plus ici-bas, et que les proclamations théocratiques du czar ne parviendront pas à les remettre en honneur.

On le voit, la question d'Orient demeure entière; nous n'avons pas eu la prétention de la résoudre. C'est au temps, c'est à l'action des lumières, c'est surtout à la fidélité des chrétiens que cette solution est réservée. La question d'Orient, une des plus graves qu'il y ait au monde, existait avant nous et nous survivra probablement. — Mais s'il en est ainsi, pourquoi avons-nous fait la guerre? Notre objet principal aurait-il été de protéger l'équilibre européen?

Voilà un motif sérieux et qui a dû jouer un grand rôle dans nos déterminations. Toutefois, quiconque ne s'arrête pas à une vue superficielle du sujet sentira que derrière l'équilibre il y a quelque chose de plus grand et de plus profond.

On exagérerait singulièrement les forces de la Russie, si on la supposait capable de troubler, à elle seule et par elle-même, l'équilibre européen, surtout lorsque l'Angleterre et la France sont unies. Au point de vue matériel, les dangers qui viennent de ce côté-là seront toujours médiocres. Ce n'est pas assez, en effet, d'avoir un million d'hommes sous les armes pour être une puissance redoutable; de nos jours, les grandes armées ne suffisent pas à la guerre, et les nations militaires qui ne sont pas autre chose finissent par succomber. Les anciennes campagnes des armées russes en Pologne, en Turquie et dans le Caucase, leurs récentes campagnes sur le Danube, en Crimée et en Asie, l'ont clairement démontré.

A ne considérer donc que l'équilibre géographique,

pour ainsi dire, à ne s'occuper que de la conservation des rapports, des grandeurs relatives, l'alarme n'aurait pas été si chaude ; l'Occident se sait en mesure d'enfermer la Russie dans ses limites actuelles ou de l'y ramener. Mais à côté de l'équilibre des forces matérielles et du territoire, il y a celui des forces morales et des principes. La Russie est avant tout un principe, et là est son importance. Elle n'a pas seulement des régiments, elle a des salons, elle a des journaux, elle a des gouvernements dévoués, elle a une nombreuse et influente clientèle disséminée dans l'Europe entière. Cette armée-là se bat aussi pour elle, à sa manière ; elle prône l'autocrate comme la garantie suprême de l'ordre et de la conservation ; elle invoque avec une sorte de dévotion ce grand patron de toutes les aristocraties, de toutes les cours, de tout ce qui est riche et « bien pensant. » Et ainsi les alliés avoués ou secrets de la Russie se multiplient, ainsi l'enthousiasme s'éteint chez leurs adversaires; on les refroidit, on les divise, on les arrête. Nous en savons quelque chose !

Or l'instinct de l'Occident ne s'y trompe pas. Il pourrait dédaigner parfois la question d'équilibre; il ne dédaignera jamais le réveil et l'agression d'un principe ennemi. Que l'absolutisme pur, représenté par la Russie, fasse un seul pas en avant, sous nos yeux, en plein XIXe siècle, voilà ce que nous ne supporterons point. Il faut qu'un tel principe reste chez lui, modestement, sans faire de bruit, sans rêver de

conquêtes ; qu'il soit sage, car on ne lui passera rien.

Qui a déclaré la guerre aux Russes ? L'opinion publique. Elle seule en Angleterre a triomphé des hésitations et des répugnances du gouvernement, elle seule a exigé que l'on commençât et exigé que l'on persévérât, elle seule a donné l'impulsion, l'énergie, l'argent, l'appui sympathique, ce qui a fait et ce qui aurait fait en tous cas le succès final. Chez nous aussi, quoique à un degré moindre parce que nous sommes moins libéraux, la même cause a puissamment agi. Or vous imaginez-vous, par hasard, que l'opinion publique se fût émue à l'idée qu'il n'y aurait plus de Turcs ? ou à l'idée qu'il y aurait quelque part, en Orient, un accroissement de territoire pour un Etat quelconque? La Russie, aux yeux de l'opinion publique, n'était pas un Etat quelconque, elle était la Russie, c'est-à-dire, le représentant des tendances rétrogrades, le chef du parti absolutiste en Europe. Voilà pourquoi on s'est ému.

Je n'ai garde de traiter ici en elle-même la question de l'équilibre européen. Elle exigerait de longs développements. Et à quoi bon ? Le point central n'est pas là. Quand on nous prouverait que l'équilibre n'a pas été sérieusement menacé, quand, d'autre part, on nous montrerait (ce qui est ou sera bientôt vrai) que l'idée même d'un équilibre « européen » est devenue chimérique, que les Etats-Unis vont se mêler aux affaires de l'ancien monde, qu'ils y pèseront d'un grand poids et qu'il ne sera donné à personne de les écon-

duire ; quand on mettrait ainsi hors de cause le vieux système classique d'une Europe équilibrée, en quoi cela changerait-il nos impressions? En serait-il moins nécessaire de mettre à la raison le principe autocratique dès qu'il se fait conquérant et provocateur ?

Gardons-nous de rabaisser ce conflit. Ce qu'il y a eu précisément d'admirable, de significatif, c'est qu'entre deux alliances, celle des intérêts et celle des principes, ni l'Angleterre ni la France n'ont hésité : tant est grand, même aux époques où la matière et le fait dominent le plus, l'empire souvent inavoué des idées et du droit! Les nations qui ont compris tant soit peu la valeur du libéralisme ne consentent plus à le vendre, quelque prix qu'on en offre. A leurs yeux, certains marchés sont devenus impossibles, et l'alliance russe sera toujours un marché; elle proposera toujours ou à l'Angleterre ou à la France de remanier la carte du monde, car elle a besoin d'y toucher pour son compte, et nos conquêtes n'ont rien qui gêne les siennes; elle est toujours prête à signer des traités de Tilsitt, mais le libéralisme n'en signe pas.

Ne nous faisons ni meilleurs ni pires que nous sommes. La France n'a certes jamais été plus sceptique et plus indifférente qu'elle ne l'est aujourd'hui à l'endroit de la liberté; cependant *il faut* qu'elle soit avec l'Angleterre et contre la Russie, dès que les deux tendances ennemies sont prêtes à se rencontrer.—Je ne dis rien des gens assez perspicaces pour n'avoir vu dans la guerre d'Orient qu'une brillante passe d'armes,

une manière de tournois! Il s'agissait de « bien faire, » de gagner de l'honneur ; et, par une conséquence naturelle, quand l'honneur est gagné, quand on a bravement rompu une ou deux lances, quand on a désarçonné son adversaire, on peut rentrer chez soi et faire la paix! Peu importe quelle paix, puisqu'on est vainqueur et glorieux!

Nous l'avons tous entendu : « Pourquoi la France continuerait-elle à combattre, puisqu'elle a fait preuve de supériorité militaire? » Il ne s'agissait donc pas d'autre chose! Nous allions en Orient pour cela, pour donner de brillants coups d'épée, pour la gloire, comme on dit! Oh, s'il en avait été ainsi, comment flétrir assez énergiquement une pareille équipée! La guerre, qui n'aurait d'autre but qu'elle-même, que la renommée, que la satisfaction des penchants guerriers et ambitieux d'un peuple, ou le développement de ses institutions militaires, la guerre qui ne serait qu'un dérivatif destiné à amortir les passions intérieures, cette guerre-là mériterait le nom de crime. Verser le sang à flots, plonger des milliers de familles dans le deuil, afin qu'on puisse dire après : « La France se bat toujours bien et est contente de le savoir, » ce serait insulter à la conscience publique. Grâce à Dieu, la guerre a eu d'autres causes, et la paix aura d'autres résultats.

Il était bien temps que la cause absolutiste, qui depuis 1848 grandissait et envahissait à vue d'œil, rencontrât enfin quelque part un échec décisif. Elle

avait compté sur les rivalités et sur les souvenirs qui semblaient devoir retenir l'Angleterre loin de nous. Comment les Anglais pourraient-ils oublier leurs longues luttes contre Napoléon? — Mais ceux qui raisonnaient ainsi oubliaient sans doute que Napoléon ne représentait pas précisément alors le principe de l'indépendance des nationalités, ou celui du droit, ou celui de la résistance à la Russie; il opprimait au nom de la France ce qu'il ne livrait pas à l'empereur Alexandre. Il me semble que ce passé-là n'avait rien qui fut très-propre à suivre la politique actuelle des Anglais!

Sur quel terrain nous sommes-nous réunis? Sur celui du droit; or on sait quel lien étroit existe entre le droit et la liberté. Empêcher une grossière et gratuite injustice, résister à une prépotence qu'affichaient les allures altières de l'ambassade Menschikoff, mettre à néant un protectorat absolutiste qui ne se produisait ainsi en Orient que parce qu'il se sentait accepté par un vaste parti en Europe, voilà l'objet réel de l'alliance et de la guerre.

Je ne prétends pas qu'on ait déclaré la guerre en vue de l'alliance; je prétends que les deux faits sont connexes. La guerre d'Orient est avant tout l'alliance anglaise, de même que l'alliance anglaise est avant tout le libéralisme.

En voulez-vous la preuve? Regardez l'Europe, ou plutôt ces deux Europes que la guerre d'Orient met en présence. Partout cette guerre a rencontré les mêmes

partisans et les mêmes adversaires que la liberté. Je n'excepte que les ultramontains extrêmes, qui haïssent plus la Russie comme schismatique qu'ils ne l'aiment comme absolutiste.

En voulez-vous une preuve plus décisive encore? Regardez l'Angleterre. Qui s'est montré là moins enthousiaste en général de la guerre que ne l'était le reste de la nation? Un parti dont je ne veux pas médire, mais qui ne prétend point être celui du progrès, un parti dont la mission a consisté à combattre presque toutes les réformes utiles, jusqu'au moment où il s'est chargé de les accomplir. C'est parmi les tories et parmi les peelistes, que la guerre d'Orient a trouvé des adversaires, ou si vous voulez, des partisans inquiets et grondeurs, pressés de sortir d'affaire et disposés à signer la paix sans en beaucoup peser les conditions. Je ne parle pas de M. Cobden et de ses amis. Champions d'un beau principe qu'ils ont faussé à force de l'étendre, ils en poursuivent la réalisation, à l'anglaise, à tort et à travers, contre vents et marées, dans ce qu'il a de raisonnable et dans ce qu'il a d'absurde. Il y a peut-être là le commencement de quelque chose de grand et de sensé, d'un mouvement sérieux contre les armées permanentes et en faveur de l'arbitrage européen; en attendant, je n'y vois qu'une excentricité et non un parti.

L'Angleterre se charge donc de nous apprendre elle-même quel est le sens véritable de notre commune entreprise. S'il s'agissait de goût pour la Turquie, ou

d'équilibre, ou d'intérêts nationaux, ou de gloire à acquérir, nous n'apercevrions pas les wighs d'un côté et les tories de l'autre; les tories tiennent autant que les wighs aux intérêts et à l'honneur de leur pays. Mais il s'agit de libéralisme, et dès lors la question change.

Ceci nous donne le mot de tant de clameurs conjurées contre l'Angleterre. Quel crime a-t-elle commis? D'où vient que ceux-là même qui dans la grande coalition antilibérale ne désapprouvent pas la guerre et applaudissent au succès de nos armées, se dédommagent en quelque sorte par la violence de leur langage dès qu'il s'agit des Anglais? D'où vient qu'ils souhaitent des victoires à la France, à la condition expresse que l'Angleterre n'y aura point de part, qu'elle sera au contraire humiliée? L'explication est bien simple et je ne la trouve pas très-glorieuse pour mon pays. Ils reprochent à l'Angleterre de donner un mauvais exemple en Europe, d'y maintenir seule une solide liberté, d'y conserver seule une tribune, une presse, un droit d'asile, un respect absolu des consciences, et ce puissant individualisme biblique qui ne se laissera pas asservir. Je connais des hommes aussi honorables que distingués qui avant 1848 étaient beaucoup plus Anglais que moi, et qui depuis ont entièrement changé d'opinion. Entraînés, à leur insu peut-être, par la réaction dont cette funeste époque a donné le signal, ils considèrent, à l'heure qu'il est, l'Angleterre comme une espèce de peste et de danger public en Europe. L'Angleterre, à leurs yeux, c'est

l'ennemi ; et cela pour la même raison qui fait qu'à mes yeux elle est la principale sauvegarde des libertés politiques et religieuses dans le monde entier.

II.

Si la guerre d'Orient n'était pas l'alliance anglaise, et si l'alliance anglaise n'était pas le libéralisme, d'autres gouvernements auraient uni leurs armées aux nôtres. Tous les cabinets sans exception ont les yeux ouverts et bien ouverts sur les questions d'équilibre ou d'intérêt ; or, qu'est-il arrivé ? Un seul État a marché avec nous, par la raison fort simple qu'un seul Etat en Europe est franchement entré dans la voie libérale.

Je veux parler de ce noble Piémont où la vraie liberté, celle qui s'appuie sur l'ordre, jette des racines chaque jour plus profondes. On essaye ailleurs des formes constitutionnelles ; l'Espagne tâche de faire vivre ensemble l'anarchie et les cortès, l'intolérance et la liberté ; l'Allemagne voit ses chartes apparaître, disparaître, se modifier, sans que personne semble jamais les prendre au sérieux. A Turin il n'en va point ainsi, et le parti rétrograde ne s'y trompe pas ; les anathèmes qui partent de Pétersbourg, de Vienne et de Rome contre le Piémont sont aussi violents que ceux qui s'adressent à l'Angleterre elle-même. J'ai éprouvé une vive joie, je l'avoue, le jour où les

vaillantes troupes sardes sont venues compléter notre alliance et lui donner toute sa signification.

Elle ne l'aurait pas eue, si ceux-là nous avaient fait défaut. Elles ne l'auraient pas eue non plus, si d'autres étaient venus nous rejoindre. On a souvent parlé de l'accession active des Autrichiens! J'ai été quelquefois tenté d'y croire, et puis en y réfléchissant je me disais que cela était impossible. L'événement m'a donné raison.

Dans les luttes de principes, chacun finit par obéir au sien propre; or celui de l'Autriche ne saurait être celui de l'Angleterre. C'est vers la Russie qu'elle penche, en dépit de ses intérêts, en dépit de ses injures, et de la plus grave de toutes, un service rendu. Elle appartient évidemment au parti de la réaction constitué après 1848 et dont le chef est à Pétersbourg. Elle voudrait s'en détacher et lui faire la guerre, qu'elle n'y parviendrait pas; l'opinion délcarée des salons de Vienne, les répugnances de la noblesse, des généraux, ne permettraient pas de planter la bannière autrichienne à côté des drapeaux de la France, de l'Angleterre et du Piémont.

Ceux qui ont observé avec quelque attention l'attitude de l'Autriche depuis le commencement des hostilités ne doivent conserver aucun doute à cet égard. Elle a saisi avec son habileté ordinaire une occasion unique de conquérir la liberté du Danube et d'occuper les principautés, elle n'a pas été insensible non plus au plaisir de faire acte d'indépendance vis-à-vis de la

Russie et de malveillance vis-à-vis de la Prusse ; mais dès qu'il s'est agi de mesures décisives, elle a montré clairement que nous ne devions pas compter sur elle. Ses désarmements sont venus juste à point pour rassurer le czar et lui permettre de concentrer les armées russes à portée de Sébastopol.

On a beaucoup vanté les dernières démarches de l'Autriche, la fermeté avec laquelle elle a exigé une réponse précise et annoncé une rupture diplomatique. En agissant ainsi elle jouait son jeu, car la solution à imposer lui convenait à merveille, et ce qui ne lui convenait pas moins c'était d'éviter ainsi la prolongation de la guerre. Est-ce à dire pour cela qu'elle eût pris parti contre la Russie en cas d'insuccès ? Je n'en crois rien. Il lui restait tant d'échappatoires : l'état de ses finances, l'insécurité de ses possessions, les votes de la Diète, l'abandon de l'Allemagne !

Non, l'Autriche ne serait pas entrée en ligne, pas plus après le rejet de l'ultimatum qu'avant ce rejet. Dans une guerre de principe contre l'absolutisme il n'y avait pas de place pour elle. Et j'ai regret de l'ajouter, le seul moyen d'obtenir son adhésion active eût été peut-être de dénaturer la guerre, d'en faire une guerre de révolution et de conquête. Alors seulement, lorsqu'il se serait agi de perdre ou de gagner des territoires, l'Autriche qui en a beaucoup à perdre et qui en a beaucoup à gagner, aurait pu se ranger du côté du plus fort ; elle aurait pu tenter de conserver ainsi la Lombardie et de se faire donner les principautés danubiennes.

Quant à prendre part à la guerre actuelle, à la guerre libérale et désintéressée, l'Autriche, soyez-en sûr, n'y a jamais songé. Et il faut être juste, le même pays ne saurait à la fois se compromettre à fond pour notre cause anglo-française, et signer le concordat avec le pape. Ce concordat est aussi lui une déclaration de principes. Je ne sais pas si l'on en tirera tout ce qu'il semble contenir. Jusqu'à quel point l'esprit moderne a-t-il pénétré en Autriche? Jusqu'à quel point parviendra-t-il à lutter et à annuler dans la pratique ce qui a été concédé dans le texte du concordat? Les faits ne tarderont pas à nous l'apprendre. Ce qui est certain, c'est que le gouvernement qui a trouvé bon de tenter la restauration partielle du moyen âge ne saurait rompre en visière au parti qui soutient la Russie en Europe. Il y a des ruptures impossibles et des alliances impraticables. Tant que la guerre d'Orient reste ce qu'elle est, nous ne devons pas avoir d'autre allié que le Piémont.

Je parle, bien entendu, des gouvernements, et non des peuples. Chez ceux-ci les sentiments favorables à l'Occident gagnent toujours plus de terrain, en dépit des souvenirs fâcheux qu'on exploite et des craintes qu'on s'efforce d'exciter. Ces sentiments ont fait explosion en Suède et ont amené une promesse de coopération éventuelle. Le même incident pourrait se produire encore ailleurs ; néanmoins, à prendre les faits comme ils sont, à considérer plutôt les actes officiels des cabinets que les manifestations d'une opinion pu-

blique toujours difficile à constater, l'Europe demeure partagée ainsi : la Russie isolée ; la coalition libérale de la France, de l'Angleterre et du Piémont ; les neutres inclinant vers la Russie, tels que la Prusse ; les neutres ou soi-disant alliés, tels que l'Autriche, qui se joindraient peut-être à nous si la lutte d'intérêt succédait à la lutte de principe ; enfin les neutres réels, ceux qui le sont par stipulation expresse ou par situation, tels que la Suisse, la Hollande, la Belgique et la Grèce.

Voilà pour l'Europe. Mais avons-nous le droit de nous enfermer en Europe ? N'y a-t-il pas aujourd'hui de par le monde une grande puissance qui se mêle plus ou moins de nos affaires et dont il n'est pas permis désormais de faire abstraction ? Aurais-je épuisé la question des alliances et des symptômes qu'elle fournit pour caractériser le conflit actuel, si je passais sous silence les États-Unis ?

L'attitude des États-Unis présente ici le seul problème intéressant et jusqu'à un certain point difficile. Le reste est prévu : la conduite décidée du Piémont, la marche entortillée de l'Autriche, la neutralité presque russe de l'Allemagne prussienne, tout était aisé à deviner d'avance. Il l'était moins de savoir laquelle l'emporterait aux États-Unis, de la tendance libérale ou de la tendance despotique qui se disputent cette grande nation. L'événement a répondu, et je le dis avec le sentiment de douleur que fait naître en moi une sincère sympathie, ce n'est pas le meilleur esprit qui l'a

emporté. Expliquons un phénomène si étrange à première vue.

Il y a des hommes qui ont en horreur la forme républicaine et les États-Unis en particulier ; il leur semble qu'une république et surtout une république démocratique est nécessairement capable de tous les crimes, incapable de toutes les vertus. Je ne pense pas comme eux, et quoique je reconnaisse les difficultés particulières qui sont inhérentes à la démocratie, je suis loin de croire qu'elle soit toujours impuissante à gouverner avec succès. La démocratie n'est pas condamnée à dégénérer en radicalisme ; elle peut rester libérale, et les États-Unis l'ont bien prouvé autrefois. J'ai la confiance, moi qui les aime, moi qui admire ce qu'il y a de bon en eux, moi qui ne signale leur dégénérescence actuelle que pour sauvegarder leur magnifique avenir, j'ai la confiance que le bon principe triomphera chez eux du mauvais. Oui, ce qui procède du Nord, et des Puritains, et de l'Évangile, et de la conscience indépendante, et de l'énergie individuelle, l'emportera sur ce qui procède du Sud, et de l'esclavage, et des ambitions qu'il surexcite, et de la négation du droit, et de l'omnipotence démagogique, et de l'abdication des individus devant les passions tyranniques de la multitude. Cela sera, mais cela n'est pas. Aujourd'hui, à la profonde affliction de ceux qui s'intéressent aux destinées des États-Unis, l'influence du Midi prédomine ; l'esclavage et ses partisans sont maîtres de la situation. De là, si l'on n'y prend garde, une altération rapide et

profonde des mœurs nationales, de la politique extérieure et intérieure.

Les États-Unis sont le pays des contrastes. La Russie et l'Angleterre sont chacune l'incarnation vivante d'un seul principe ; aux États-Unis il y en a deux. On y voit d'un côté tout ce qui conduit au minimum de gouvernement, de l'autre tout ce qui aboutit au maximum ; d'un côté tout ce qui constitue une nation libre, de l'autre tout ce qui constitue une nation asservie : souveraineté absolue du grand nombre, dépossession de la conscience, indifférence au juste et à l'injuste, mépris de la personnalité humaine. A force de marcher dans ce dernier sens, les États-Unis ont rencontré la Russie ; en apercevant ce qu'ils ont de commun, l'esclavage, l'instinct de nivellement, de révolution et de conquête, il leur est arrivé d'oublier un moment ce qu'ils ont de profondément dissemblable.

Telle est l'explication de ces prévenances pour la Russie qui ont tant étonné en Europe, et de cette hostilité contre l'Angleterre qui remplit le récent message du président Pierce. On sent, au ton qui y règne, à la manière provoquante dont les affaires les plus simples y sont traitées, que la rupture, la menace de guerre peut-être, sont au bout de chaque phrase. Il semble que le despotisme radical, champion déclaré de l'esclavage aux États-Unis, éprouve le besoin de se ranger à côté du despotisme absolutiste dans le vieux monde.

Pénétrons plus avant.

Parmi les causes qui contribuent à pousser l'Amérique vers la servitude démagogique, je n'en connais qu'une seule qui ne se rapporte pas elle-même à une cause première et générale, l'esclavage. L'immigration énorme qui apporte incessamment aux États-Unis des masses d'hommes étrangers à ses mœurs, à ses croyances, à ses intérêts, procure sans aucun doute un instrument des plus dociles aux passions du radicalisme coalisé avec l'esclavage. Les énergies individuelles risquent de croître moins vite que la puissance nationale ; le nombre des Américains augmente, l'élément américain s'affaiblit.

Et c'est cet élément américain qui peut, qui doit faire le salut des États-Unis. Il prévaudra, sachons l'espérer, sur les mauvaises ambitions, sur les vieilles haines, sur les tendances perturbatrices que l'esclavage ne cesse d'engendrer ou d'envenimer.

L'Amérique aurait de l'ambition sans l'esclavage, mais non cette ambition désordonnée qui a besoin de conquérir à l'instant même, de gagner du terrain à tout prix et par tous moyens. Les États-Unis pourraient attendre; l'esclavage, lui, ne le peut pas : il lui a fallu le Texas, il lui faut Cuba, il lui faudra le Mexique. Pourquoi? Parce qu'il lui faut de nouveaux États à esclaves, parce qu'il ne peut combattre autrement la prépondérance acquise au Nord par le seul fait de la liberté.

L'Amérique aurait peut-être, sans l'esclavage, des sentimens parfois hostiles et souvent jaloux à l'endroit

des Anglais ; elle ne connaîtrait pas cette haine que les États à esclaves et leurs amis entretiennent avec tant de soin. L'Angleterre, pour eux, ce n'est plus le pays libre, le pays protestant, l'allié naturel ; c'est le pays qui a donné le signal de l'émancipation des noirs et qui s'est dévoué à la répression de la traite, c'est le pays qui pourrait un jour promener sur la côte de la Louisiane ou de la Caroline un pavillon symbole d'affranchissement.

L'Amérique enfin aurait à lutter, sans l'esclavage, contre les enseignements pervers de l'école radicale ; mais elle ignorerait encore ces progrès effrayants de l'esprit niveleur qui nous forcent quelquefois à douter du triomphe final de la liberté sur le sol américain. Voyez, ceci en vaut la peine, comment l'esclavage enfante une à une toutes les doctrines du despotisme démagogique ; voyez comment il menace de ruiner l'un après l'autre les trois éléments du libéralisme : le droit, l'individu et le minimum de gouvernement.

Pour le droit, rien de plus simple ; l'esclavage est précisément sa négation directe. Vendre et acheter des âmes, être autorisé à flétrir, à supprimer la famille, à débiter isolément ici le père, là la mère, ailleurs les enfants, fonder la prospérité entière de certains États (de la Virginie, par exemple) sur *l'élève* des noirs, et livrer aux *remontes* des États plus méridionaux des êtres humains, des êtres qui ont une intelligence et un cœur, des êtres que l'on sépare à jamais de tout ce qui leur est cher, c'est créer un

droit contre le droit, c'est outrager dans son sanctuaire le principe même de la justice. Un peuple qu'on rend témoin d'un pareil spectacle, un peuple auquel on répète chaque jour que la possession de l'homme par l'homme n'est pas une monstruosité destinée à disparaître, un legs funeste des temps grossiers que la civilisation chrétienne se prépare à répudier, mais une institution normale et définitive, un tel peuple court risque de ne plus admettre en aucune matière l'existence du droit absolu ; il sera tenté d'adorer ou la force ou le nombre ; il regardera la foule et ce qu'on nomme le peuple comme la personnification infaillible du bon et du vrai. Le peuple a prononcé, donc il y a loi ! Le peuple a tué, donc il y a jugement ! Un meeting populaire n'a jamais tort !

L'individu ne saurait survivre au droit ; il souffre de toutes les atteintes qui lui sont portées ; l'un et l'autre s'effacent progressivement devant la servitude absolutiste ou révolutionnaire. Ce que l'Évangile fait aux États-Unis, l'esclavage travaille sans relâche à le défaire. Comme il a peur des consciences, il s'efforce de les affaiblir, de les discréditer ; il ne supporte pas, et l'a bien prouvé, que des convictions personnelles osent se produire contre l'opinion de la majorité. L'indépendance lui fait horreur ; où il avise un caractère, il crie à l'aristocrate ! et de cette aristocratie-là aux autres, la pente est aisée. L'instinct radical, ainsi formé par l'esclavage, ne tarde pas à jalouser, à exclure toute distinction quelle qu'elle soit ; il ne supporte plus

que les hommes nouveaux, à condition d'ordinaire qu'ils seront aussi des hommes nuls.

Tout cela mène à une des formes, et à la plus détestable, qu'affecte ici-bas le maximum de gouvernement. On peut, encore un coup, vivre en république, et même en démocratie; on peut instituer le suffrage universel et établir la souveraineté du peuple comme le grand ressort de la constitution politique, sans tomber à aucun degré dans la dictature démagogique. C'est difficile, mais c'est possible, pourvu que le sentiment profond du droit et le respect de la conscience viennent donner à la puissance des majorités une limite et un contre-poids. Que si, au contraire, cette puissance se transforme en toute-puissance, si la souveraineté du peuple conquiert une compétence indéfinie, si obéir en tout au peuple devient le premier devoir des hommes d'état, si la rue commande et si le gouvernement obéit, il n'y a plus ni république ni démocratie, il y a despotisme.

Or, il ne faut pas se le dissimuler, sous l'influence de l'esclavage, les hommes publics deviennent esclaves en Amérique. Les notions du bien et du mal ont été tellement confondues, l'habitude d'imposer silence à la conscience a été tellement prise, on est tellement fait à obéir lorsque la grosse voix du Sud a tonné, que chacun arrange sa profession de foi en vue des élections. Chaque jour on s'éloigne plus de la voie où marchait l'indépendant Washington. Qu'elle devient formidable et obscure la crise que traverse en ce moment

l'Union! Entre le radicalisme et l'individualisme il y a lutte à mort. J'ai bon espoir, mais je vois le péril.

Et comment ne pas le voir? Le dernier message présidentiel est sous nos yeux, ce honteux document où l'esclavage est célébré avec une sorte d'enthousiasme lyrique, où les hommes qui répugnent à livrer les noirs fugitifs sont accusés de « fouler aux pieds les injonctions *de la morale!* » où l'on assure « qu'ils se sont laissé dominer par un dévouement fanatique aux intérêts *supposés* d'un nombre relativement peu considérable d'*Africains!* »

Montesquieu n'avait trouvé aux « Africains » d'autre tort que d'avoir la peau noire et le nez écrasé; M. Pierce leur impute un nouveau crime, un crime qui sent bien son origine radicale : leur nombre est relativement peu considérable! Que voulez-vous? La majorité décrète le juste et l'injuste ; il est donc parfaitement légitime que trois millions de noirs soient immolés, corps et âmes, par vingt millions de blancs! c'est affaire d'arithmétique! Voyez en effet avec quel soin M. Pierce déclare la majorité impeccable. S'il y a des complications et des souffrances, « il ne faut point en accuser *le grand principe de la souveraineté du peuple*. Tous les embarras, au contraire, et toutes les difficultés disparaissent devant l'intelligence et le patriotisme du peuple exerçant par le scrutin sa puissance pacifique et silencieuse, mais *irrésistible.* »

Irrésistible, elle l'est tellement, qu'elle abolit jusqu'aux conventions librement conclues entre les États

de l'Union : un souverain absolu ne s'engage pas ! Et voilà M. Pierce qui, après avoir signifié à l'Espagne que l'affranchissement des esclaves de Cuba serait considéré comme une déclaration de guerre, démontre à ses concitoyens qu'ils ont bien fait de fouler aux pieds le fameux compromis du Missouri. Les bills de Kansas et de Nebraska en sont la violation formelle; qu'importe? le peuple veut qu'il y ait là des esclaves; et qui donc aurait raison contre le peuple!

On voit que le radicalisme n'est point en reste avec l'esclavage, il lui rend ce qu'il en a reçu; les deux alliés se protégent réciproquement.

Et maintenant que j'ai dit le mal, j'ai hâte de dire le bien. Les vrais amis de l'Amérique ne doivent pas plus se lasser d'encourager ce qu'il y a d'admirable en elle, que de décourager et de flétrir ce qu'il y a d'odieux. Je doute que la presse européenne remplisse suffisamment ses devoirs sous ce double rapport; il dépend d'elle de faire comprendre aux États-Unis que le XIX[e] siècle ne supportera, quoi qu'il arrive, ni le spectacle des progrès et des conquêtes de l'esclavage, ni celui des iniquités sans nom que le Nord lui-même inflige à la classe libre de couleur; il dépend d'elle aussi de leur montrer qu'ils ne rencontrent pas chez nous un aveugle dénigrement.

Nous n'avons garde de méconnaître le magnifique élément d'indépendance personnelle qui combat chez eux avec tant de vaillance contre les influences serviles et radicales parties du Sud. Il y a deux États-Unis;

l'esprit des puritains y rencontre un esprit contraire et semble parfois prêt à se laisser vaincre par lui; mais ne croyez pas trop vite à une telle défaite. Regardez plutôt cette lutte toujours renaissante; la conscience est un opiniâtre adversaire, elle ne se lasse pas. C'est parce qu'il se sent attaqué sans merci, que l'esclavage américain déploie tant de violence. Il a affaire à plus fort que lui.

Si la plupart des hommes d'État américains courtisent honteusement l'opinion dominante et vont chercher le succès où il se trouve, dans l'appoint toujours décisif du Sud qui ne pense qu'à *sa* question et par le fait même de son indifférence à tout le reste est à peu près sûr de triompher en complétant une majorité à un parti quelconque, si les champions de l'esclavage abondent en vertu de ce calcul parmi les candidats à la présidence, il y a aussi de glorieuses exceptions. Et combien de simples citoyens qui se dévouent à la cause de la justice! combien d'âmes qui ne plient pas! combien d'hommes qui regardent en face le nouveau despote et qui savent être d'un autre avis que le grand nombre! En vain le radicalisme tente un effort momentanément heureux pour imposer aux États-Unis son maximum de gouvernement en introduisant de force l'État dans le sanctuaire des consciences, le minimum de gouvernement se sent chez lui en Amérique, il y occupe depuis longtemps toutes les citadelles, il ne se laissera point expulser. Nulle part, même sur le sol de l'Angleterre qui a encore son Église nationale et sa cha-

.cielle, l'action indépendante de l'individu n'a pris . comme là ; elle a séparé l'Église de l'État, elle a ,veloppé les mœurs générales dans le sens de la spon- anéité en toutes choses. Et elle ne serait pas capable, en fin de compte, de vaincre la coalition du radicalisme et de l'esclavage? Et elle laisserait prévaloir cet enseignement corrupteur qui nie le droit, qui supprime l'individu, qui remet à la tyrannie du nombre la détermination suprême du bien et du mal? Je ne saurais le penser. Tout le monde veut la souveraineté du peuple en Amérique, c'est-à-dire que tout le monde veut que la volonté du peuple l'emporte dans les questions qui appartiennent à la compétence de l'État ; mais quant à ceux qui voudraient accroître démesurément cette compétence et déclarer moral de par le peuple ce que le sentiment moral a condamné, ils rencontreront une résistance invincible. Une fois que l'État, que le peuple pourraient cela, ils pourraient tout. C'est autour de ce point que se livrera le combat décisif entre le radicalisme et le libéralisme, entre l'absolutisme et la liberté.

Or le libéralisme est puissant aux États-Unis, les garanties de l'individu y sont partout. Ouvrez le beau livre de M. Laboulaye [1], vous verrez s'il sera facile de niveler un sol pareil! Ni centralisation, ni religion d'État, ni éducation d'État ; une liberté qui est moins encore dans les institutions que dans les mœurs, qui est moins encore dans la nation que dans chaque

[1] *Histoire politique des États-Unis.*

citoyen ; l'habitude de créer et de diriger soi-même son Église, son école, son commerce et ses affaires ; la liberté sous caution, l'*habeas corpus* ; une presse immense au sein de laquelle chaque opinion a ses organes ; et par-dessus tout, ou plutôt à la base de tout, un christianisme vivant, actif, profondément personnel, qui ne permet à la conscience d'abdiquer devant aucun tyran, pas même devant celui qui s'appellerait : « Sa Majesté le peuple américain. »

M. de Tocqueville le dit comme M. Laboulaye, c'est l'Évangile qui a fait la liberté aux États-Unis. On aura certes quelque peine à transformer définitivement un tel peuple en docile troupeau mené par des démagogues ! La crise engendrée par l'esclavage est effrayante, sans doute ; mais on en sortira. J'en ai pour gage ces miracles journaliers de la foi, ces armées d'évangélistes et de missionnaires, ces sommes immenses que recueille à l'instant toute entreprise utile, cette ardeur de sacrifice qui soutient tant d'églises par des dons volontaires et qui chaque jour, l'un dans l'autre, achève de construire trois églises nouvelles. J'en ai pour gage cette *maison de la Bible*, à New-York, ce Capitole des œuvres chrétiennes qui s'y groupent autour de l'œuvre centrale, ces dix-sept presses qui impriment quinze mille feuilles par heure et un million d'exemplaires par an. J'en ai pour gage ce sentiment profond de piété et de devoir qu'on rencontre dans la plupart des productions, même légères, de la littérature américaine. Un pays où des romans

licencieux ne trouveraient point de lecteurs n'est pas précisément un pays perdu, condamné, et sur lequel il ne nous reste plus qu'à nous apitoyer avec un superbe dédain.

Nous verrons bientôt triompher ce qu'il y a de plus vrai, de plus fort, et aussi de plus ancien, de plus national, de plus *américain* en Amérique. L'esclavage et l'esprit servile, ces deux étrangers, importés d'Europe, céderont la place qu'ils ont usurpée. Voici, en effet, ce qui caractérise les pays individualistes et croyants : loin que leur mal les tue, ce sont eux qui tuent leur mal. Nous l'avons vu en Angleterre ; nous le verrons aux États-Unis. Les spectateurs ignorants ou inattentifs de leurs luttes intérieures prédisent souvent que le mauvais principe va l'emporter; il n'en sera point ainsi. L'Amérique chrétienne est en train de cerner l'esclavage comme on isole le foyer d'un incendie; puis, quand elle lui aura défendu de s'étendre désormais, elle trouvera, soyez-en sûrs, le moyen d'en venir à bout. C'est impossible! A la bonne heure! La liberté, fondée sur l'Évangile, n'est-elle pas chargée ici-bas de faire l'impossible? Avec l'esclavage succomberont le mépris du droit, le mépris de l'homme, le radicalisme enfin, et toutes ses attaques contre la conscience individuelle.

Personne ne s'étonnera des développements où je suis entré. Dans la grande question des alliances, il n'y a qu'un point difficile, l'attitude des États-Unis. Le reste va de soi : les affinités libérales se sont grou-

pées d'une part, les affinités rétrogrades de l'autre. Mais l'Amérique semblait donner un démenti à notre thèse ; on pouvait se demander à première vue si nous étions bien les champions de la liberté, puisque nous avions les Américains contre nous. En y regardant de plus près, nous avons trouvé le mot de l'énigme, et le Nouveau-Monde a confirmé les conclusions qu'il avait d'abord paru contredire. Nous savons maintenant à quelle crise redoutable, à quel triomphe passager des tendances despotiques il faut attribuer des sympathies russes dont je suis loin d'ailleurs de m'exagérer l'importance, qui n'auraient pu en aucun cas entraîner une véritable rupture avec l'Angleterre, et qui n'auraient pas prévalu contre tant de liens, liens de race, de foi, et, en définitive, de liberté.

III

Après avoir caractérisé ainsi la guerre d'Orient, j'ai besoin d'ajouter que je l'ai considérée telle qu'elle est, et non telle que certaines passions voulaient la faire. Ceci est important, et je manquerais à mon devoir si je n'y insistais pas.

La guerre libérale, c'est la guerre défensive, la guerre limitée, la guerre désintéressée, la guerre qui ne se propose ni la conquête ni la propagande. Dans les provinces de la mer Noire et du Caucase, on peut réprimer efficacement l'ambition des Russes sans

poser pour l'Europe des questions de remaniements territoriaux ou de révolutions ; sur le Rhin, peut-être même en Finlande, il n'en serait plus ainsi. Là, en dépit des intentions les plus modérées, la lutte se transformerait fatalement ; la guerre circonscrite deviendrait guerre générale, la guerre libérale deviendrait guerre conquérante et révolutionnaire. Une fois qu'on se bat au cœur de l'Europe, il n'est plus possible de dire où l'on s'arrêtera ; tous les problèmes se posent à la fois : Pologne, Hongrie, Italie ; toutes les ambitions s'allument : frontières du Rhin, absorption des petits Etats, que sais-je ? Au lieu d'enlever à la Russie ses têtes de pont sur la Turquie et sur l'Asie, ses territoires purement agressifs (si l'on me permet l'expression), au lieu de lui ôter les Principautés, la Bessarabie, la Crimée, le Caucase, la Géorgie, ce qui ne lui sert, en un mot, qu'à sortir de chez elle et à menacer ses voisins, il s'agit d'entrer dans sa maison, d'insulter sa capitale, d'atteindre en elle le principe de la vie. Et pour arriver là, il s'agit de traverser l'Europe de part en part. Que de convoitises sur un tel chemin ! Que de droits violés ! Quelle tentation d'immoler les faibles et de faire curée avec les puissants ! Le libéralisme et l'esprit de conquête sont aux antipodes.

Moi qui blâme plus vivement que personne la neutralité de l'Allemagne, neutralité qui nous a d'abord donné la guerre et qui risquait maintenant de nous en donner la sinistre aggravation, je ne puis croire qu'on

ait jamais pris au sérieux la pensée de l'en arracher par la force. Une telle pensée ne différerait en rien de celle qui dictait, il y a cinquante ans, la mesure du blocus européen. Faire une Europe contre la Russie, ou faire une Europe contre l'Angleterre, l'injustice serait la même au fond, puisqu'il s'agirait dans l'un et l'autre cas de contraindre les récalcitrants. Or nous savons par expérience où cela mène : toujours combattre, parce qu'à vouloir forcer la nature des choses on échoue toujours ; tout conquérir, parce que les pays conquis sont les seuls dont on soit sûr.

Non, l'Angleterre et la France n'auraient adopté à aucun prix de semblables projets. Elles connaissaient le moyen de rallier l'Europe, car elles l'ont employé : pratiquer jusque dans la guerre la politique de paix, montrer autant de modération que de fermeté, autant de désintéressement que de résolution, vouloir ce qu'on veut et ne vouloir que cela, et prouver qu'on ne se laissera pas entraîner à autre chose. Voilà la vraie méthode pour supprimer en peu de temps les neutralités, même les plus malveillantes. Le libéralisme est une grande force, l'opinion publique est irrésistible. Il n'y avait qu'à continuer ce qu'on avait si bien commencé.

On rencontre de par le monde d'étranges amis de la liberté ! Ils l'estiment assez peu pour vouloir l'imposer, la propagande armée leur plaît. — De deux choses l'une cependant : ou l'on croit aux idées, ou l'on ne croit qu'à la force. Quant à moi, je regarde une liberté

imposée comme une vraie tyrannie ; je désavoue les guerres révolutionnaires et les guerres contre-révolutionnaires aussi, bien entendu ; la république française faisant des républiques à coups de canon, nos expéditions de 1823 en Espagne et de 1851 à Rome, me blessent également. Nul ne s'intéresse plus que moi à certaines nationalités opprimées ; mais l'histoire prouve que les grands bouleversements européens ne leur profitent guère ; leur cause s'inscrit sur le programme, et s'oublie à la fin quand on règle les comptes. Si jamais la France et l'Angleterre veulent servir la cause des peuples qui réclament leur indépendance, qu'elles se contentent de proclamer pour les autres et pour elles-mêmes le principe absolu de la non-intervention ; qu'elles annoncent l'intention sérieuse de maintenir ce principe, fût-ce par la force ; cela sera plus utile que d'intervenir en personne, plus utile et plus désintéressé.

Le libéralisme a ceci d'admirable qu'il est un principe, qu'il met un principe à la base des alliances, à la base des guerres, et que toutefois il n'entreprend jamais ce qu'on appelle des guerres de principes, c'est-à-dire des guerres de propagande. L'explication est bien simple : forcer les gens à être libres, c'est agir en despote. Entre l'idée de contrainte et celle de liberté il y a contradiction, de même qu'il y a contradiction entre l'esprit libéral et l'esprit de révolution ou de conquête.

Non-seulement il ne faut pas forcer les gens à être

libres, mais il ne faut même pas les y aider. Une fois l'intervention supprimée, toute nation vraiment digne de l'indépendance trouvera moyen de l'obtenir. Nous finissons presque toujours par avoir ici-bas ce que nous méritons, et il n'est pas fâcheux que la liberté coûte quelques efforts : les choses ne valent que ce qu'elles ont coûté.

On me dira qu'en fait il ne se serait pas posé tant de questions, ni surtout de si grosses questions. Quelques démonstrations en Allemagne, peut-être la restauration de la Pologne, voilà l'extrême limite de ces plans éventuels inventés et colportés par les journaux.

Des limites ! comme s'il était possible d'en poser ! Qu'on le veuille ou non, la guerre en Europe devient guerre générale, la guerre générale devient guerre révolutionnaire, la guerre révolutionnaire devient guerre de conquête. Il est presque impossible qu'il en soit autrement.

Ces guerres-là sont des guerres sans fin. Ce sont celles qui enfantent les grandes armées permanentes et la prédominance de l'esprit militaire. Ce sont celles qui ruinent pour longtemps, dans la conscience des peuples, toutes les idées de droit et d'indépendance. Ce sont celles qui amènent les alliances despotiques et les honteux marchés. J'admire vraiment que certains partisans de l'alliance anglaise lui aient souhaité de courir ainsi les aventures ! Elle y aurait péri dès le premier jour ; et cela est juste, car une alliance de paix, de conservation et de liberté ne saurait consentir

à vivre dans un milieu d'ambitions, de bouleversements et de violences.

La guerre en Europe, si par malheur nous y avions été entraînés, aurait opéré sur l'heure de remarquables conversions. Bien des hommes, qu'intéresse assez peu aujourd'hui notre lutte libérale, auraient trouvé admirable ce conflit d'un genre nouveau ; les uns y auraient vu des chances de révolution, les autres des probabilités d'agrandissement, tous la certitude d'une rupture prochaine avec l'Angleterre. Quant à nous, nous aurions détesté une telle guerre ; nous l'aurions déplorée, même glorieuse pour ce drapeau de la France dont les triomphes feront toujours tressaillir nos cœurs.

LA PAIX DOIT ÊTRE LA CONTINUATION DE L'ALLIANCE.

I

On s'abandonne aisément à l'heure où l'on croit que tout va finir. C'est alors surtout qu'il importe de bien savoir ce qu'on a fait, pour comprendre ce qu'on doit faire ; c'est alors qu'il convient de préciser, de souligner les principes, car les principes seuls survivent aux circonstances. Ils leur survivent parce qu'ils les précèdent. Mais encore faut-il s'en rendre compte, et tel a été le but sérieux de ce travail.

S'il ne s'était agi que de discuter les chances de paix, je n'aurais eu garde de prendre la plume. Ceci est une question de fait sur laquelle les raisonnements, les opinions et les prophéties exerceront une médiocre influence. L'événement ira aussi vite que les brochures, et il aura, je pense, un peu plus d'intérêt aux yeux du public.

J'espère avoir établi d'abord la définition du libé-

ralisme, ensuite l'identité essentielle du libéralisme et de l'alliance anglaise, enfin l'identité essentielle de l'alliance anglaise et de la guerre d'Orient. Cette alliance ayant été le caractère fontamental de la guerre, il importe qu'elle soit le caractère fondamental de la paix. Détruire par la paix ce qu'on n'a pas pu ruiner par la guerre , quelle victoire de la Russie vaudrait celle-là ! A la condition de nous séparer de l'Angleterre, elle signerait un traité plus rigoureux encore que celui dont elle vient d'accepter les bases.

Veillons donc avec soin , avec scrupule sur l'alliance. Sa mission est loin d'être terminée, et à vrai dire, elle ne le sera pas de longtemps. A quelle époque l'étroite union de l'Occident libéral cesserait-elle d'être nécessaire et au véritable équilibre, et à la sécurité de la civilisation, et à la paix du monde ? Quant à moi, je l'ignore. Et pour n'envisager même que l'intérêt spécial auquel cette alliance vient de pourvoir, je ne saurais dire pendant combien d'années l'Angleterre et la France seront appelées à surveiller en commun l'exécution du futur traité. Que de choses à accomplir et à empêcher ! que de stipulations qui deviendraient une lettre morte le jour où nous ne marcherions plus ensemble ! Signer la paix et supprimer ou affaiblir l'alliance, ce serait défaire de la main gauche ce que nous aurions fait de la main droite. L'enfantillage poussé à ce point en matière aussi grave mériterait un autre nom.

Nous figurons-nous, par hasard, que la Russie soit

morte, ou que le vaste parti qu'elle représente ait donné sa démission en Europe? La paix, sans le maintien énergique de l'alliance, sera à peine une suspension d'armes, un jour de répit pour reprendre haleine, refaire le trésor et l'armée, préparer surtout d'autres combinaisons et de meilleures chances. Le choc entre les deux principes contraires se reproduira ainsi plus violent et plus redoutable. Ceci soit dit à l'adresse des hommes qui travaillent en même temps et avec le même zèle à la destruction de l'alliance anglaise et à la paix !

Amis de la paix, ils ne le sont pas, car sans l'alliance qui seule en fait la force, elle ne saurait durer. Tant que l'Angleterre et la France sont unies, l'ordre européen a sa base ; dès qu'elles se séparent, l'esprit de désordre se donne carrière, et les puissances exclu-clusivement militaires comme la Russie reprennent leurs pensées de partage et d'envahissement.

Mais personne ne songe à porter atteinte à l'alliance anglaise ! Elle doit continuer, cela va de soi ! — Rien ne va de soi, et les choses les plus naturelles ne subsistent qu'à la condition d'être comprises et voulues. Je sais qu'on se gardera de nous dire : « Rompez avec les Anglais. » Il faudrait être bien maladroit pour tenir un pareil langage ! Non, la transition sera ménagée avec plus de soin. Aujourd'hui quelques froides paroles en faveur de l'alliance, accompagnées de force insinuations sur les intérêts distincts des deux pays, sur les vues égoïstes de la Grande-Bretagne, sur les ob-

stacles qu'elle oppose à la paix ; demain une théorie destinée à prouver que la France a vaincu seule, que seule elle a fait la guerre et la paix ; puis des plaintes au sujet d'une alliance trop étroite : que l'alliance subsiste, à la bonne heure ! personne n'y contredit, mais pourquoi lui conserver après la guerre un caractère tel qu'elle constituerait au sein de l'Europe une sorte d'*a parte* perpétuel ?

Mêlez à cela quelques récriminations inévitables, les difficultés spéciales que crée la liberté de la presse anglaise ; ajoutez-y le travail incessant de la Russie, de ses partisans et des États qui marchent à sa suite ; n'oubliez pas les avantages matériels qu'elle fait miroiter à nos yeux; et dites si l'alliance anglaise ne peut pas mourir un beau jour, sans qu'on ait cessé de prononcer la formule convenue : Il faut qu'elle vive !—Je fais très-peu de cas de cette formule ; je demande un acte plus sérieux. Maintiendrons-nous l'alliance à deux (ou plutôt à trois, car le Piémont en fait partie) après le rétablissement général des relations pacifiques ? Voilà la question.

Ce n'est pas chose toute simple de maintenir une alliance à trois quand on est en paix avec tout le monde. Rien n'est plus nécessaire cependant et rien ne sera plus facile à motiver ; il ne s'agit que de vouloir. Notre position dans la guerre n'a-t-elle pas été assez spéciale pour justifier des relations spéciales après la paix? Je n'insiste pas, ce serait sortir de mon rôle. Autant il convient que j'use du droit qui appar-

tient à tout citoyen et que j'exprime avec précision un vœu qui se rattache aux intérêts généraux du libéralisme, autant il me conviendrait peu d'indiquer les conventions détaillées de garanties et de bons offices réciproques à stipuler entre la France, l'Angleterre et le Piémont. Mon terrain est celui des principes, je tiens à y rester.

L'alliance à trois est tellement indiquée, qu'il serait malaisé de ne pas la conclure. Il ferait beau nous voir abandonner l'Angleterre dans les difficultés que la Russie lui suscite en Asie ! Nous aurions bonne grâce à dire au Piémont : Maintenant que tout est fini, ne comptez plus sur nous ! Les droits du Piémont vis-à-vis de la France et de l'Angleterre ne vont pas s'éteindre au sein des conférences prochaines, où sa place est marquée à côté des grandes puissances. Si sa généreuse conduite lui a valu l'honneur d'y siéger, s'il a grandi aux yeux du monde, s'il a prouvé aux plus incrédules que la liberté n'affaiblit personne, si son ascendant en Italie s'est accru, s'il a enfin semé pour l'avenir, il est juste que nous continuions à le soutenir dans le présent. Ses ennemis seront plus ardents que jamais ; il ne faut pas que ses amis se refroidissent.

II

Notre alliance est battue en brèche depuis quelque temps avec une persévérance, avec une habileté, qui

sont bien faites pour fixer l'attention. Énumérons une à une ces attaques si ingénieusement combinées.

On a commencé par distinguer entre nos intérêts et ceux de l'Angleterre; on nous a recommandé de ne pas trop la servir, de laisser entières ses difficultés en Asie. Pourquoi la France travaillerait-elle à protéger l'Inde anglaise? Kars est tombé, qu'importe! il vaut mieux que l'héroïque misère de ses défenseurs accuse l'abandon où on les a laissés, que si l'on pouvait nous reprocher d'avoir rendu un service indirect à l'Angleterre en portant la guerre dans l'Asie-Mineure et en menaçant les possessions transcaucasiennes de la Russie! Voilà ce qu'on a beaucoup répété, et ce qu'on n'a peut-être pas répété sans succès. De tels succès vaudraient mieux pour les Russes que le gain d'une bataille rangée. —Le jour où l'on serait parvenu à nous persuader que nous devons laisser l'Asie-Mineure ouverte aux Russes de peur de leur fermer le chemin des Indes, ce jour-là notre alliance aurait cessé d'être solide en cessant d'être cordiale. Notez que la Turquie, dont nous avons pris la défense, est aussi accessible par la Géorgie que par la Bessarabie et par la mer Noire. Or, des trois routes, nous nous attacherions à en barrer deux, laissant d'ailleurs la troisième entièrement libre, et cela par l'unique motif que cette route mène aussi en Perse, qu'elle peut se diriger vers le Caboul, et jusqu'aux bords de l'Indus ou du Gange; par l'unique motif que la Russie intrigue à Téhéran, qu'elle y prépare des ruptures

diplomatiques, qu'on lui envoie de là une ambassade solennelle, qu'elle fait enfin attaquer Hérat !

Les ennemis de l'alliance ont tenté de l'entamer d'un autre côté ; ils se sont mis à prêcher la paix à tout prix, la paix sans garanties réelles. Ils n'ignoraient pas que l'opinion publique en Angleterre, étant plus libérale que la nôtre, avait pris plus au sérieux que nous la lutte entreprise contre le principe absolutiste. Ils en concluaient qu'en réclamant la paix avant qu'elle fût possible, ils avaient la chance de nous séparer de nos alliés. De là ces bruits colportés avec tant de persistance et qui rencontraient naturellement dans la presse anglaise d'énergiques démentis, commentés et exploités à leur tour. Ceux qui poursuivaient ainsi la paix étaient précisément ceux qui n'avaient pas voulu la guerre ou qui n'auraient voulu qu'une démonstration défensive à Constantinople ; il était naturel qu'ils trouvassent toujours qu'on nous accordait assez et presque trop ; mais il était naturel aussi que ceux qui avaient voulu la guerre et compris sa portée se contentassent à moins bon marché.

En attendant, l'irritation allait se propageant contre l'Angleterre. On n'avait pas encore vu jour à négocier sur des bases acceptables, que déjà la réputation des Anglais était faite : toutes les difficultés venaient d'eux ! Ils souhaitaient une guerre sans fin ! — La vérité est qu'ils désiraient la paix autant que personne ; seulement ils la désiraient sérieuse et sincère. S'étant rendu compte du but de la guerre, ils se refusaient

à la croire finie tant que ce but n'était pas atteint; il leur répugnait d'agir comme des gens qui seraient entrés d'abord dans une grosse affaire et qui en seraient sortis ensuite, sans trop savoir pourquoi. Aussi voyez à quel point le langage des Anglais a changé, dès que les perspectives d'une paix solide se sont présentées! On a bien pu s'assurer alors que ce qu'ils avaient repoussé ce n'était pas la paix elle-même, mais les désastres immenses cachés sous une fausse paix. Passé le premier moment de juste défiance ou d'utile réserve, les journaux de Londres ont fait des vœux pour le succès des négociations, le langage de lord Cowley a été nettement pacifique, le discours de la reine et la discussion du parlement n'ont laissé aucun doute sur les intentions de la Grande-Bretagne. En vain les ennemis de l'alliance ont-ils suivi leur mot d'ordre, en vain ont-ils exagéré chaque parole, gémi à propos du moindre article ou du moindre meeting, en vain ont-ils attribué faussement à l'Angleterre les articles des préliminaires qui rendaient douteuse l'acceptation de la Russie (la demande d'une cession de territoire, par exemple); les choses n'ont pas tardé à paraître telles qu'elles sont. Les fureurs anglaises au sujet de la paix se sont trouvées tout juste aussi vraies que les querelles et les duels qu'on s'était plu si longtemps à supposer entre les officiers des deux armées et des deux flottes. Chacun a pu s'assurer que l'Angleterre facilitait tout, qu'elle consentait noblement au choix de Paris comme siége des conférences, que nulle

part la nouvelle d'une paix glorieuse n'était accueillie plus sympathiquement que chez elle. J'espère, quant à moi, qu'elle s'attachera à démentir jusqu'au bout ses opiniâtres calomniateurs. Pourquoi un changement de ministère semblerait-il indiquer que la politique qui a fait la guerre n'est pas celle qui va s'écrire en toutes lettres dans le traité de paix? Je n'ai point de faible pour lord Palmerston dont les sympathies politiques, en ce qui touche la France, ne se sont guères rencontrées jusqu'ici avec les miennes; cependant je regretterais sa chute. La majorité guerrière sera la majorité pacifique au parlement. Le parti qui va triompher, ce n'est pas celui qui blâmait la guerre, c'est celui qui l'a voulue, qui l'a bien faite et qui l'a bien terminée.

Un mot encore. — Ceux qui accusent l'Angleterre de ne pas accepter les chances de paix avec assez d'enthousiasme, n'ont rien négligé pour les lui rendre inacceptables; ils ont pris à tâche de lui faire de la continuation des hostilités une question d'honneur national. Ne vont-ils pas répétant partout qu'elle a été battue, humiliée; qu'elle est descendue au second rang, ou même au troisième? Il ne faudrait certes pas s'étonner si un grand peuple qui entend tenir un tel langage et qui sent ses forces, éprouvait la tentation de prolonger la lutte afin de montrer ce dont elle est capable. On conviendra du moins que cette persistance ne saurait passer pour une preuve d'abattement; la déchéance des peuples se traduit par d'autres signes!

Hé bien, soyons justes; la justice ici sera essentiel-

lement pacifique, car le dénigrement de l'Angleterre pourrait seul produire un soulèvement de l'opinion au delà du détroit et opposer à la paix l'obstacle le plus sérieux qu'elle coure risque de rencontrer dans l'Europe occidentale.

J'ai eu la bonne foi de me demander, non pas ce que valent les plaintes et les prétendus aveux des Anglais eux-mêmes (chacun sait à quoi s'en tenir là-dessus), mais ce qu'il peut y avoir de fondé dans les exclamations que tant de personnes font entendre sur la déchéance de l'Angleterre, sur l'affaiblissement prodigieux dont la campagne de Crimée aurait été *la révélation.*

Qu'a-t-elle révélé, cette campagne de Crimée? Que l'Angleterre ne marche pas dans le système des grandes armées permanentes et qu'elle ne peut pas mettre en ligne autant de régiments que nous! Loin de s'en humilier, elle s'en vante, et soyez sûr qu'elle n'aura garde de changer. En tous cas la découverte est médiocre. — Que des troupes qui ont tenu garnison à Gibraltar, à Malte ou à Corfou ne valent pas, la première année, pour supporter les rigueurs de l'hiver celles qui ont fait vingt ans de campagne en Afrique! Je pense qu'un résultat contraire aurait fort surpris. — Que les Anglais, par la même raison, ont eu en commençant des services d'administration et d'ambulance très-inférieurs aux nôtres! Qu'ils ont quelque chose à réformer dans leur mode de recrutement et d'avancement! Qu'enfin leurs horse-guards et leurs riflemen

sont loin d'égaler nos zouaves et nos soldats en général pour ce qui tient à ce fond de gaieté, à ce savoir-faire, à cette abondance de ressources, à tout cet ensemble de qualités qui constituent la perfection de l'esprit militaire! Il n'y avait personne qui en doutât, ni en Angleterre ni ailleurs.

Mais voici où commencent les *révélations*. On ne s'attendait pas à voir l'Angleterre vaincue sur mer et sur terre, car vous saurez qu'elle s'est fait battre partout! Des hommes éclairés et sincères nous disent cela sans rire : ils nous demandent où sont les triomphes maritimes que la Grande-Bretagne avait rêvés, et ils ajoutent que ses défaites sautent aux yeux, à l'Alma, à Inkermann, à Sébastopol.

Quant aux triomphes maritimes, la Russie a pris le vrai moyen d'en frustrer l'Angleterre et nous, elle a refusé le combat. Ni dans la mer Noire ni dans la Baltique, il n'a été possible d'amener ses vaisseaux à sortir des ports, même en leur offrant l'avantage du nombre. Je conçois qu'un tel fait soit très-humiliant... pour l'Angleterre!

Restent l'Alma et Inkermann. Les Russes y auraient ils été vainqueurs, par hasard? Non, mais ils *l'auraient* été, si les troupes françaises n'avaient contribué à les battre! En d'autres termes, les victoires se seraient changées en défaites, si une moitié de l'armée victorieuse avait subitement disparu sur le champ de bataille! Je me charge de refaire l'histoire, avec ce beau système ; je prouverai, clair comme le jour, qu'on

s'est trompé jusqu'ici, que les Autrichiens ont été vainqueurs à Marengo et les Russes à Austerlitz.

On parle de l'Alma, d'Inkermann ! Ignore-t-on donc que l'honneur recueilli par les Anglais dans ces deux journées suffirait à illustrer quelque nation que ce fût? Ceux qui les ont vus à l'Alma ne les oublieront jamais, ces soldats intrépides qui prenaient les batteries au pas ordinaire, défilant sous le feu des Russes comme aux parades de Hyde-Park. A Inkermann, où ils étaient un contre dix, ont-ils tourné le dos? Non, pendant des heures, ils ont tenu bon, et lorsque les cartouches ont manqué ils ont combattu avec leurs crosses, et lorsque les crosses ont été brisées ils ont trouvé encore moyen de combattre.

J'oubliais de mentionner parmi leurs *défaites* la charge de Balaklava. Chose étrange, il y a eu en Crimée un fait de pure chevalerie, d'héroïsme sans but utile, et c'est la nation « mercantile » qui l'a accompli. La cavalerie anglaise reçoit un ordre inexécutable, elle le sait, et elle obéit, et deux fois à l'aller, deux fois au retour, elle perce les masses profondes des Russes ; elle revient avec le tiers de son effectif. « C'est magnifique, mais ce n'est pas la guerre! » Je comprends cette parole d'un de nos généraux ; je ne comprends pas qu'une armée qui fait de telles choses soit humiliée et vaincue.

Il est vrai qu'on se rejette sur le dernier combat de la campagne, sur celui qui a déterminé l'évacuation de Sébastopol : n'est-il pas certain qu'alors les Français

ont été victorieux et que les Anglais ont été battus? Les premiers n'ont-ils pas occupé Malakoff, tandis que les seconds ne parvenaient pas à se maintenir au grand Redan ! — Ceux qui raisonnent ainsi n'ont sans doute pas jeté les yeux sur les plans de Sébastopol ; s'ils les avaient examinés, ils sauraient que les deux attaques dirigées contre le grand et contre le petit Redan n'ont été que des diversions nécessaires, que Malakoff seul pouvait être conservé, parce que seul il était fermé à la gorge. Aussi, qu'est-il arrivé? Les trois ouvrages ont été pris, Malakoff et le petit Redan par nous, le grand Redan par les Anglais ; Malakoff est resté entre nos mains, et quant aux deux Redan il n'y a pas eu moyen de s'y maintenir sous l'effroyable tempête des feux qui les dominaient ; les Français comme les Anglais, les Anglais comme les Français ont été contraints de s'en retirer après avoir essayé d'y tenir quelque temps ; mais ceux qui se retiraient ainsi avaient contribué pour leur bonne part à l'enlèvement de Malakoff. Et voilà comment les Anglais étaient vaincus pendant que nous étions vainqueurs! Voilà comment ils n'ont pas pris Sébastopol !

J'ai déjà dit le but de tant d'injustices parfois involontaires et dictées par la seule passion ; il s'agit de nous séparer des Anglais, à force de nous exalter à leurs dépens.

Lorsque l'empereur Nicolas mit la main à sa grande entreprise, lorsqu'il envoya à Constantinople le prince Menschikoff, il comptait sur les incompa-

tibilités nombreuses qui devaient empêcher l'union intime de l'Angleterre et de la France. Il pensait que, depuis la chute de la monarchie constitutionnelle chez nous, le système de l'alliance anglaise était radicalement ruiné. A l'opposition des principes de gouvernement avait semblé se joindre plus d'une fois un sentiment réciproque de méfiance ou d'hostilité ; le czar ne savait pas ce que pourra toujours la simple menace d'un progrès de l'absolutisme russe, pour rapprocher, en dépit de tout, la France et l'Angleterre; il ne savait pas qu'en pareil cas ce qui nous unit triomphera toujours de ce qui nous sépare. Là a été sa grande erreur.

Dès lors son succès était impossible. Lui-même ne se faisait pas l'illusion de croire qu'il fût en état de tenir tête à la France et à l'Angleterre réunies, même quand elles sont obligées de combattre loin de chez elles. Il savait que la Russie, qui pouvait essayer de résister la première année, serait moins capable de le faire la seconde, et moins encore la troisième. —Nous avons un moyen sûr d'apprécier cet amoindrissement rapide et continu des forces relatives de la Russie ; les propositions de paix sont une sorte de thermomètre facile à consulter. Que demandait-on d'abord ? L'évacuation des principautés. Que demandait-on ensuite ? La réduction de la flotte russe dans la mer Noire. Que demande-t-on maintenant? L'anéantissement complet de cette flotte, la destruction des arsenaux, l'abandon de la Valachie et de la Moldavie, le règlement, sans la

Russie, des questions relatives aux chrétiens sujets de la Porte. Que demanderait-on l'an prochain si la guerre devait continuer? Chacun peut s'en faire une idée.

Si l'empereur Nicolas n'a pas reculé sur-le-champ, c'est qu'il a espéré (et bien des gens avec lui) que l'alliance anglo-française n'irait pas loin. Résisterait-elle au contact des deux flottes et des deux armées, aux difficultés pratiques, aux diversités de vues, aux rivalités de commandement? C'était la seule chance des Russes. Or elle leur a échappé; ce qui devait ruiner l'alliance, le frottement journalier, l'action commune, est justement ce qui l'a cimentée. L'alliance est plus solide que jamais ; elle semble indestructible, pourvu qu'on ne lui fasse pas courir les aventures de la guerre en Europe, des remaniements territoriaux et des conquêtes.

Les choses étant ainsi, tout ce qu'il y avait d'intelligent en Russie savait à quoi s'en tenir. Il ne restait qu'à sortir le mieux possible d'une affaire désastreuse et mal engagée. La paix, si elle s'achève comme je le crois, n'aura été faite ni par l'intervention diplomatique de l'Autriche, ni par les instances de la Prusse et de la Hollande, ni par la décision courageuse et honorable de l'empereur Alexandre, ni même par nos victoires ou par l'épuisement progressif de notre ennemi ; elle aura été faite par notre alliance avec l'Angleterre. L'alliance subsistant, la cause russe était perdue ; un peu plus tôt, un peu plus tard, il fallait céder. On a préféré le faire aujourd'hui en abandonnant la mer

Noire et le Pruth, que de le faire l'an prochain en abandonnant la Crimée, la Bessarabie, et peut-être le Caucase.

Voici d'ailleurs ce que le parti russe n'a cessé de mander à Pétersbourg : l'empereur Nicolas s'est trompé, la lutte a été entreprise dans des conditions qui rendent le succès impossible ; le mieux est donc d'y renoncer, pour la reprendre un jour sur une autre base ; la paix offrira des chances que la guerre ne peut plus offrir ; par la paix on relâchera les liens qui unissent l'Occident ; puis, ces liens une fois relâchés, vous prendrez votre revanche.

Le parti russe a poussé à la paix et au dénigrement de l'Angleterre. De plus, et pour atteindre plus promptement son but, il a jeté dans la circulation l'idée d'un congrès. Cette idée, grâce à Dieu, n'a été accueillie ni par l'Angleterre ni par la France. Il est bon de se rendre compte de ce qu'elle renferme, et de la différence fondamentale qui existe entre des conférences et un congrès.

Dans les conférences, chacun se présente avec ses amis et en face de son adversaire. Si quelque autre État est admis, c'est à titre d'intermédiaire et à raison de ses bons offices ; il ne s'agit ni d'une réunion ordinaire des grandes puissances, ni encore moins d'une réunion de toutes les puissances de l'Europe. — Dans un congrès, au contraire, tout change, les questions, la manière de les poser, et l'assemblée appelée à les résoudre. Là notre alliance occidentale se trouverait

comme noyée et absorbée au milieu des gouvernements grands ou petits, qui subissent pour la plupart l'influence de la Russie. Là l'intention de régler toute les questions à la fois ferait perdre à notre question spéciale une partie de sa netteté. Là on prétendrait ressusciter les usages des anciens congrès et annuler les droits du Piémont en le réduisant à figurer parmi les puissances secondaires, à voter sur certains points seulement. Là, en un mot, nos amis risqueraient d'être sacrifiés à nos adversaires.

En résumé, de même que le caractère essentiel de la guerre d'Orient a été l'alliance anglaise, de même la rupture graduelle de cette alliance est le caractère essentiel qu'on voudrait imprimer à la paix. On s'adresse à notre vanité, on nous parle d'une paix « française, » on nous dit qu'elle sera française parce qu'elle est désintéressée, absolument comme si l'Angleterre avait réclamé plus que nous-mêmes des avantages particuliers! On nous invite à un congrès où nous trônerions; on nous répète que, la guerre nous ayant donné tout ce qu'elle pouvait nous donner en fait d'honneur militaire et d'ascendant politique, nous n'avons plus à nous occuper de rien.

J'espère que toutes ces manœuvres seront déjouées. Je compte pour cela sur nos sentiments de fidélité et de justice à l'égard de nos frères d'armes; je compte aussi sur cette conscience de sa puissance et de ses succès qui mettra l'Angleterre au-dessus de certaines attaques. La force seule peut les dédaigner, et ce ne

sera pas une médiocre preuve de grandeur que de consentir à signer la paix sans avoir infligé un sanglant démenti à ceux qui transforment en échec la vaillante et victorieuse attaque du Redan. Après avoir triomphé sur le champ de bataille, nous ne succomberons pas à de vulgaires embûches : nous saurons avoir une conférence et non un congrès; nous saurons sauvegarder notre alliance pendant la paix comme nous l'avons maintenue pendant la guerre.

III

La paix n'est pas faite, je le sais; mais je sais aussi qu'elle se fera, si nous restons fidèles sans varier au principe et à l'esprit de l'alliance.

La Russie est lasse, sinon à bout de forces; quand on a levé six conscriptions en deux ans (et Napoléon chez nous n'avait appelé que quatorze classes en dix années), on est bien près d'avoir épuisé un pays. Or, ce pays étant construit de telle sorte que ses postes avancés les plus précieux, ceux sur lesquels repose tout l'avenir de son ambition en Asie, sont exposés aux coups des puissances maritimes, que leur destruction suffit à la paix, qu'elle en rendrait au besoin la signature presque superflue, qu'elle dispense en tous cas de venir la chercher au cœur de la Russie européenne, il est évident que pour rendre inébranlables les dispositions pacifiques de la Russie il suffit de

prouver que nous sommes plus capables que jamais de continuer la lutte. Témoignons énergiquement le désir d'y mettre un terme, mais que rien chez nous n'annonce ou un ralentissement dans les préparatifs de la prochaine campagne, ou surtout une divergence quelconque avec nos alliés.

Quant aux conférences, leur succès est clairement attaché à la même condition, à celle que nous retrouvons au fond de tout ceci : la fidélité à notre principe, la vue nette de ce que nous avons voulu et de ce que nous voulons. Nous arrivons aux conférences tels que nous étions aux bords de la Tchernaïa et au pont de Traktir, avec les Sardes et les Anglais. Nous y arrivons avec nos propositions précises dont il n'y a pas à s'écarter. Ainsi nous évitons d'avoir ou un congrès ou même une réunion des grandes puissances; ainsi nous ne fournissons pas au parti russe et à l'Autriche l'occasion si ouvertement cherchée d'humilier le Piémont, en lui réservant, sous le prétexte des précédents, je ne sais quelle admission nominale. Le rôle de nos adversaires est de chercher à faire entrer dans les conférences toute l'Europe et toutes les questions ; le nôtre est de nous en tenir fermement, obstinément aux cinq articles déjà acceptés.

Ces cinq articles sont un traité tout fait, et je ne comprendrais pas que la délibération pût être longue si elle est sincère. De quoi s'agit-il ? De constater le sens simple, l'application naturelle de chaque article, sans rien ajouter, sans rien retrancher ; de faire connaître

officiellement ce que la Russie connaît officieusement depuis l'origine, le contenu du cinquième, et de signer. N'oublions pas que la diplomatie russe excelle à accepter des « bases, » et que le *Journal de Saint-Pétersbourg* a parlé de « négociation sur des points accessoires. » Le moindre retard, quand tout a été convenu et accepté d'avance, exciterait les méfiances de l'opinion ; or l'opinion va se donner carrière. A côté des conférences siégera le parlement, et à côté du parlement s'ouvriront les meetings. Il n'y a rien là qui doive compromettre la paix ; à une condition toutefois, c'est que l'accord qui semble exister aujourd'hui se manifestera sur-le-champ par des actes et qu'on n'introduira pas « des points accessoires » où le public n'en a encore aperçu aucun. Si l'on parvenait à compliquer ce qui est simple, il en naîtrait une irritation profonde, les idées de déception se répandraient, on s'inquiéterait du temps perdu pour la prochaine campagne, et alors nous verrions arriver de deux choses l'une : ou la rupture des négociations, ou un refroidissement de l'alliance.

Inventer de nouveaux articles après coup, ce serait jouer le jeu de l'ennemi. Notre intérêt est de savoir vite à quoi nous en tenir et de ne pas laisser entamer l'alliance. On a parlé de demander l'occupation d'une partie de la Crimée par nos troupes ! On a parlé de discuter dans les conférences ce qui est réservé à nos conventions particulières avec la Turquie, l'amélioration du sort des rajas et l'organisation des principautés !

On a parlé de régler le sort de la Pologne! Pourquoi pas aussi les droits du Sund? pourquoi pas toutes les difficultés, grandes ou petites, qui existent en Europe? pourquoi pas un congrès?

L'Angleterre, la Sardaigne, la Turquie et la France sauront maintenir leur position. Elle est si simple et si digne! La noble guerre et la noble paix! Il n'y a que la force qui puisse être ainsi modérée, qui puisse dire : Je circonscris moi-même la guerre, je ne lui permettrai pas de dégénérer; elle ne servira ni l'esprit de conquête ni l'esprit de révolution; elle atteindra le but que je lui fixe d'avance; elle ne restera pas en deçà et n'ira pas au delà. — Les amis de la paix ont-ils mesuré la valeur de ce progrès de notre temps, la guerre pacifique et la paix désintéressée? Ont-ils compris que l'alliance anglo-française est seule capable de les faire et de les vouloir ainsi?

Or cette paix désintéressée et dans laquelle les vainqueurs ont soin de ne s'assurer aucun avantage spécial, est en même temps une paix sérieuse qui consacre énergiquement les résultats de la lutte. Si elle imposait des sacrifices moins grands à la Russie, elle ne serait plus une paix, mais un replâtrage; elle laisserait la question entière. Je n'ai jamais désiré une paix semblable, précisément parce que je tiens à la paix.

Les cinq articles résolvent admirablement et dans toutes ses parties la question qui avait été posée. La Russie agissait en souveraine des principautés; on assure leur indépendance absolue vis-à-vis d'elle, on

détache même à leur profit la vallée du Pruth et les places fortes construites par les Russes sur la rive gauche. La Russie entravait la navigation du Danube ; on la garantit pleinement. La Russie dominait la mer Noire et y tenait dans ses arsenaux des flottes toujours prêtes à surprendre Constantinople ; la mer Noire est neutralisée, les arsenaux seront détruits, les flottes ne reparaîtront plus. La Russie s'était arrogé le protectorat officiel des populations grecques de Turquie ; le sort des chrétiens sera réglé sans elle. Enfin, la Russie portait en avant la bannière de l'absolutisme qu'elle représente ; la bannière va reculer.

Je cherche où sont les points que les cinq articles n'auraient pas réglés et qui pourraient encore se discuter dans les conférences.

On n'y proposera pas sans doute de confirmer l'incorporation à la Russie du pachalik de Kars ! L'évacuation des territoires respectivement envahis est la condition première des négociations, et il n'y aurait pas assez de huées pour nous en Europe si nous consentions à examiner seulement une minute l'idée burlesque de terminer la guerre d'Orient en laissant la Turquie ouverte et en reconnaissant aux Russes la possession de Kars.

La conservation de l'arsenal militaire de Nicolaïef pourra-t-elle être soutenue de bonne foi, en présence des préliminaires acceptés par la Russie? Je ne pense pas, car les préliminaires exigent la suppression de tous les arsenaux militaires de la mer Noire. M. de

Nesselrode a si bien senti la portée de cette expression, qu'il a demandé (et n'a pas obtenu) qu'on mît : « Les arsenaux *sur les rives* de la mer Noire. » Or, Nicolaïef, qui n'est pas sur les rives, est apparemment un des arsenaux militaires de cette mer qu'on veut neutraliser. Neutralisation étrange que celle qui ôterait Sébastopol et respecterait Nicolaïef!

Contestera-t-on l'admission des consuls dans les ports russes? Mais les préliminaires garantissent en propres termes l'établissement des institutions conformes au droit des gens.

La Russie enfin prétendra-t-elle repousser la condition que lui imposent les puissances maritimes, de ne pas reconstruire Bomarsund? Il faudrait pour cela que le cinquième point n'eût pas été accepté par elle comme les quatre autres, purement et simplement. J'ajoute qu'en l'acceptant la Russie savait à merveille de quelle façon cette espèce de blanc-seing serait rempli. Il n'y a donc rien à débattre, et j'espère qu'on ne débattra rien en effet; j'espère qu'on nous épargnera les contre-propositions dérisoires au sujet d'Héligoland, car le gouvernement russe, en signant le cinquième point, a bien entendu sans doute s'engager à quelque chose.

Ainsi l'alliance, fermement maintenue, préviendra toutes les difficultés. Établie sur son propre terrain et ne s'en laissant pas éloigner, elle atteindra son but et survivra à son triomphe.

LES FRUITS DE L'ALLIANCE.

I

J'ai déjà montré, chemin faisant, quelques-uns des fruits de notre alliance libérale : restaurer en Europe le sentiment du droit, protester contre la force brutale, mettre la prépondérance du même côté que les idées, établir ainsi l'équilibre sur sa vraie base, prouver à la contre-révolution que son temps est passé pour toujours, qu'on peut la réprimer sans faire appel à l'esprit révolutionnaire et qu'on peut la battre sans allumer la guerre générale, c'est bien quelque chose; néanmoins ce n'est pas tout.

Il y a d'abord un magnifique enseignement dans cette supériorité manifeste des pays libres, ou du moins compromis dans le sens du libéralisme, sur les pays où domine l'autocratie. A ne considérer que le chiffre des populations et des soldats, la partie n'est pas égale; la Russie fait mouvoir des masses plus considérables, elle est chez elle, elle ne nous est point inférieure d'ailleurs

en bravoure ou en science militaire, ses officiers du génie ont même déployé dans la défense de Sébastopol un talent et des ressources qu'il nous est permis d'envier; et cependant il faut que l'Occident triomphe. Il le faut, parce qu'il a en lui ce *je ne sais quoi* qui n'est ni le chiffre de la population, ni celui des soldats, ni le matériel, ni le personnel, ni la bravoure, ni les connaissances techniques, ce *je ne sais quoi* que méprisent nos jeunes gens si vieux, si sages, si peu chimériques, si bien revenus de tout, ce *je ne sais quoi* que les siècles utilitaires ne font pas entrer dans leurs calculs, d'où il résulte que leurs calculs sont toujours faux.

Il n'est pas fâcheux qu'on s'en aperçoive aujourd'hui : la liberté, la pensée, le déploiement de l'être moral sont des forces, et les premières de toutes. Avant de compter les régiments et les vaisseaux d'un peuple, demandez si l'on pense chez lui, si l'on croit, si l'on connaît autre chose que la matière, si l'on poursuit autre chose que l'argent, les places, les grades ou les clefs de chambellan; demandez s'il y a là des consciences, des hommes, des individus. Quelque peu riches que nous soyons nous-mêmes sous ce rapport, nous le sommes pourtant plus que la Russie. Unis à l'Angleterre nous devions faire la loi au monde.

Même au point de vue militaire, l'essentiel est de vivre. Les gibernes qui ne renferment que des cartouches sont des gibernes vides; les armées qui ne connaissent que l'obéissance passive sont vaincues d'avance. Ou si elles l'emportent un moment, leur

triomphe même demeure stérile; la force matérielle est un torrent qui traverse la terre, qui la ravage et qui passe. Je me rappelle ces paroles d'un journal anglais au commencement du conflit : « Le malheur du despotisme c'est qu'il est incapable d'apprécier la puissance des forces spirituelles. Tous les autocrates, depuis Xerxès, ont cru qu'il suffisait de mettre des masses en mouvement. »

Telle a été aussi l'erreur du czar. On s'est beaucoup extasié sur la conduite de ses soldats. Je n'aurai pas l'injustice et le mauvais goût de contester leur courage; mais je demanderai pourquoi ils ont été toujours battus, toujours et par tout le monde; pourquoi les Russes n'ont pas même essayé une fois de faire prendre l'air à leurs immenses flottes emprisonnées derrière des remparts; et je poserai une autre question : à supposer une situation inverse et les Russes débarqués sur notre territoire ou sur celui de l'Angleterre, combien de semaines, combien de jours nous aurait-il fallu pour les jeter à la mer ?

Ne pas dire ces choses, ne pas tirer la conclusion, ou plutôt *la moralité* de la guerre actuelle, ce serait moins humilité que duperie. Il importe qu'on sache ce que valent et à quoi servent la liberté et la civilisation. Je ne parle pas même des richesses matérielles qu'elles créent; tout le monde a pu remarquer que, tandis que la Russie est presque à bout de ressources, les tableaux du commerce et du revenu annoncent un progrès soutenu en France et en Angleterre, malgré la guerre et malgré la cherté des subsistances.

Et maintenant comment énumérer les bienfaits sans nombre que doit amener la paix fondée sur l'union intime de l'Occident? l'œuvre de l'émancipation des chrétiens et de la transformation graduelle de l'empire ottoman, un principe nouveau brisant ce cachot de l'islamisme où il semblait condamné à périr et abolissant les pénalités barbares qui atteignent aujourd'hui encore les Turcs convertis; le protectorat commun de la liberté religieuse en Orient venant remplacer les protectorats spéciaux qui se manifestaient par le honteux spectacle des luttes de prérogatives et des querelles de couvents; l'esclavage musulman attaqué dans sa racine, le servage russe remis en question, l'Amérique elle-même placée en présence d'une Europe plus unie et d'une opinion plus vigilante; l'Angleterre proclamant le droit des neutres et la liberté des mers, la France consacrant sans doute la liberté du commerce, les antagonismes traditionnels qui entravaient le mouvement du monde disparaissant l'un après l'autre, les isthmes s'ouvrant, aujourd'hui Panama, demain Suez, les murailles de la Chine et du Japon achevant de tomber, et partout l'Évangile frayant la voie à la vraie civilisation; quelles conquêtes! — Sans doute il y aura aussi dans ce gigantesque progrès des découvertes, de l'industrie et de la prospérité matérielle qui semble devoir caractériser les temps modernes, une tentation satanique que nous sommes tenus de conjurer. Il faut que l'influence du christianisme s'exerce plus vivante, plus active et plus profonde que jamais. Seul il est

capable de relever ce que l'industrie abaisse, de combler par l'amour du prochain les abîmes qu'elle creuse, d'aller plus vite qu'elle enfin dans la voie où notre monde est lancé. Il a bien suscité en Angleterre ces trente-deux mille sociétés de bienfaisance qui comptent trois millions de membres et qui distribuent chaque année cent vingt-cinq millions de francs; pourquoi ne ferait-il pas infiniment plus, en Angleterre et ailleurs? Il le fera, si la foi évangélique pénètre dans beaucoup de cœurs. Y pénétrera-t-elle? Nul ne peut le dire, mais chaque chrétien peut l'espérer et en tous cas doit y travailler.

L'alliance anglo-française, par cela seul qu'elle est libérale, sera favorable au réveil des croyances; nous savons le lien étroit qui unit l'Évangile et la vraie liberté. Foi individuelle, charité individuelle, avénement progressif du droit et de l'individu, telle est la voie où se trouvera la solution des vastes problèmes sociaux que nous réserve l'avenir. Efforçons-nous d'y marcher; les difficultés seront grandes, mais que ferait-on si l'on calculait toujours les obstacles? « Celui qui prend garde au vent ne sèmera point, et celui qui regarde les nuées ne moissonnera point. »

On s'est beaucoup demandé qui avait gagné le plus à la guerre actuelle : la France, ou l'Angleterre? Je réponds sans hésiter que c'est la France, car c'est elle qui a montré à l'Orient qui ne la connaissait guère encore l'armée la plus forte et la plus favorisée du succès. Mais je me hâte d'ajouter que si l'un des pays

a gagné plus que l'autre, tous deux ont gagné. Il est passé le temps des rivalités mesquines qui prétendaient édifier la prospérité nationale sur l'abaissement des peuples voisins; nous commençons à comprendre que tout le monde ici-bas est intéressé à la grandeur et au bonheur de tout le monde.

II

Je voudrais finir, et cependant je ne le puis : il reste un mot à dire, car il reste à consoler un certain nombre d'âmes vraiment libérales qui ne croient pas qu'une guerre puisse être jamais utile. Selon elles, parler des avantages produits par une guerre, c'est proférer un blasphème : la guerre est toujours un mal, la guerre amène le développement des armées permanentes, qui sont aussi un mal.

Il n'y a pas de bonne guerre, d'accord ; mais il y a des guerres nécessaires. Et qui donc serait assez insensé ou assez pervers pour aimer la guerre en elle-même? On ne me demandera pas sans doute de profession de foi à cet égard : comme chrétien et comme libéral, je déteste la guerre autant que qui ce soit. Je sais les souffrances qu'elle amène, et je sais aussi que les mœurs, les habitudes, les institutions qu'elle fait naître ne sont pas de celles qui poussent au développement de la liberté.

Cela admis, en faudrait-il conclure que nous lais-

serons tout faire en Europe aux États qui ne partagent pas nos répugnances et nos scrupules? Ce serait précisément le moyen de déchaîner des luttes sans fin. Si j'étais membre de la société de la paix, je mettrais autant de soin à honorer les guerres légitimes qu'à flétrir les guerres de conquête ou d'amour-propre. Les premières sont en effet le seul obstacle aux secondes. Elle a certes quelque chose de vrai et que l'avenir réalisera, la pensée qui veut appliquer à l'Europe ou au monde une sorte d'organisation amphyctionique; nous marchons visiblement dans ce sens, et qu'est-ce autre chose déjà, ces délibérations communes des cinq grandes puissances, cette interposition de l'Europe pour empêcher les conflagrations qui la troubleraient, ces protocoles, cet incessant travail de police générale qu'accomplit la diplomatie? Je ne suis pas du tout de ceux qui ne trouvent qu'un sujet de moqueries dans les idées et dans les espérances de la société de la paix. Plus les relations deviendront faciles, plus les peuples divers sentiront l'unité et la solidarité qui les unit, plus aussi le système des guerres anciennes fera place à un système nouveau. Les guerres privées ont bien disparu devant la civilisation; pourquoi ne pas poursuivre autant que possible la suppression des guerres internationales?—Seulement, et c'est ici que se montre l'erreur vraiment singulière de M. Cobden et de son parti, on ne les supprimerait guère en disant aux Puissances qui représentent la force brutale et l'esprit de conquête : « Passez-vous vos

fantaisies, ravagez le monde, opprimez les faibles, violez le droit, assurez l'ascendant de votre principe; le nôtre nous empêche de vous résister. » Conservons au moins la guerre contre la guerre, la guerre qui vient mettre à la raison au nom de l'Europe un grand révolté européen; sinon les sociétés de la paix se trouveront faire les affaires des batailleurs et des conquérants.

Utopie est bientôt dit. J'ai remarqué que les gens les plus déraisonnables par le temps qui court sont ceux qui craignent avant tout de passer pour chimériques. Pour moi, je ne crois pas que la seconde réforme entreprise par M. Cobden soit moins impraticable, ni surtout moins importante que la première. Quelque paradoxal qu'il paraisse aujourd'hui, je considère comme sensé le principe qui nous demande la répudiation des guerres de conquête et la réduction des armées permanentes. La liberté du commerce était aussi un paradoxe il y a dix ans!

Ce qui est absurde, tranchons le mot, c'est la manière dont une cause aussi belle a été défendue. Mais il n'est jamais trop tard pour rentrer dans le droit chemin, et la paix qui semble se préparer en fournira l'occasion. Autant MM. Bright et Cobden étaient mal venus à condamner la guerre actuelle, autant ils seront à leur aise pour démontrer que le système des grandes armées est en général peu compatible avec la liberté, que l'esprit prétorien s'arrange mal avec l'esprit libéral. L'histoire l'atteste,

et ceux qui ont lu le livre de M. Macaulay savent par quel lien intime le développement des institutions représentatives des Anglais s'est rattaché à la faiblesse de leur établissement militaire. En suivant une voie opposée on ne saurait atteindre le même but, quoiqu'on puisse arriver aussi à la prospérité et à la grandeur.

Ce n'est pas à dire d'ailleurs que le libéralisme exclue l'armée. L'armée sera toujours un des éléments essentiels de l'existence nationale, et les pays libres ne sont pas ceux qui ont le moins brillé assurément sur les champs de bataille. Je ne parle que de cet excès sous lequel l'Europe presque entière gémit et succombe, de cet excès qui est un péril constant pour l'ordre européen et qui n'est pas une garantie pour l'ordre intérieur, car, les pays qui ont le plus de sabres sont ceux qui font le plus de révolutions. Je crois fermement que la civilisation moderne est hostile à ce pied de guerre perpétuel qui surcharge tous les budgets et qui en définitive est un legs de l'absolutisme, du moyen âge et de l'antiquité. Je crois que la campagne pacifique que nous venons de faire annonce l'ouverture prochaine d'une ère nouvelle qui ne connaîtra ni les guerres de Trente ans ni ces effroyables consommations d'hommes dont nos pères ont été témoins.

Ou je me trompe fort, ou de grandes conventions internationales signaleront notre temps. Après avoir vu tomber les barrières des provinces, nous verrons

tomber celles des États ; sans s'absorber dans un vague cosmopolitisme, ceux-ci céderont au mouvement irrésistible que créent les communications multipliées, la liberté du commerce et les habitudes de paix. Certaines choses ne peuvent se régler qu'en commun : la liberté des mers, la liberté des fleuves, le percement des isthmes, la limitation des jours et des heures de travail. Or la réduction générale des effectifs militaires sera, je l'espère, une de ces grandes conventions internationales. Ce ne sera pas la moins utile ni la moins populaire. Chacun sait d'ailleurs que le système des réserves et des landwehrs peut assurer à la fois la puissance de l'état de guerre et le soulagement de l'état de paix.

Je me sens d'autant plus libre de souhaiter ce progrès, que je rends pour mon compte plns complète justice aux vertus militaires. La conduite de nos soldats en Crimée est ce que j'ai vu de plus beau depuis longtemps. Cela fait du bien ; cela prouve qu'il y a encore quelque part de l'étoffe et de la ressource, que tout n'est pas mort, que le ressort moral n'est pas brisé. Cela prouve aussi, soit dit en passant, que le régime parlementaire qui a formé une pareille armée n'était pas condamné à l'impuissance.

Mais si j'aime les vertus du soldat, la prépondérance de l'élément militaire ne me semblerait point chose désirable. A ces âmes bien réglées, où règnent la discipline, le devoir, le désintéressement et l'honneur, l'élément civique fait trop souvent défaut. Lisez

les lettres du maréchal de Saint-Arnaud ; à côté de l'intrépidité, de l'entrain, de la noblesse d'âme, du talent spécial développé par la guerre d'Afrique qui a fait tant d'administrateurs intelligents et résolus, vous y trouverez l'amour du métier et la passion des conflits qui donnent occasion de l'exercer. Le maréchal de Saint-Arnaud maudit du fond du cœur les chambres, les bavards, les journaux; il a le culte de la force; l'alliance anglaise et la paix, ces deux bases et ces deux gloires du règne de Louis-Philippe, ne lui plaisent aucunement. Il veut des croix, il veut des épaulettes, il veut avancer, et il veut aussi se battre, se battre pour le plaisir d'éprouver les fortes émotions de la mêlée.

Je crois que le maréchal de Saint-Arnaud représentait avec beaucoup de distinction un type assez commun dans l'armée; et j'en conclus qu'avec la prépotence militaire on fait de très-grandes choses, mais qu'on ne fait pas de liberté.

III

Résumons-nous.—Ma première partie a été consacrée à la définition du libéralisme ; la seconde l'a montré s'incarnant en quelque sorte dans l'alliance anglaise et dominant la guerre d'Orient. Il m'a semblé utile de prouver par cet essai que les événements ont de graves enseignements à fournir quand on les con-

sulte au seul point de vue des principes. D'autres auront pu raconter les batailles, discuter les opérations, montrer le dessous des cartes, révéler les secrets de la diplomatie; je n'avais rien de semblable à faire. Sur les négociations et sur la guerre je ne sais que ce que tout le monde sait, je ne dis que ce que tout le monde dit; mon but est différent, et, à mon sens, plus élevé: je voudrais négliger les effets et aller aux causes; laissant là la politique dont je ne m'occupe point, j'ai tenté de remonter jusqu'à la morale.

Que la paix s'achève ou non, un tel examen est nécessaire, car en tous cas il faut connaître notre principe et il faut l'aimer. Souvent, je l'avoue, on le pratique avant de le connaître et de l'aimer; mais cette infraction à l'ordre logique ne peut se prolonger sans péril.

M. de Rémusat l'écrivait il y a peu de jours: « Le système d'alliances de Henri IV est resté pour le fond le vrai système de la France. » Pas plus que lui je ne crois à l'éternité de l'alliance anglaise, parce que je ne crois pas que le bon sens règle toujours la conduite des peuples. Toutefois, je pense que si nous quittons l'alliance, nous y reviendrons, pour peu que nous nous rendions compte des conditions du progrès et de la paix ici-bas. —Cette thèse-là était la plus aisée à soutenir, car l'alliance anglaise vient de faire ses preuves: elle a commencé l'émancipation de l'Allemagne habituée à la suzeraineté du czar; elle a remis ainsi l'Occident en équilibre à l'heure même où elle rendait

possible l'entreprise la plus grandiose des temps modernes, la régénération chrétienne de l'Orient. Et non-seulement l'alliance s'est montrée puissante, elle tend à devenir quelque jour populaire, en dépit des efforts du parti russe et des préventions trop générales encore parmi nous. Comment ne pas être frappé de l'unanimité avec laquelle tous les Anglais se rapprochent de notre pays? Leur enthousiasme, qui foule aux pieds les traditions des partis, a semblé même parfois ne pas s'arrêter devant un obstacle plus respectable, la foi à la liberté et le culte des souvenirs. Que voulez-vous? Les Anglais sont tout d'une pièce et les nuances ne sont pas leur fort; décidés à nous admirer, ils admireront tout en France. Quoi qu'il en soit, ils nous aiment, et nous finirons bien par les aimer.

Aimerons-nous aussi le libéralisme? Je l'espère, mais ce n'est pas chose faite. L'heure est donc venue de soutenir une cause qui n'a pas beaucoup de défenseurs. Je dirais volontiers, comme le général Mathieu-Dumas, que je suis « un de ces imbéciles qui croient encore à la liberté. » Et le beau mérite d'y croire, si elle ne perdait jamais son crédit, si l'on n'avait jamais fait de sottises ou commis de crimes en son nom, s'il n'y avait à la pratiquer ni difficulté ni péril !

J'ai parlé de la liberté, et non des institutions anglaises. A Dieu ne plaise que je prétende imposer le même régime à tous les temps, à tous les pays, à

tous les degrés de moralité et de civilisation ! Je laisse aux légitimistes et aux radicaux leur théorie sur la souveraineté primordiale, universelle et incommutable de certaines formes politiques. Ce qui est primordial et universel, ce que le libéralisme cherche à obtenir partout, c'est que le domaine du droit et de la conscience soit respecté, c'est que l'individu se développe autant que possible et que la société se rapproche toujours plus du minimum de gouvernement.

Il est temps de se remettre à l'œuvre. On s'écrie souvent : Que faire ? qu'espérer après 1848 ? — Que faire ? Recommencer nos travaux, nos études, notre paisible propagande. Que faire ? Remuer des idées, ensemencer le sol, et attendre. Nous méprisons l'esprit d'intrigue, et l'esprit de faction nous fait horreur ; ce n'est pas nous qui recourrons jamais à la violence, ou qui ferons du désordre pour arriver à l'ordre, ou qui entreprendrons la mauvaise guerre des oppositions perfides et des tristes personnalités. Nous ne voulons qu'interroger l'histoire et le cœur de l'homme, que parler à nos contemporains de l'Evangile et de la liberté véritable. Or c'est là une tâche immense qui exige toutes nos forces, et qui n'admet, à aucune époque, ni relâche ni découragement. — Reprenons notre métier de semeurs.

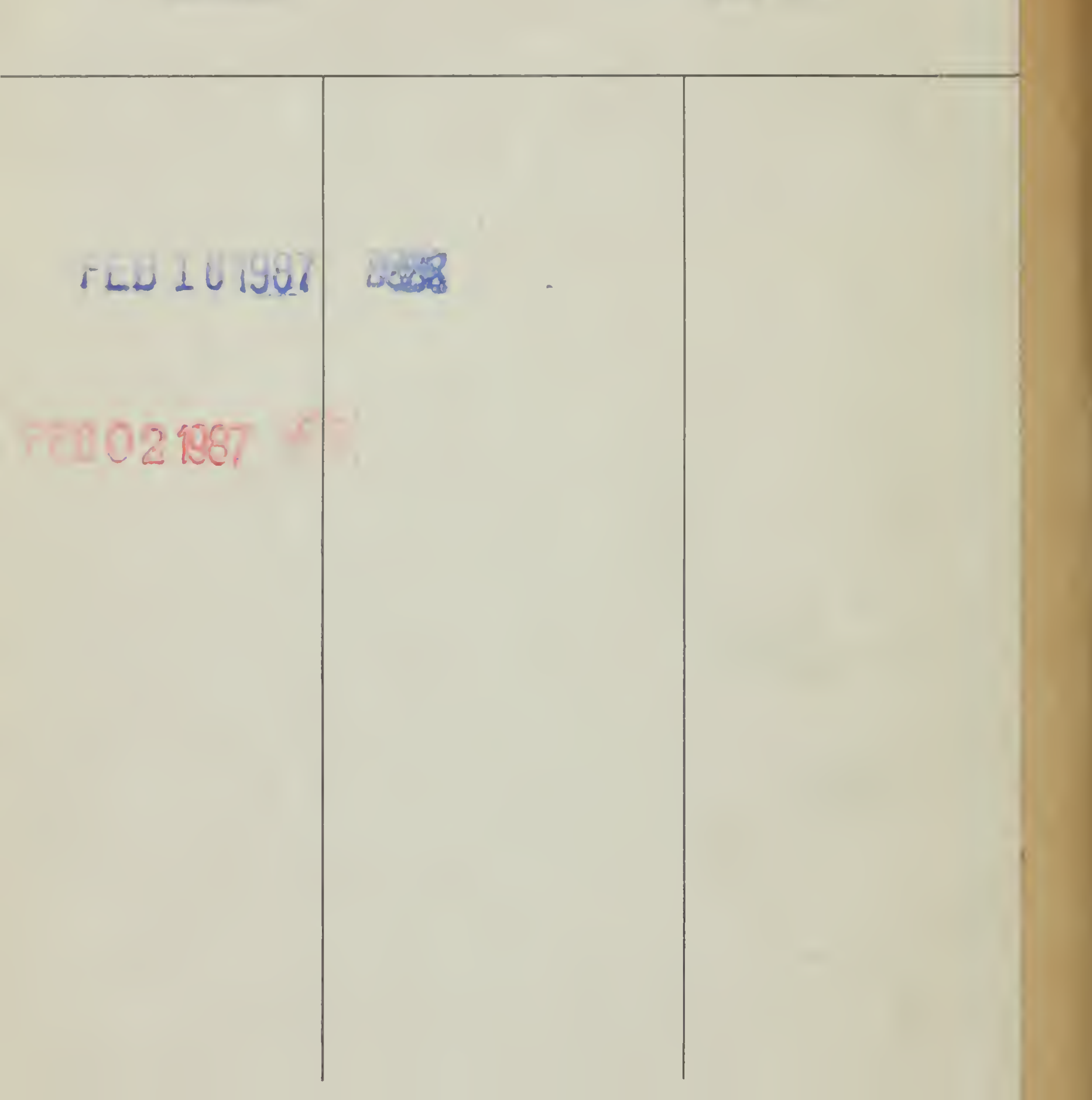
FIN.

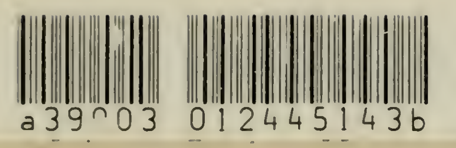
TABLE.

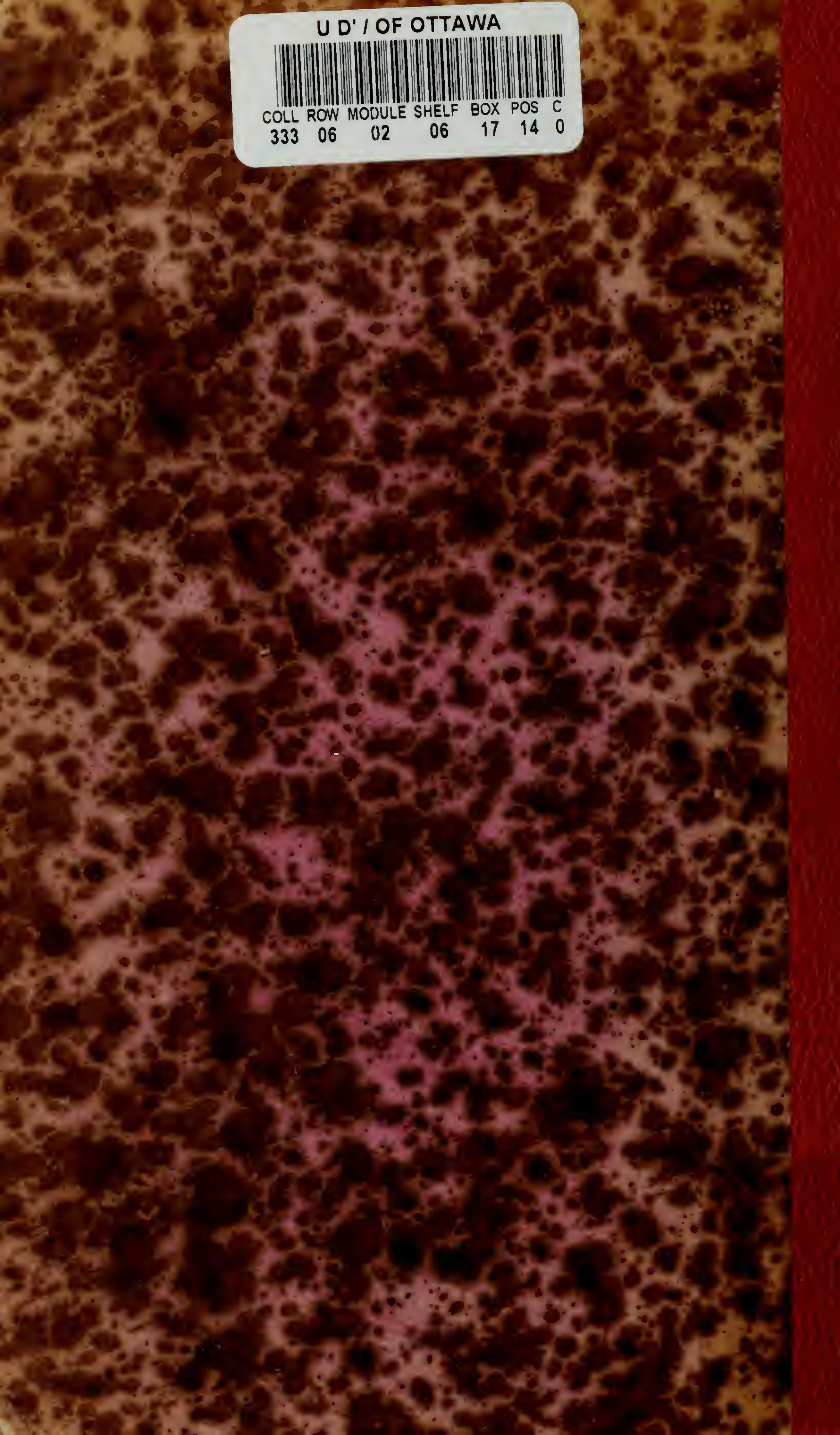
Première partie : LE LIBÉRALISME.

Seconde partie : LA GUERRE D'ORIENT.

PARIS.—IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS.


FEB 10 1987
FEB 02 1987


a39^03 012445143b


U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 06 02 06 17 14 0